

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Pages

★	LE 11^e CONGRES DE L'I. C. : UN SOMMET ET UNE CROISEE DES CHEMINS (Suite du N° 59)	
	7) Le long du fil rouge : le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques	
	c) Les partis communistes et le parlementarisme..	1
	d) Le mouvement syndical, les conseils d'usines et d'entreprises et l'I. C.	9
	e) Conditions de constitution des Soviets	15
	f) Les questions nationale et coloniale	15
	g) La question agraire	28
	h) Les tâches de l'Internationale communiste et les Statuts.	33
	8) Une pierre de touche : la question italienne.....	39
	9) Epilogue	46
★	APPENDICE	60-76
★	NOTE DE LECTURE :	
	Sur Paul Mattick : L'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise	77

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Un sommet et une croisée des chemins

*Le début de cette étude a paru dans le N° 59
de Programme communiste (Juin 1973)*

c) LES PARTIS COMMUNISTES ET LE PARLEMENTARISME

Les illustres historiens du superopportunisme d'aujourd'hui voudraient faire croire au public cultivé et au gratin intellectuel auquel ils s'adressent que le parlementarisme révolutionnaire a été le nœud du II^e Congrès et que pour Lénine et les bolcheviks la participation aux élections constituait la véritable caractéristique de partis réellement communistes. Pour démentir la première affirmation, l'imposant corps de thèses pour le II^e Congrès suffit, puisqu'il a pour centre les questions de principe de la révolution, de la dictature, de la terreur rouge et de la préparation nécessairement anti-parlementaire du prolétariat à celles-ci. Quant à la seconde, elle est démentie par le préambule et par tous les paragraphes des thèses sur le parlementarisme (1) qui, subordonnant strictement l'activité électorale et parlementaire à la lutte révolutionnaire, la considèrent en outre comme une arme subsidiaire, valable seulement dans certains cas, de la lutte communiste. Si les bolcheviks ont fait du parlementarisme révolutionnaire un des critères de l'efficacité révolutionnaire des partis communistes naissants en exigeant qu'ils l'appliquent dans toutes ses déductions pratiques, c'est que ce parlementarisme avait des buts anti-parlementaires : d'une part, il visait à la destruction des préjugés démocratiques qui survivaient encore dans le mouvement ouvrier comme chacun des paragraphes des thèses qui sont autant de gifles aux historiens actuels le prouve ; d'autre part, ils visaient à l'élimination de préjugés inverses, de nature anarchiste, syndicaliste, ouvriériste, conduisant à fonder l'abstentionnisme électoral sur des considérations morales (répudiation du " pouvoir ", de l' " autorité ", des " chefs " ; scrupules de " pureté ", condamnation du compromis en soi, etc.), à identifier la lutte

(1) Cf « Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'I.C. » (fac-similé Maspéro, 1971), pp. 66-69.

parlementaire à la lutte politique en général et enfin à refuser la lutte politique elle-même au profit de la lutte purement syndicale, le Parti au profit des syndicats, ou encore les syndicats au profit des conseils d'usine, etc., mettant dans le même sac les parlements et les syndicats réactionnaires qu'ils proposaient de boycotter au même titre. De façon plus générale, les bolcheviks visaient également à la réfutation critique de courants pratiquant le culte de la souveraineté des masses voire de l'individu, et donc affectés de la même maladie démocratique que les partis de la II^{me} Internationale auxquels l'I. C. avait ouvert ses portes dans l'espoir que, sous une direction centralisée, ils pourraient servir de contrepoids efficace (parce que nettement prolétariens) aux ailes soi-disant " communistes " issues de la social-démocratie et pas encore débarassées de son lourd héritage. Dans les deux cas, les bolcheviks se plaçaient sur le même terrain que nous et les questions sur lesquelles portait notre discussion avec eux suffiraient par elles-mêmes à montrer que le point de départ, les principes anti-démocratiques du communisme, était le même.

Il suffit de comparer les thèses Lénine-Boukharine et leur préambule écrit par Trotsky à celles qu'a présentées notre fraction et que nous reproduisons dans l'appendice pour s'apercevoir que la dénonciation de la fonction anti-révolutionnaire du parlement comme instrument de gouvernement de la bourgeoisie y est identique ; identique, la dénonciation du parlementarisme aussi bien comme « forme de l'ordre social futur » que comme « forme de la dictature de classe du prolétariat » ; identique, le refus d'admettre la possibilité de le conquérir pour le mettre au service de la lutte d'émancipation du prolétariat ; identique, la proclamation de la destruction des institutions parlementaires et démocratiques comme tâche du communisme (Cf. en particulier, les points 1-6 paragraphe I des thèses de l'I.C. (2) ; identique, la condamnation de « l'anti-parlementarisme par principe » (point 16, paragraphe III) ainsi que de toute illusion « de voie parlementaire au socialisme » ; identique, le refus de considérer comme un motif de scission dans le mouvement communiste aussi bien le parlementarisme à buts anti-parlementaires et révolutionnaires que l'abstentionnisme dont le but est le même, la question étant subsidiaire par rapport à celles qui définissent le parti de classe et en constituent en même temps la base (point 19) ; identique, enfin, la condamnation de l'« indifférence » anarchiste pour cette démonstration typique de la démocratie bourgeoise que sont les élections et le parlement, puisque notre abstentionnisme comportait l'intervention dans les réunions électorales pour y attaquer politiquement la façade démocratique de la dictature capitaliste et pour y dénoncer les illusions et les mystifications parlementaires.

Les thèses Lénine-Boukharine excluent par ailleurs que la partici-

(2) Le lecteur est prié de se reporter aux « *Quatre Premiers Congrès* », p. 67.

pation aux élections et au parlement puisse être élevée au rang d'une directive *permanente*. Loin de l'exclure, elles proclament la nécessité de les boycotter (point 17) dans certaines circonstances clairement définies. Soit dit entre parenthèses, cela enterre la prétention des prétendus « léninistes » d'aujourd'hui à parler au nom de... Lénine, car à supposer qu'ils admettent le boycott de la Chambre des députés et du Sénat, ils le font exclusivement dans l'hypothèse que... démocratie et parlementarisme aient besoin d'être sauvés, perspective *explicitement* exclue par les thèses de 1920.

Sur quoi portait donc le désaccord entre les bolcheviks et nous ? Nos thèses l'expliquent surtout aux points 6 et 7 qui soulèvent la question de fond : à une époque historique où la *préparation* à la conquête du pouvoir n'était pas encore une perspective unique et directe, la participation aux élections et à l'activité parlementaire étaient utiles et nécessaires dans des buts de propagande, d'agitation et de critique. Elle le reste dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et où le parlement conserve son caractère originel d'institution anti-féodale et donc *historiquement* révolutionnaire (Russie 1917, pays coloniaux et arriérés de 1920 et en partie d'aujourd'hui). Par contre, dans les pays de vieille tradition démocratique, où la révolution bourgeoise est depuis longtemps terminée, toutes les énergies du Parti et de la classe doivent être consacrées à la préparation de la révolution. Dans ce but, toutes les traditions, les habitudes, les préjugés, les illusions inhérentes à la pratique habituelle du parlementarisme doivent être impitoyablement déracinés. Cette lutte ne se mesure pas en mois ou en années, mais occupe tout le cycle historique destiné à se conclure par la victoire mondiale du prolétariat révolutionnaire.

Dans ces pays, à l'ère impérialiste, le boycott du parlement s'impose, en même temps que l'intervention dans les réunions électorales pour y dénoncer le mythe infâme de la souveraineté populaire. C'est le seul moyen de démontrer que présenter le bulletin de vote et l'urne comme des « armes » de la conquête du pouvoir est une énorme mystification.

Face à cette considération *de principe*, les considérations d'ordre *pratique* n'avaient qu'une valeur secondaire. Elles n'avaient non plus rien à voir avec la « peur de se salir les mains », ou de « perdre du temps », ou de « courir des risques inutiles », ou de se « compromettre » même sans le vouloir. Par malheur, c'est ce que l'on ne comprit ni alors ni plus tard. On ne comprit pas davantage que nos objections répondaient à un diagnostic essentiel : pour que les jeunes partis adhérant à la III^{me} Internationale, surtout dans les pays de capitalisme archi-mûr et donc de parlementarisme bien ancré, soient dignes de leur titre de communistes, il fallait que *toute l'orientation traditionnelle de leur activité et de leur organisation soit non seulement « redressée »,* comme se le proposaient le paragraphe IV des thèses de l'I. C. et toute une série de clauses, mais **RENVERSEES**. En d'autres termes, elle devait être placée sur des bases exactement opposées à celles du passé, toutes les forces du parti

étant engagées sur un terrain de lutte non seulement anti-légalitaire, mais illégal. Or en Occident, tant que la participation aux élections et au parlement absorberait le plus clair des énergies du parti dans un mécanisme qui les brisait ou les étouffait, la chose resterait impossible. Il fallait donc que les militants communistes et les prolétaires en général se voient ouvrir des horizons *complètement nouveaux*. Dans la Russie tsariste, pays de révolution double, toute véritable opposition politique prenait immédiatement, même dans le cadre étroit d'une Douma, une nature, une forme et un caractère *révolutionnaires* ; mais en Occident, pour que les objectifs révolutionnaires apparaissent avec la même clarté et la même évidence aux yeux des ouvriers, il fallait que les derniers bandeaux démocratiques leur soient arrachés des yeux.

La préoccupation des bolcheviks qui voulaient réorienter les « anti-parlementaires par principe » était tout à fait légitime. Mais ayant milité sous un régime absolutiste, ils ne comprirent pas qu'il aurait fallu tout d'abord *réduire de fond en comble* les « parlementaristes par habitude mentale et coutume », aussi honnêtes qu'aient pu être leurs aspirations anti-démocratiques. « La question centrale est celle du parti », dira Boukharine, rapporteur des thèses de l'I. C. « Si vous avez un parti vraiment communiste, vous ne craignez jamais d'envoyer un de vos hommes au parlement bourgeois, parce qu'il saura comment un révolutionnaire a le devoir d'y agir. » Mais il aurait fallu renverser le problème : nous n'aurons jamais un parti « vraiment communiste » si nous ne déplaçons pas de 180 degrés l'axe de son activité. Or il sera impossible de le déplacer sans faire table rase des traditions dans lesquelles ils ont grandi et continuent à vivre et qui ont la terrible force de l'inertie. Boukharine croyait « que le vieux parlementarisme a cessé d'exister » parce qu'il pensait que l'élimination des réformistes et des opportunistes était déjà chose faite. Pour nous la condition *sine qua non* de cette élimination (Cf notre thèse 11) était la rupture *complète* avec le parlement et avec toutes les habitudes électoralistes. Cette rupture constituait d'ailleurs l'arme la plus efficace contre les préjugés anarcho-syndicalistes, qui n'étaient souvent qu'une réaction instinctive contre la dégénérescence parlementaire du socialisme (thèse 9).

S'appuyant sur une tradition uniquement révolutionnaire, les bolcheviks couraient d'autant moins de risques de se corrompre en étendant leur activité au secteur ultra-secondaire de la Douma que celle-ci était une institution récente et pouvait donc, du fait des conditions historiques du pays, devenir le théâtre de batailles efficaces. En Occident, la tradition socialiste était au contraire parlementaire et électoraliste à cent pour cent, et l'activité des partis s'exerçait dans des institutions désormais vidées de tout contenu, non seulement révolutionnaire, mais même simplement politique, ce qui, comme Trotski le reconnut explicitement dans son préambule aux thèses de l'I.C., est une caractéristique propre à l'époque impérialiste et tendanciellement fasciste de la domination bourgeoise.

Tels étaient les points essentiels de notre vision du problème. Ni les thèses de Lénine-Boukharine, ni les arguments contenus dans leurs discours ne purent nous convaincre que nous avions tort, car ni les uns ni les autres ne répondaient aux questions que nous soulevions. Le bilan du parlementarisme révolutionnaire, c'est l'histoire qui l'a tiré : non seulement on n'a pas vu naître de véritables partis communistes, mais ceux qui se sont parés de ce titre ont fini par tomber dans la boue d'un parlementarisme vulgaire qui n'a même pas eu la pudeur de se justifier, comme les Turati, les Treves et les Modigliani se sentaient obligés de le faire !

La commission pour la question parlementaire présidée par Trotski avait apporté quelques modifications au projet de thèses Lénine-Boukharine. Elle l'avait complété par un préambule dénonçant le caractère et la fonction contre-révolutionnaire des institutions représentatives de la bourgeoisie à l'époque impérialiste et par une critique de l'opportunisme parlementaire des partis de la II^e Internationale et de ses survivances dans ceux qui voulaient adhérer à la III^e. Malheureusement la discussion ouverte par la lecture de ce préambule et par le discours de Boukharine (3) fut en grande partie viciée par le fait qu'à nos arguments qui portaient de prémisses théoriques marxistes, comme le rapporteur lui-même le reconnut, se mêlèrent les arguments naïfs, sentimentaux et hétérodoxes des « anti-parlementaristes par principe ». Par ailleurs, par suite de leur insistance excessive sur des situations locales et des aspects contingents du problème, elle finit par tomber dans des détails pratiques au lieu de porter sur le problème de fond. Les bolcheviks craignaient légitimement que « de prémisses justes, on tirât des conclusions fausses » ou que l'on abordât les graves et difficiles questions de la tactique communiste d'un point de vue moral, sentimental et même esthétique, tombant ainsi soit dans l'idéalisme, soit dans le négativisme. Malheureusement cette crainte leur fit perdre de vue les points qui auraient dû constituer le centre du débat : 1) la nécessité de détruire ces « survivances d'une mentalité parlementaire » au sein des partis adhérant ou désireux d'adhérer à l'I.C. dont Boukharine avait donné des exemples éclatants dans son discours ; 2) l'analyse critique de leurs causes, sans laquelle il était impossible de combattre efficacement ce mal reconnu chronique ou semi-chronique (4).

Boukharine crut voir une certaine analogie entre notre abstentionnisme et celui de la « gauche infantile » sur le plan tactique. Il nous reprocha de répugner au « contact physique » avec les bourgeois au cours des élections et au parlement (réaction sentimentalement juste, mais politiquement fausse, précisa-t-il) et il nous défia de prouver logi-

(3) Elle eut lieu pendant les séances du matin et de l'après-midi du 2 août 1920. *Protokoll*, pp. 404-442.

(4) Ce discours a été intégralement reproduit dans notre texte italien *O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale*, pp. 36-41.

quement l'impossibilité d'utiliser la tribune parlementaire à des fins de propagande et d'agitation. En réalité le « contact » que nous dénoncions était celui de l'interclassisme qui est à la base de toute la conception démocratique et de la praxis électorale et parlementaire qui lui correspond. Quant à la seconde question, elle n'était pas « logique », mais historique et dialectique. Les répliques polémiques de Boukharine manquaient donc leur but et tournaient autour de la question centrale sans même l'effleurer. Il n'était pas théoriquement plus correct ni pratiquement moins dangereux de comparer, comme il le fit, le parlement à l'armée. Cette analogie ne valait rien puisque nous étions les premiers à demander aux communistes d'entrer dans l'armée pour la miner de l'intérieur ; si, en tant qu'abstentionnistes, nous repoussions par contre l'entrée au parlement, même dans le but de le détruire, c'est que cette institution n'est pas seulement un organe de domination de la classe bourgeoise comme l'armée, mais le terrain par excellence d'une mystification à laquelle, l'opportunisme aidant, les prolétaires ne se sont jamais montrés que trop vulnérables. D'ailleurs, le seul exemple de « parlementarisme révolutionnaire » que Boukharine ait pu donner et qu'il donna à l'appui de sa thèse était celui des bolcheviks à la Douma du Tsar, mais la question était précisément de savoir s'il pouvait être appliqué mécaniquement à l'Occident où le mouvement ouvrier était pourri de démocratismes depuis de longues décennies. En exhortant les partis communistes à se libérer de leurs résidus de social-démocratismes pour devenir « vraiment communistes », c'est-à-dire capables de sortir indemnes de la pratique électorale, il éludait la question essentielle : comment obtenir de ces partis qu'ils deviennent « *vraiment communistes* », alors que, même dans leur forme définitive, les conditions d'admission (surtout en cas d'application trop souple) ne constituaient pas une barrière suffisante pour empêcher que les « survivances » parlementaristes tenaces qu'ils avaient traînées derrière eux comme un boulet jusqu'à Moscou n'entrent en force dans l'I.C. ?

C'est sur ces questions de fond que le délégué de la fraction abstentionniste du P.S.I. revint dans son rapport (5). Il commença par réaffirmer que notre anti-parlementarisme dérivait de la critique marxiste de la démocratie bourgeoise, ce qui n'était pas le cas de celui des anarchistes et des syndicalistes. Il montra qu'il était impossible de mettre sur le même plan les conditions historiques de la révolution en Russie et en Occident. En Russie, l'action des bolcheviks qui ne fut d'ailleurs que subsidiairement une action parlementaire, s'était déroulée dans une situation analogue à celle de l'Allemagne lorsqu'en 1848-49, Marx et Engels tracèrent la perspective de la révolution double. En Occident, aire de capitalisme avancé, il fallait au contraire orienter d'urgence la classe ouvrière vers les objectifs d'une révolution *purement socialiste* qui, bien

(5) Ce rapport est reproduit dans notre brochure *La Question parlementaire dans l'I.C.*

avant de pouvoir abolir les rapports de production et de propriété capitalistes, devait abattre l'Etat bourgeois par la violence. Mais pour cela, il fallait détruire toute illusion gradualiste et parlementaire et couper l'herbe sous le pied aux réactions instinctives de l' « antiparlementarisme par principe » dérivant soit de l'horreur des « chefs », soit du dédain de l' « action légale » et donc de type syndicaliste. Il montra également qu'on ne pouvait pas assimiler notre tactique anti-parlementaire à la tactique de sortie des syndicats préconisée par certains. Il souligna qu'il était urgent de passer au crible les partis et les militants en affirmant une position sans équivoque à l'égard des élections et du parlement qui, dans les pays capitalistes les plus évolués absorbent par la force des choses le plus clair des énergies des partis et les transforment en machines à fabriquer des votes et des mandats électoraux. Enfin, il conclut en disant que dans ces pays, il fallait adopter « une tactique *beaucoup plus directe* que celle qui avait été nécessaire dans la révolution russe », mais que la question ne pouvant et ne devant pas conduire à des scissions dans le mouvement communiste mondial, les abstentionnistes italiens appliqueraient fidèlement la décision du Congrès quelle qu'elle soit, tout en souhaitant que le triste bilan du « parlementarisme communiste » que Boukharine avait présenté dans son rapport s'améliore dans l'avenir.

Les interventions suivantes méritent à peine une mention. En effet, tantôt elles se contentaient d'évoquer des expériences locales d'action parlementaire communiste, soit *positives*, comme par exemple en Bulgarie et, aux dires des « participationnistes », en Angleterre, soit *négatives*, comme en Angleterre, encore, aux dires de l' « abstentionniste par principe » Gallacher ou en Suisse, selon Herzog. Tantôt elles soulevaient des questions d'ordre pratique qu'on pouvait parfaitement résoudre par une tout autre tactique que celle qu'elles défendaient (Cf. le discours de Murphy), tantôt elles partaient de prémisses anti-marxistes, comme par exemple celle du syndicaliste allemand Suchy qui considérait le parlementarisme comme le produit logique du... doctrinarisme et du sectarisme marxistes en général ! Seul le Suisse Herzog aborda les questions de fond, sans faire malheureusement plus que les effleurer, en montrant le danger qu'il y aurait pour l'I.C. à voir affluer dans ses rangs des ailes entières des vieux partis socialistes hâtivement converties au communisme, mais toujours attachées au fond à leurs traditions ultra-légalitaires et ultra-parlementaires (P.S.F., U.S.P.D.). On peut comprendre que les répliques de Lénine et de Boukhahrine aient été fâcheusement influencées par la confusion ainsi créée. Il n'en reste pas moins que leur polémique d'ordinaire aussi impitoyable qu'impartiale éluda cette fois le véritable nœud de la question et qu'ils se laissèrent aller à des affirmations risquées qui n'étaient pas inquiétantes chez des militants aussi éprouvés et attachés aux principes qu'eux, mais qui avaient le grave défaut de favoriser les conclusions opportunistes, alors qu'ils avaient voulu éviter, comme nous l'avons vu ci-dessus, que « de prémisses justes, on tirât des conclusions fausses ».

Par exemple, afin de convaincre les communistes qu'ils avaient le devoir d'utiliser le parlement, fût-ce comme une arme subsidiaire parmi tant d'autres, pour favoriser le dénouement révolutionnaire des situations politiques qui s'y reflètent nécessairement, Lénine usa de cet argument emprunté à Boukharine que les Soviets n'existaient encore qu'en Russie et qu'on ne pouvait les créer artificiellement, alors qu'on avait les parlements à portée de la main et qu'ils étaient le produit d'un développement historique dont on ne pouvait faire abstraction sous le prétexte qu'on n'avait pas encore la force de les détruire. Mais, comme le délégué abstentionniste n'hésita pas à l'affirmer dans sa réplique finale, dire cela, même dans la meilleure intention du monde, c'était fournir une arme providentielle à ceux qui allaient jusqu'à proposer la participation communiste aux gouvernements bourgeois, autre moyen indubitable d'influer sur les événements, *mais dans une direction opposée à celle du communisme* ! De même, objecter aux abstentionnistes que pour être logiques avec eux-mêmes, ils auraient dû abandonner les syndicats sous prétexte qu'ils étaient opportunistes et présentaient donc eux aussi un danger, c'était oublier que, réactionnaires ou non, les syndicats restent des organisations *exclusivement composées* de prolétaires et ne sont pas, comme les parlements, des institutions de forme interclassiste et de nature classiste *bourgeoise*. Dire qu'il fallait faire comprendre aux couches arriérées de la classe ouvrière la fonction contre-révolutionnaire du parlement qui leur échappait encore en leur démontrant *par les faits* et pas seulement par les mots, qu'il était impossible de s'en servir comme moyen d'émancipation était également une arme à double tranchant, car ceux qui préconisaient l'emploi de *tous les moyens* pour atteindre le but prétendument commun pouvaient fort bien l'utiliser. L'argument contredisait en outre notre thèse fondamentale sur la tâche du parti, qui est de précéder les masses, et non de les suivre. On nous reprocha aussi de croire ingénument que les intellectuels, les classes moyennes, la petite bourgeoisie deviendraient communistes dès que le prolétariat aurait remporté la victoire dans la révolution, ce qui apportait de l'eau au moulin des opportunistes qui, partisans de courtiser les classes moyennes, nous avaient fait exactement la même objection injustifiée sous le prétexte qu'après tout, nous ne pouvions nous payer le luxe d'ignorer l'importance de ces couches, ce qui, pour nous, revenait à enfoncer une porte ouverte. Enfin affirmer comme le fit Boukharine que la situation « révolutionnaire » mondiale garantirait à coup sûr les communistes contre la corruption parlementaire, c'était prêter des vertus salutaires bien mystérieuses à une simple contingence. Nous savions bien que Boukharine était sincère, quand pour conclure le débat, il s'écria « A bas le parlement ! », même s'il visait alors à dissiper les appréhensions des syndicalistes-révolutionnaires, des *shop-stewards* et des I.W.W. ; mais le cri le plus sincère et le plus passionné n'était pas suffisant pour maintenir dans le droit chemin des gens qui, de toute évidence, n'étaient communistes que de nom et qui, même s'ils désiraient le devenir réellement avaient encore à faire beaucoup de chemin et à se transformer eux-mêmes *de fond en comble* pour y parvenir. Nous savions bien que la

hardiesse de certains de leurs arguments polémiques ne signifiait pas que les bolcheviks renonçaient aux principes et qu'ils n'approuvaient nullement des thèses opportunistes comme celles que nous craignons de leur voir attribuer. Par malheur, les paroles comme les écrits ont leur destin ; elles sont, elles aussi des faits matériels dont les conséquences peuvent échapper au contrôle de ceux qui les ont prononcées et servir à la déformation complète ou partielle de leur pensée quand elles sont reprises par des hommes ou des groupes n'ayant pas, dans le meilleur des cas, la solidité nécessaire pour se payer le luxe d'une polémique risquée sans altérer du même coup la théorie et les principes et sans les violer dans l'action.

Tout cela obligea la fraction communiste abstentionniste à confirmer son désaccord dans sa réplique finale aux bolcheviks. Elle demanda néanmoins que ses thèses soient votées uniquement « par les camarades abstentionnistes qui les acceptent en bloc et qui partagent les affirmations marxistes qui en constituent la substance » et qui n'ont « rien de commun avec les arguments anti-parlementaires des anarchistes et des syndicalistes ». Ce fut un bel exemple de « sélection organique » effectuée sur la base des principes : alors que les thèses de l'I.C. avaient été approuvées par environ quatre-vingts voix contre onze, seuls trois délégués (un Belge, un Suisse et un Danois) approuvèrent les nôtres (6).

C'est ainsi que la question fut close, mais nous ajouterons que le seul parti qui ait pratiqué le « parlementarisme bolchevique » et qui soit resté fidèle à son esprit et pas seulement à sa lettre a été, en 1921, le Parti Communiste d'Italie dirigé par la Gauche. Ce ne fut pas par hasard, mais parce que la sélection pratiquée à Livourne avait été assez sévère pour mettre en fuite tous les « parlementaristes par principe » !

d) LE MOUVEMENT SYNDICAL, LES CONSEILS D'USINE ET D'ENTREPRISE ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le texte définitif des thèses traitant de cette question très importante fut le fruit de longs débats en commission. La rédaction originelle

(6) Pour la jeunesse socialiste italienne, Polano avait déjà donné son adhésion aux Thèses « participationnistes », tout en déclarant qu'il interprétait ainsi la pensée d'une partie de ses camarades et non de la majorité ; Serrati en avait fait autant en y reconnaissant les thèses soutenues par la majorité du Congrès de Bologne, sans perdre l'occasion de faire pour la enième fois l'apologie du groupe parlementaire socialiste qui, selon lui, appliquait loyalement la tactique du « parlementarisme révolutionnaire ».

De son côté, Goldenberg proposa un amendement sur la nécessité de boycotter les institutions parlementaires en période révolutionnaire. Celui-ci faisait double emploi avec la proposition déjà explicitement contenue dans les Thèses de Lénine-Boukharine.

était plus stricte, mais il avait fallu tenir compte de l'évolution des formes traditionnelles des associations économiques ouvrières dans quelques pays capitalistes avancés dont on pouvait prévoir qu'en liaison avec la phase impérialiste du capitalisme elle gagnerait d'autres pays dans un proche avenir si du moins la révolution prolétarienne ne venait pas en interrompre irréversiblement le cours. D'ailleurs, comme le dira Radek dans son discours d'introduction, la présence au Congrès d'organisations économiques parfois imbues d'une idéologie néo-syndicaliste plus ou moins nette, mais qui avaient été invitées à adhérer à l'I.C., ne pouvait pas faire autrement que de se traduire dans des divergences de principe sur des aspects fondamentaux de la question. Les thèses se ressentent de cet état de choses : le développement des arguments n'est pas toujours rigoureux, elles laissent de multiples « portes ouvertes », c'est-à-dire que, sur certains points, elles s'abstiennent volontairement de conclure. En outre, on n'y trouve ni déclaration de principes préliminaire, ni critique théorique détaillée des déviations et des erreurs contre lesquelles elles sont dirigées, mais sous une forme insuffisamment explicite. Elles restent donc impuissantes à éliminer les équivoques, à définir une ligne d'action et à la traduire en directives claires et sûres. Quant à la discussion au Congrès même, elle fut simplement l'écho affaibli des controverses et des discussions qui avaient éclaté en commission. Fait caractéristique, si l'accord sembla réalisé dans les séances de travail du 4 août, le conflit rebondit vivement le 5. Cela contraignit Radek et Zinoviev à revenir sur des points qu'on croyait désormais acquis et finalement à mettre terme à une discussion qui menaçait de devenir à la fois interminable et stérile. C'est pour ces raisons que les thèses ont été alternativement dirigées contre des déviations contraires et cependant parallèles. D'une part, l'« infantilisme » faussement de gauche considérait que la lutte économique était « dépassée » en faveur de la lutte purement politique : contre lui il fallait affirmer que la perspective révolutionnaire du marxisme était inséparable des déterminations matérielles et des conflits de classes qu'elles engendrent ; il fallait en outre rappeler que la fécondité de ces luttes ne résidait pas dans les « conquêtes » elles-mêmes, puisque sous la domination capitaliste, celles-ci sont toujours précaires, mais dans le fait que les luttes elles-mêmes influent de façon positive sur la disposition de la classe ouvrière à se battre contre le régime qui l'exploite, sur la solidarité entre les exploités par-dessus les barrières de la division du travail et des frontières nationales, sur l'extension de leur organisation, et enfin sur leur capacité à dépasser les limites des revendications de salaires et de réduction de la durée du travail et à se mobiliser pour une attaque *politique* contre le capital et à son Etat. Il fallait donc rappeler aussi que les révolutionnaires communistes avaient l'obligation non seulement d'y participer, mais d'en prendre l'initiative dans le double but de les renforcer et de les étendre et — autre aspect de la question — de diffuser le principe marxiste selon lequel la lutte économique est par elle-même insuffisante et qu'elle doit se déplacer sur le plan plus élevé de la lutte politique de classe.

Il fallait réaffirmer que les tâches *historiques* de l'organisation économique constituaient un problème *de fond et non de forme*. Il fallait souligner sa valeur permanente comme premier type d'organisation des ouvriers salariés et comme levier de l'action du parti de classe. Il fallait montrer du même coup que dans une situation caractérisée par d'après luttes sociales mobilisant de larges couches prolétariennes, même le syndicat dirigé par les réformistes les plus corrompus constitue un champ très fertile pour la propagande et l'agitation du parti, et en outre un anneau intermédiaire irremplaçable entre l'avant-garde politique et les jeunes arrière-gardes sans maturité politique, et qu'il peut passer sous la direction du parti révolutionnaire chaque fois que le mouvement réel est trop impétueux pour ne pas faire éclater les structures sclérosées héritées d'une ère de « paix sociale » et pour ne pas submerger des directions syndicales passées plus ou moins directement à l'ennemi. Il fallait du même coup proclamer qu'au cours de cette activité, le but ultime des communistes est de transformer les syndicats, organes ouverts aux *seuls* ouvriers, en instruments de la révolution et en courroie de transmission des directives et des principes du parti (thèse 1-3) étant donné que c'est seulement grâce à la présence active du parti de classe que le syndicat peut lui-même devenir révolutionnaire (7).

On repoussait en ligne de principe la scission syndicale et la prétention de construire artificiellement des syndicats révolutionnaires en vertu de leur seule *forme* en opposition à ceux qui étaient dominés par les réformistes (thèse 4). On ne pouvait toutefois pas ignorer deux choses : la première est que, dans de nombreux pays, ces derniers empêchaient et réprimaient toute propagande et agitation communistes, jouant le rôle d'une véritable police bourgeoise auxiliaire, ou encore « se fermaient hermétiquement » aux masses inorganisées des simples manœuvres, des travailleurs immigrés ou de couleur et n'ouvraient leurs rangs qu'à « l'aristocratie ouvrière », agissant comme facteur non d'unification, mais de division de la classe. La seconde est qu'en réaction à cet état de choses, des organismes scissionnistes ouverts à *tous* les salariés s'étaient constitués ou étaient sur le point de le faire et que les ouvriers les plus combatifs et les plus dévoués à la cause de la révolution (les I.W.W. contre l'A.F.L., etc.) affluaient dans leurs rangs. Il fallait par ailleurs réagir contre la tendance répandue même dans des mouvements proches de l'I.C. ou affiliés à elle d'ériger la scission syndicale en dogme. Défendu avec une extrême légèreté, un tel dogme dérivait en effet d'une confiance erronée dans le remplacement des anciennes formes d'organisation par des formes nouvelles (par exemple des syndicats de métier par des syndicats d'industrie) pour remédier à tous les maux, et dans la fétichisation de « nouvelles formes » considérées comme « incorruptibles » par décret de l'histoire.

(7) Pris en lui-même, le terme est impropre : le syndicat ne doit pas tellement « devenir révolutionnaire » qu'être « transformé en arme de lutte par le parti politique de classe pour la révolution ».

Mais il fallait également réaffirmer que la scission *peut* devenir nécessaire et qu'alors les communistes doivent non seulement la préconiser, mais ne pas hésiter à en prendre la responsabilité, mais exclusivement quand, premièrement, la masse des organisés comprend clairement qu'elle ne vise pas des buts lointains qui leur sont pour l'instant incompréhensibles, mais qu'elle répond aux exigences de leurs luttes économiques elles-mêmes ; et quand, deuxièmement, les communistes sont assurés de ne pas s'isoler ainsi du gros de l'armée prolétarienne qu'il s'agit d'élever à la hauteur de la lutte politique contre le mode de production capitaliste, et non pas de confiner dans une éternelle subordination à ses lois, et en particulier à celle qui veut que l'exploité combatte *exclusivement* pour améliorer sa condition, et non pas pour l'abolir (Cf. point 5).

Même dans ce cas, affirment cependant les Thèses, les communistes ne peuvent ni ne doivent renoncer à développer une activité (forcément illégale) au sein des syndicats désertés. Ils doivent compter sur elle ainsi que sur la pression externe d'organismes nouveaux du type I.W.W. (qu'ils ont le devoir d'appuyer en les aidant à vaincre les préjugés syndicalistes dont ils sont pour la plupart imbus) afin de révolutionner ces vieilles structures grâce à l'élan donné par une vague rapide et impétueuse de luttes sociales.

On trouve dans les Thèses de la fraction abstentionniste (8) une vision historique plus claire et des formulations plus explicites, mais il est facile de voir que sur tous ces points l'accord entre la gauche marxiste italienne et l'I.C. était total, comme nous l'avons montré plusieurs fois ci-dessus. De retour en Italie, A. Bordiga observera dans un numéro du *Soviet* qu'il aurait fallu lier la critique du "scissionisme par principe" à la condamnation de la "conception très répandue, mais fautive selon laquelle l'action prolétarienne reposerait non pas sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne, mais sur l'action économique de syndicats "révolutionnaires" qui, une fois les capitalistes expropriés, assumeraient directement la gestion de la production". Dans les Thèses de l'I.C. (II/6-7) l'argument était à peine effleuré, mais dans sa réplique du 5 août (*Protokoll*, p. 621) Radek le traita avec beaucoup de décision, quoique brièvement, en parfaite harmonie avec la position marxiste classique selon laquelle la transformation économique qui fait suite à la prise du pouvoir s'accomplissant en fonction des intérêts *généraux* et des *buts historiques* de la classe, elle ne peut être dirigée que *par le parti* qui, dans cette œuvre, reçoit certes l'aide des syndicats, mais ne se subordonne pas à eux.

L'Internationale ne pouvait pas ignorer le vigoureux mouvement des conseils d'usine qui était en partie spontané. Elle ne pouvait pas ne pas voir qu'il ouvrait une perspective d'organisation aux prolétaires qui

(8) Cf l'appendice ci-dessous.

n'étaient pas encore syndiqués et qu'il permettait l'extension capillaire de la bataille contre l'opportunisme et pour la "subordination des organisations syndicales à la direction du parti, avant-garde de la révolution prolétarienne" par l'intermédiaire des groupes communistes d'usines et d'associations de catégories. Mais en même temps, elle devait rappeler que les conseils d'usine ne peuvent jamais *remplacer* ces organismes centralisés et non localistes que sont les syndicats, ni avant la prise du pouvoir, ni à plus forte raison sous la dictature prolétarienne et dans l'organisation économique du communisme. L'I.C. devait donc s'appuyer sur la lutte que les conseils avaient engagée pour le "contrôle de la production" ; mais elle ne pouvait pas cultiver l'*illusion* qu'il soit effectivement possible aux salariés de contrôler les mécanismes productifs en régime capitaliste. Elle avait au contraire pour tâche de faire clairement comprendre aux prolétaires que la condition préalable du contrôle était la conquête du pouvoir politique (9). Sans doute le paragraphe 2 des thèses de l'I.C. ne développe-t-il pas ce point avec la même clarté et la même cohérence que les articles du *Soviet* qui lui sont consacrés, mais elles sont néanmoins sans équivoque.

En ce qui concerne les conseils d'usine, les thèses de l'I.C. appellent d'une part les communistes à y participer et à les défendre contre les directions syndicales qui cherchent à les discréditer et d'autre part, chaque fois qu'ils contrôlent eux-mêmes le syndicat, à lui intégrer et lui subordonner les conseils afin d'aligner les deux organisations sur un front de lutte unique. Là encore, elles bannissent tout *fétichisme* de formes particulières, tout en reconnaissant la nécessité de suivre avec la plus grande attention le développement de chacun des types particuliers d'organisation nés de la dynamique même de la lutte de classe afin d'apprécier leur valeur respective aux fins de la bataille politique finale.

Dans leur dernier paragraphe, les Thèses de l'I.C. rappellent qu'il est urgent de donner une direction internationale centralisée aux organisations économiques ralliées aux principes de la révolution et de la dictature prolétariennes, direction dont le Conseil provisoire récemment constitué était l'ébauche. Par contre, elles ne disent pas clairement que la rupture avec la centrale d'Amsterdam, instrument de la S.D.N. et bouclier de l'opportunisme, ne dément ni n'invalide le critère

(9) Les thèses proclament à juste raison que ce qui est *révolutionnaire* n'est pas le *contrôle* en lui-même, mais la lutte pour le conquérir sous la direction du parti. Par contre, il y manque une critique des idéologies conseillistes qui faisaient une « conquête révolutionnaire » du contrôle de la production en régime bourgeois, ainsi qu'une claire analyse de la perspective (qui s'était déjà vérifiée en Allemagne et qui allait se vérifier en Italie sous les auspices de Giolitti) que la bourgeoisie accepte une forme de « contrôle syndical » sur l'industrie dans les intérêts de la conservation sociale et comme manœuvre de diversion réformiste (cf dans l'appendice *Le contrôle syndical*). Les thèses tenaient donc pour acquis que la lutte pour le contrôle ouvrier ne pouvait pas ne pas se transformer en lutte pour le pouvoir.

général excluant la scission syndicale sur le plan *national*, sauf dans les cas dits plus haut.

Le débat fut plutôt embrouillé et confus ce qui montra la persistance de divergences théoriques que l'on croyait avoir surmontées. Pourtant les déviations dont nous avons pris connaissance plus haut et qui à la longue empêchèrent les organisations syndicalistes d'adhérer à l'I.C. ou d'y demeurer ne réapparurent que dans de brèves interventions. Par exemple, Gallacher et Bombacci (qui s'attira ainsi une enième semonce) (9 bis) nièrent qu'en tant que tels, les syndicats puissent jamais être révolutionnaires. Gallacher affirma même que le syndicat devait être aboli au *même titre* que l'Etat bourgeois (10), tandis que les délégués américains se refusaient en général à faire un quelconque travail, même illégal, dans les syndicats réactionnaires comme l'A.F.L., ou préconisaient une activité visant à les animer d'un « nouvel esprit » (qui sait comment ?) qui, finalement se révéla être l'esprit de la... scission à *tout prix et en toutes circonstances*. Quant aux délégués des I.W.W. et des shop-stewards (11) ils se montraient réticents à l'égard de l'Internationale syndicale rouge en voie de constitution à cause de leur conception non marxiste de la dictature du prolétariat, tandis que Serrati demandait qu'elle soit autonome par rapport à l'Internationale politique, toutes les deux devant néanmoins "marcher amicalement côte à côte".

Les délicats problèmes tactiques de coordination des différentes formes du travail communiste dans les syndicats, traditionnels ou non, dans les conseils d'usine ou autres, furent en partie renvoyés à un examen ultérieur au sein de l'Internationale syndicale rouge, c'est-à-dire dans l'unique organisation qui dès le début aurait dû constituer le cadre *naturel* des organisations économiques acceptant les principes de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Du fait de sa composition qui manquait d'homogénéité, le congrès ne put pas faire davantage : le débat qui s'y déroula, les perplexités et les hésitations persistantes, dans certains cas le renvoi

(9 bis) Mais, n'aurait-il pas mieux valu en tirer dès cette époque un jugement définitif sur la confusion du maximalisme et de son langage... unitaire ?

(10) Cf *Protokoll*, p. 629.

(11) Ceux-ci protestèrent en outre parce que dans la déclaration constitutive du Conseil international provisoire des Syndicats rouges, on condamnait *toute* éventuelle scission syndicale : les deux documents (cette déclaration et les thèses) ne concordèrent en réalité pas complètement. On constata également, au cours du débat au Congrès, une différence de ton dans les discours de Radek et de Losovsky. C'était une preuve supplémentaire que la question n'avait pas été approfondie dans tous ses aspects complexes.

des décisions finales, sont une preuve de la complexité des problèmes face auxquels dès sa naissance se trouva placée l'Internationale Communiste (12).

e) CONDITIONS DE CONSTITUTION DES SOVIETS

Le document reproduit par nous ci-dessous dans l'appendice repousse la mode consistant à constituer artificiellement les conseils ouvriers, forme spécifique de la dictature du prolétariat (ou d'en projeter la constitution sur le papier) dans des situations non révolutionnaires et à leur prêter des vertus miraculeuses, en ignorant le parti dont l'influence dominante peut seule empêcher qu'ils dégénèrent en organes opportunistes et même contre-révolutionnaires, choses que les ouvriéristes, les conseillistes, les ordinovistes, etc., ne parvenaient pas à comprendre. Il fut approuvé sans discussion après un bref discours de Zinoviev.

f) LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE

L'impostation donnée à ce problème, dont l'importance était mise vivement en lumière par l'explosion de puissants mouvements insurrectionnels dans les pays soumis à l'impérialisme, et surtout dans l'Orient asiatique, représente un des sommets du II^e Congrès.

Celle-ci partait de la base solide des données objectives de l'évolution capitaliste à l'échelle de la planète. Elle assignait au mouvement communiste et à son organisation mondiale centralisée la gigantesque tâche historique d'intégrer dans la *stratégie mondiale* de la révolution prolétarienne visant le cœur des métropoles impérialistes, les mouvements révolutionnaires de libération nationale surtout dans les colonies, dont les objectifs ne pouvaient pas ne pas être démocrates-bourgeois, mais dont les masses paysannes affamées de terre et bien souvent un prolétariat local peu nombreux, mais combatif constituaient l'avant-garde. Il s'agissait donc, en d'autres termes, d'unifier des révolutions *doubles* commençantes avec la révolution *simple* en pleine expansion ayant des buts purement prolétariens, comme dans la grandiose perspective tracée par Marx en 1848 et en 1850 dans le *Manifeste* et l'*Adresse de la Ligue des communistes*.

(12) Les thèses servent entre autres à démentir la légende actuellement répandue, selon laquelle elles auraient prêché « une obéissance de cadavre » aux directions syndicales opportunistes, et exclu toute scission, même imposée par le souci de réaliser l'organisation la plus étendue et la plus unitaire possible de tous les salariés, c'est-à-dire par le motif qui, en ligne générale, conduisait précisément à condamner la « scission » dans le domaine syndical.

Cette tâche était double à son tour puisqu'elle se référait à deux phases différentes, quoique séparées par aucune barrière, de l'attaque internationale contre la domination des grands centres impérialistes, dont le principal était alors l'Angleterre. Pour le prolétariat métropolitain, il s'agissait non d'offrir une solidarité "morale" platonique au mouvement révolutionnaire *armé* dans les colonies et les semi-colonies, mais de l'aider activement à secouer le joug des colonisateurs et des exploiters impérialistes. En cas de victoire révolutionnaire, le prolétariat des grandes métropoles impérialistes devait en outre appuyer les pays sortis de leur longue sujétion pour permettre aux masses paysannes et prolétariennes de ces aires immenses de sauter d'un bond par-dessus le stade économique du capitalisme ou d'en abrégier la durée, malgré l'inexistence ou le faible degré de développement des conditions *matérielles* de passage au socialisme, en les enserrant dans un plan économique *mondial unitaire* dirigé par le prolétariat de toutes les nations (Thèse 1/8).

Cette vision grandiose ne prétendait pas constituer une innovation par rapport à la doctrine marxiste des révolutions doubles, c'est-à-dire des révolutions bourgeoises devenant par "transcroissance" des révolutions prolétariennes, selon la formule léninienne. Elle en élargissait seulement le cadre en l'étendant bien au-delà des limites traditionnelles de l'Europe, tout comme le mouvement réel tendait irrésistiblement à les submerger bien avant que la théorie n'en montre la nécessité historique. Ainsi elle transférait à l'échelle planétaire cette lutte pour la "révolution en permanence" annoncée par Marx et Engels en 1850, et dont l'histoire ne peut confier la *direction politique centrale* qu'*au prolétariat et à son parti*, même si dans les aires où le capitalisme ne fait que naître et où les rapports économiques dominant sont donc pré-bourgeois, celui-ci se trouve à la tête de forces non prolétariennes comme la petite bourgeoisie urbaine et surtout rurale et s'il a comme perspective immédiate une "révolution bourgeoise à fond", une révolution qui, quoique *bourgeoise*, est donc *radicale* parce qu'elle détruit toutes les survivances du passé pré-capitaliste. Et si cela est possible, c'est que le prolétariat n'est pas une classe nationale ni locale, mais *internationale*, sa direction politique ne pouvant résider que dans les aires constituant l'épicentre de la domination capitaliste et du même coup des luttes de classes *décisives* entre prolétariat et bourgeoisie.

Cette vision était éminemment dialectique. C'est pourquoi les socialistes dans la tradition de la II^e Internationale eurent autant de peine à la digérer que les faux partis communistes d'aujourd'hui, héritiers du stalinisme. D'une part, elle assurait à la classe ouvrière des métropoles les plus évoluées du capitalisme l'*apport* des masses populaires des colonies et des pays assujettis ; d'autre part, elle lui confiait la tâche *lourde mais glorieuse* de les diriger politiquement et, après la victoire, de soutenir aussi économiquement leurs luttes héroïques, mais

désespérées. Pour un tel soutien, les plus grands sacrifices étaient nécessaires, afin de prouver que les communistes sont internationalistes en fait et pas seulement en paroles. Cette vision conférerait à ces luttes une dimension *mondiale* et non plus étroitement nationale et un contenu certes démocratique, mais beaucoup plus subversif que les jeunes bourgeoisies des pays "arriérés" ne le prévoyaient et surtout ne le souhaitaient, spécialement en ce qui concerne les rapports de propriété. En effet au sens réel et non aridement juridique, l'abolition de l'oppression nationale n'est possible que par la victoire sur le capitalisme (Thèse 1/4). En outre, dans le cadre d'une perspective comme celle que Lénine traça dans son très solide discours pour illustrer les principes qui devaient guider les communistes dans la question, la forme "nationale" des luttes d'émancipation des peuples opprimés passe au second plan par rapport à leur *contenu* de grandioses *jacqueries* poussées à se dépasser elles-mêmes grâce à l'*intervention active* du prolétariat non tant local qu'international puisque dans ces aires, il était et reste presque inexistant et de toute façon très faible.

L'idéologie vide de "l'égalité en général et de l'égalité des nations en particulier" ; l'illusion petite bourgeoise d'une coexistence pacifique des nations sous le capitalisme ; la reconnaissance formelle de l'égalité des droits, de l'indépendance et de l'autodétermination des peuples en régime bourgeois "à laquelle se limitent les démocrates bourgeois, même quand ils s'intitulent socialistes" devaient dans cette vision être définitivement extirpées *en premier lieu* du mouvement prolétarien des pays impérialistes ; celui-ci en effet se complait trop souvent dans une "indifférence" stupide, voire dans une hostilité à l'égard des tentatives de rébellion des peuples colonisés et en général dépendant de la bourgeoisie de son pays, prétextant parfois que ces tentatives sont de nature bourgeoise, mais visant en réalité à sauvegarder ses privilèges d'aristocratie ouvrière (13). *En second lieu*, cette idéologie doit être extirpée des mouvements de libération nationale des peuples assujettis eux-mêmes. Ils sont en effet trop souvent enfermés dans "des préjugés et défiances nationales" historiquement compréhensibles, mais que, comme le mouvement communiste ne doit cesser de le souligner et de le dénoncer, la bourgeoisie indigène naissante et les forces réactionnaires qui lui sont alliées alimentent dans les grandes masses en révolte afin d'enfermer leurs aspirations et leurs élans de révolte dans les étroites limites de la nation, du peuple, de la race ou pire de la foi religieuse (Thèse 1/11). L'Internationale Communiste s'appuyait non

(13) Evoquant dans son discours l'esprit « jingoïste » dominant dans l'aristocratie ouvrière anglaise et qui poussait le travailleur commun à « voir dans l'aide aux insurrections des peuples asservis contre l'impérialisme britannique une trahison », Lénine ajouta que la tradition d'*indifférence* de la II^e Internationale à l'égard des mouvements coloniaux qui masquait une *hostilité de fait*, survivait (« et nous devons le proclamer à haute voix ») jusque dans la « majorité des partis qui veulent adhérer à la troisième Internationale » !

pas sur de vagues blocs populaires et nationaux mais sur les masses paysannes pauvres et semi-prolétariennes des colonies et des pays dépendants. Elle en prenait la tête pour diriger les révoltes armées non seulement contre l'impérialisme, mais contre la bourgeoisie locale elle-même, les grands propriétaires terriens, l'aristocratie traditionnelle, tout prêts à exploiter cette révolte pour arracher à l'impérialisme dominant une liberté même limitée, mais aussi à se retourner immédiatement contre les "alliés d'hier" pour sauvegarder sa domination de classe, quitte à pactiser avec l'impérialisme colonialiste dans une défense désespérée de leurs privilèges économiques et sociaux communs. Donc, l'Internationale devait donner aux prolétaires et aux communistes des métropoles d'abord, et ensuite des pays coloniaux et semi-coloniaux, la directive d'appuyer les mouvements populaires de libération. Cette tâche devait être réalisée par le parti dans la plus rigoureuse autonomie politique et organisative, et donc aussi dans les cadres d'une délimitation stricte à l'égard des partis nationaux-bourgeois sur le plan du programme (faute de quoi cette autonomie aurait perdu tout sens) et surtout à l'égard de ceux d'entre ceux qui se paraient démagogiquement du titre de "socialistes". Pour cela, dans certains cas, les communistes ne devaient pas refuser de s'allier avec ces mouvements pour les orienter vers des solutions analogues à celle de la "dictature démocratique du prolétariat et des paysans" pour laquelle les bolcheviks avaient combattu sous le tsarisme et qui s'était ultérieurement réalisée grâce à la naissance de l'instrument révolutionnaire typique des soviets. Cela devait leur permettre de briser des "fronts populaires et nationaux" fictifs et contre-révolutionnaires et d'atteindre leur véritable objectif, qui était de frayer la voie dans les conditions les plus favorables possible à la lutte des classes et donc au développement du mouvement prolétarien.

Dans cette perspective grandiose, la Russie des Soviets aurait pu devenir un pôle d'attraction pour d'éventuelles nouvelles républiques soviétiques. Elle aurait établi avec celles-ci un lien fédératif destiné à se transformer en union étroite. Elle serait devenue ainsi la sauvegarde d'un front mondial anti-capitaliste dans lequel la dictature rouge victorieuse à Moscou et à Pétrograd aurait une fois de plus assumé le rôle principal au nom du véritable internationalisme qui exige :

"premièrement la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ; deuxièmement, de la part de la nation qui a vaincu sa propre bourgeoisie, la capacité et la volonté d'accomplir les plus grands sacrifices nationaux pour abattre le capitalisme international" (Thèse 1/10).

Dans cette large vision, la lutte pour l'indépendance nationale n'était pas élevée à la hauteur d'un principe en soi et pour soi, mais insérée dans la lutte prolétarienne mondiale pour l'insurrection dont la victoire conditionne la solution complète des problèmes de nationalité et de race. Ce qui en constituait donc le centre, c'était "la direc-

tion de la lutte mondiale par les organes du prolétariat révolutionnaire et dans les milieux indigènes, l'incitation à la lutte des classes qui ne doit jamais être retardée ou oblitérée, la constitution et le développement du parti communiste local" (14). Cette vision, qu'a-t-elle de commun avec la misérable perspective offerte par le soi-disant communisme aussi bien pékinois que moscovite d'aujourd'hui, plongé jusqu'au cou dans des préjugés que la III^e Internationale condamnait irrévocablement (indépendance et souveraineté nationales ; fronts nationaux inter-classistes ; non-ingérence dans les affaires d'autrui ; "commerce à avantages réciproques") et prêt à distribuer des brevets de... socialisme non seulement aux représentants de bourgeoisies nationales avides et usuraires, mais à des féodaux, des semi-féodaux et même des chefs tribaux (cheks, émirs, etc.) jugés "anti-impérialistes" parce qu'ils sont anti-américains, d'ailleurs à éclipses (tout change en effet si à la tête des Etats-Unis il y a un Roosevelt à la place d'un Hoover, ou un Kennedy à la place d'un Nixon), quand ils ne se contentent pas d'être "neutralistes". La "guerre sainte" prêchée par Zinoviev un mois après le premier congrès des peuples d'Orient, à Bakou, était une *guerre de classe* née sur le terrain national-révolutionnaire et bourgeois radical et débordant ses limites étroites et misérables pour se placer sur le terrain révolutionnaire, prolétarien et communiste, par définition international. La seule nouveauté résidait dans les dimensions plus vastes assignées ainsi à la "révolution en permanence" de Marx, mais c'est d'elle qu'il s'agissait, et en aucun cas de la lutte pour défendre l'éternité du commerce, du marché, de la nation ou de la "souveraineté des individus et des Etats en compétition réciproque et nullement... pacifique". Cette vision grandiose arrachait le prolétariat des métropoles impérialistes à la solidarité avec sa propre bourgeoisie exploitant des colonies et semi-colonies. Elle l'appelait à remplir sa mission de classe qui est de libérer toute l'humanité. Elle lui imposait du même coup une complète rupture avec l'opportunisme, idéologie d'une aristocratie ouvrière vivant des miettes tombées du banquet colonialiste. Il est clair que cela n'a rien de commun avec l'identification abjecte que Pékin et Moscou font entre internationalisme prolétarien et défense des intérêts nationaux. Quant à la non moins grandiose perspective du "plan mondial unique" de l'I.C., elle est manifestement inconciliable avec la position de tous ces pays qui se prétendent aujourd'hui socialistes, mais qui n'ont d'yeux que pour eux-mêmes et qui défendent leur souveraineté du bec et des ongles, chacun d'eux ayant son "plan" particulier à exécuter et se parant pour cette raison du titre de "constructeur du socialisme".

Dans leur rédaction définitive, les thèses sont encore plus nettes que dans la rédaction de Lénine, au moins en ce qui concerne la posi-

(14) Cf nos thèses de Lyon, 1926, citées dans la brochure *Défense de la continuité du programme communiste* (Éditions Programme communiste).

tion des partis communistes face aux mouvements d'émancipation dans les colonies et à leurs organisations politiques. Les amendements et les variantes furent le résultat de vifs débats de commission avec les délégués des jeunes partis d'Orient, et en particulier de l'Inde. Ils sont une preuve supplémentaire du fait que quand ils se trouvaient face à des interlocuteurs décidés à aller dans *la même direction* révolutionnaire qu'eux, les bolcheviks étaient tout prêts à durcir les positions relativement modérées qu'ils avaient d'abord prises parce qu'ils doutaient encore à juste raison que le mouvement communiste international puisse accepter et donner davantage. Comme Lénine le nota dans son rapport, c'est en commission qu'on décida de parler non plus de mouvements *démocrates-bourgeois* en général, mais de mouvements "*national-révolutionnaires*", afin de bien signifier (autre gifle aux "communistes" d'aujourd'hui !) que :

« *En tant que communistes nous devons soutenir et nous soutiendrons les mouvements bourgeois de libération dans les pays coloniaux seulement quand ces mouvements seront effectivement révolutionnaires et quand leurs représentants ne nous empêcheront pas d'éduquer et d'organiser révolutionnairement les paysans et la grande masse des exploités (15) ; en l'absence de telles conditions, même dans les pays arriérés, les communistes doivent lutter contre la bourgeoisie réformiste à laquelle appartiennent les héritiers de la II^e Internationale* » (N.d.r. : *Nous ajouterons aujourd'hui ceux des fossoyeurs de la III^e en Chine, aux Indes, en Indochine, en Egypte, au Chili, etc...*).

Il n'empêche que les mouvements national-révolutionnaires sont démocratiques bourgeois dans leurs *perspectives* et dans leur *contenu* "parce que l'essentiel de la population des pays arriérés est constitué par des paysans, *c'est-à-dire par des représentants des rapports bourgeois capitalistes*" ; pourtant ces paysans sont des forces révolutionnaires *conséquentes* exactement au même titre que dans la Russie pré-révolutionnaire et "il serait utopique de penser que les partis prolétariens (...) puissent appuyer une tactique et une ligne communistes dans ces pays sans établir des rapports déterminés avec le mouvement paysan et sans lui fournir un appui effectif". Non seulement leur entrée dans l'arène des luttes insurrectionnelles crée les conditions les plus favorables au développement de la guerre de classes prolétarienne, mais elle provoque une dislocation profonde des bases sur lesquelles repose la domination incontestée de l'impérialisme.

De la même façon, les amendements apportés aux thèses visaient à souligner la nécessité de faire une propagande active en faveur de la création de soviets ruraux, expression d'un mouvement décidé à s'attaquer au pouvoir de la grosse propriété foncière et des multiples formes pré-capitalistes coexistant avec les rapports bourgeois de production naissants ou déjà nés et les formes correspondantes de propriété. Comme le répéta Lénine, il s'agissait d'"établir et motiver la

(15) En d'autres termes, comme l'expliquent les thèses elles-mêmes, quand existe un parti communiste *indépendant* en mesure d'agir comme tel.

thèse suivante : *avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent passer au système soviétique, et, en passant par des phases déterminées de développement, arriver au communisme, en sautant par-dessus la phase du capitalisme*".

Les "Thèses supplémentaires" rédigées par le délégué indien Roy furent approuvées à l'unanimité en commission après avoir été, elles aussi, revues à fond. Elles furent ajoutées à celles de Lénine, surtout afin d'élucider les problèmes posés par la délimitation à l'égard des formations politiques participant au mouvement de libération nationale des colonies, par l'appui à leurs ailes révolutionnaires populaires et surtout paysannes et par la nécessité de sauvegarder jalousement l'autonomie politique, programmatique et organisationnelle des partis communistes "même embryonnaires" dans leurs aires respectives : en effet, le texte excluait avec la même rigueur marxiste toute chute dans le "frontisme" au même titre que tout "indifférentisme", ce que Lénine résumait dans la formule : appuyer "le mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois *sans jamais se confondre avec lui*".

Emportés par leur enthousiasme pour les jeunes partis qu'ils représentaient et qui comptaient parmi les plus combatifs d'Asie, Roy et les délégués du Turkestan prétendirent que l'épicentre de la *lutte pour le communisme* se déplaçait des métropoles impérialistes aux aires arriérées de la planète. Ils allèrent jusqu'à faire "dépendre le sort du communisme dans le monde de la victoire de la révolution sociale en Orient", ce qui souleva une très vive discussion. Il ressort d'une brève allusion du quotidien publié pendant le Congrès (1), le *Vestnik vtorogo Kongressa K.I.*, N° 1, 27/7/1920, que le délégué indien, immédiatement tancé par Lénine, était parti d'une double affirmation : "le sort du mouvement ouvrier en Europe dépend *entièrement* du cours de la révolution en Orient : sans le triomphe de la révolution dans les pays orientaux on peut admettre que le mouvement communiste en Occident compte pour zéro", parce que "c'est des colonies, surtout asiatiques, que le capitalisme mondial tire ses principales ressources et, à la limite, les capitalistes européens peuvent donner aux ouvriers la totalité de la plus-value et donc les attirer à leurs côtés, ayant tué en eux toute aspiration révolutionnaire" ; "la classe ouvrière européenne ne réussira pas à abattre l'ordre capitaliste *tant que* la source de surprofits représentée par les colonies ne sera pas *définitivement* tarie" ; le prolétariat des colonies a dès aujourd'hui le pouvoir d'entraîner derrière lui les grandes masses populaires en s'appuyant sur leurs intérêts de classe. Il tombait ainsi dans des excès

(16) On en trouve des extraits dans *Le Marxisme et l'Asie, 1853-1964*, de H. Carrère, Paris, 1965. La position originelle de Roy sera poussée à l'absurde par Sultan Galiev avec sa théorie selon laquelle le seul véritable prolétariat se trouvait dans les pays sous-développés si bien qu'une « dictature des colonies et semi-colonies » sur les métropoles industrielles était nécessaire...

" économistes " et renvoyait involontairement la révolution aux calendes grecques ; en outre, il exagérait le poids de la classe ouvrière dans des pays qui économiquement ne sont même pas encore arrivés au seuil de mode de production capitaliste et niait de façon implicite toute valeur aux mouvements démocratiques bourgeois (la... déception conduira Roy à adhérer par la suite au parti de Gandhi et de Nehru !). Une pareille conception anticipait sur de multiples déviations aujourd'hui en vogue dans les groupuscules "gauchistes". On la désigna justement du terme de "messianisme asiatique", mais elle était en contradiction avec les bases mêmes de toute la vision marxiste, car s'il est vrai que la lutte pour le communisme tire impulsion et vigueur des mouvements sociaux de la plèbe opprimée des colonies, ex-colonies et semi-colonies, il manque dans ces aires des prémisses *matérielles* indispensables ; or celles-ci ne peuvent être créées en l'absence d'une victoire prolétarienne dans les pays capitalistes avancés qui restent donc la *clef de voûte*, le *facteur décisif* de la stratégie communiste mondiale. C'est d'ailleurs un délégué de l'Orient en ébullition, le persan Sultan Sade, qui réfuta en partie (17) à la tribune du Congrès cette déviation :

« Supposons que la révolution communiste ait commencé en Inde. Les travailleurs de ce pays pourront-ils résister à l'assaut de la bourgeoisie du monde entier, sans l'aide d'un grand mouvement révolutionnaire en Angleterre et en Europe ? Naturellement non. La répression de la révolution en Perse et en Inde en est une preuve évidente. Si aujourd'hui les révolutionnaires persans et turcs peuvent lancer le gant du défi à l'omnipotente Angleterre, ce n'est pas parce qu'ils sont plus forts, mais parce que les bandits impérialistes sont devenus impuissants. La révolution commencée en Occident a rendu le terrain brûlant jusqu'en Turquie et en Perse et elle a infusé une nouvelle énergie aux révolutionnaires. L'époque de la révolution mondiale est commencée. »

Des théoriciens et historiens bourgeois aussi présomptueux qu'ignorants parlent volontiers de « l'eurocentrisme marxiste ». Ce qu'ils appellent ainsi est en réalité la définition des points *nodaux* de l'évolution mondiale, des rapports entre les classes, comme reflets du degré de développement atteint par les forces productives matérielles : la révolution communiste peut certes éclater *partout*, et il est bien possible et même probable qu'elle éclate *d'abord* dans les aires arriérées du globe, « anneau le plus faible de la domination capitaliste », mais elle ne peut *vaincre internationalement* qu'à la seule condition que le prolétariat abatte l'Etat bourgeois là où existent des conditions matérielles suffisantes (et aujourd'hui plus que suffisantes) du passage direct au communisme inférieur sur le terrain économique et de là au communisme supérieur. Telles sont les prémisses de la réalisation

(17) Nous disons « en partie » parce que le problème n'est pas seulement celui de la *survivance* de révolutions victorieuses dans les aires arriérées, mais surtout celui des conditions de leur passage au communisme.

du « plan mondial » qui pour Lénine devait permettre de dépasser le stade économique et social du capitalisme dans ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers-monde. Ce dernier est une force active du communisme mais des déterminations objectives qui n'ont rien à voir avec un destin... racial font qu'il ne peut pas être l'avant-garde du communisme, en dépit de tous les Marcuse d'aujourd'hui et d'hier.

Pendant le débat ouvert par le discours introductif de Lénine et l'illustration des thèses supplémentaires par Roy, on vit se succéder à la tribune des délégués de l'Inde, de la Perse, de la Corée, de la Chine, de la Turquie et des Indes hollandaises. On vit aussi des délégués de l'Irlande alors en pleine lutte armée contre l'Angleterre colonisatrice et exploitrice, et des interprètes « blancs » du mouvement des populations de couleur des Etats-Unis. Ils furent tous unanimes non seulement à souligner les progrès du mouvement communiste dans les « zones arriérées » du globe, mais à souligner l'immense contribution des mouvements insurrectionnels des nationalités opprimées au processus de corrosion des bases *mondiales* de l'impérialisme (tout comme Radek dans sa brève intervention), et donc aussi au succès de la révolution mondiale dans les zones clef de sa domination. Ils proclamèrent donc aussi la nécessité de rompre irrévocablement avec les traditions de pédante « indifférence » ou même d'aversion du mouvement ouvrier à l'égard de ce « nouvel horizon » héritées de la II^e Internationale.

Ce sont précisément ces dernières qui se firent jour dans les discours prononcés par les maximalistes italiens au milieu des clameurs vibrantes du Congrès. Maître dans l'art de dire et de ne pas dire, Graziadei fut certainement le plus subtil : il ne repoussa pas l'imposition générale donnée au problème ; il déclara même la partager, non sans ajouter, « constatation » désopilante, bien digne de son révisionnisme théorique, qu'elle prouvait la capacité de Lénine à se servir avec maestria « de la *seule partie* (!!!) du marxisme à laquelle il ne soit pas permis de toucher : la méthode » et précisément pour cette raison de saisir avec une extrême lucidité les aspects « concrets » de la situation mondiale d'après-guerre. Mais il mit en garde (et jusqu'ici non sans raison) contre l'application mécanique et uniforme du *même* critère au problème des nationalités des pays avancés et des pays arriérés. Chose plus grave, sous prétexte de garder la mesure dans les directives imparties aux communistes des colonies et des semi-colonies, il les invita à accorder aux mouvements révolutionnaires de libération non un appui mais un intérêt « *actif* » et à nouer avec eux non pas des « *liens* temporaires », dans le sens d'une « *marche commune* », mais seulement (comprenez qui peut !) des « rapports temporaires » ; cela provoqua une tempête de protestations : « C'est une phrase à la Wilson » cria en réponse l'Irlandais Mac Alpine « qui ne signifie rien comme toutes les phrases de ce monsieur ; c'est une méthode dissimulée pour se débarrasser complètement de

cette idée, qui rappelle celles qui étaient en usage dans la II^e Internationale ! »

Dans son discours, Serrati traite en particulier de la surdité de la seconde Internationale à l'égard d'un problème que l'histoire elle-même pose de façon et avec des accents tellement dramatiques (il arrive même aux opportunistes de dire des choses justes) et il demande que certaines formulations soient mieux précisées, pour écarter le danger d'interprétations trop larges qui auraient pu prêter le flanc à des déviations chauvinistes et nationalistes jusqu'en Europe, la proposition d'alliances avec des forces et des partis non prolétariens, risquant « d'affaiblir la conscience de classe du prolétariat ». Par contre il prit une position nettement anti-dialectique et anti-marxiste en proclamant que « l'action de libération nationale entreprise par des groupements bourgeois démocratiques n'est jamais une action révolutionnaire, même quand elle recourt aux moyens de l'action armée ; elle est entreprise en faveur d'un impérialisme national en formation (...) ou dans le contexte de la lutte de l'impérialisme capitaliste d'un autre Etat contre l'impérialisme antérieurement dominant ». Il niait donc à cette action toute fonction révolutionnaire *même dans le sens bourgeois*, fût-il « inconséquent », si le prolétariat n'y intervenait pas ; Serrati tombait ensuite dans l'arrogance et le « chauvinisme de grande puissance » typique du socialisme traditionnel (18) quand il ajoutait que le danger de dévier de la juste orientation de classe en suivant une politique mal définie d'alliances et d'accords est beaucoup plus grand « dans les pays arriérés que dans les pays avancés parce que dans les premiers le prolétariat ne possède pas encore une claire conscience de classe et suit souvent ses chefs de façon aveugle ». Comme si ce n'était pas *justement* ces partis occidentaux dont l'opportunisme et le chauvinisme reflétaient l'extrême vulnérabilité de larges couches de la classe ouvrière des pays capitalistes les plus évolués aux influences d'idéologies non-prolétariennes ou anti-prolétariennes qui se trouvaient au banc d'accusation du Congrès ! Comme s'il ne s'agissait pas précisément d'éveiller la conscience de classe assoupie ou altérée en les poussant à se solidariser avec les plèbes coloniales opprimées par *leur* Etat ! Comme le nota Zinoviev, le directeur de l'*Avanti !* s'était refusé à participer aux travaux de la commission bien qu'il ait manifesté plusieurs fois son désaccord ; bien plus, exaspéré par l'intransigeance de l'Exécutif qui exigeait l'élimination radicale de la droite du parti socialiste italien, il n'avait participé à *aucune* commission. Il proposa qu'on se limite à exprimer aux « peuples gémissant sous le joug de l'impérialisme notre sympathie pleine et active dans leur lutte contre les exploités ». Il déclara ensuite que « le prolétariat dans sa lutte

(18) Cela ressort également du ton ennuyé avec lequel Serrati qui présidait la séance invita un délégué à abrégé alors qu'il parlait des prolétaires de couleur en Amérique.

contre l'oppression capitaliste, a le droit (!) de s'appuyer sur des insurrections nationales pour les transformer en révolution sociale ». Cela souleva une nouvelle tempête d'indignation, et Roy lui cria « celui qui croit qu'il est réactionnaire d'aider les peuples arriérés dans leur lutte nationale et qui oublie que ces populations « doivent parcourir des phases révolutionnaires historiquement différentes de celles des peuples européens parce que leur développement économique-politique n'est pas très avancé » « est lui-même réactionnaire et parle un langage impérialiste » ; quant aux représentants d'un pays colonialiste par excellence comme la Hollande, il n'hésita pas à flétrir le discours de Serrati en le qualifiant d' « inouï ». Soit dit à l'honneur de la cohérence de Serrati, il s'abstint de voter les thèses. Il est par contre difficile de dire combien de délégués les approuvèrent pour les fouler ensuite aux pieds ou pour leur faire subir des déformations démocratiques et pacifistes vulgaires.

Le raisonnement de Serrati n'était bien entendu pas un cas d'espèce. En Italie comme en Allemagne, le centrisme, rompu à tous les compromis dans son pays d'origine, prenait des poses « orthodoxes » et extrémistes aux dépens des lointains mouvements d'indépendance dans les colonies et les pays plongés dans les ténèbres de la barbarie. Tolérant à cent pour cent à l'égard de sa propre droite parlementaire et syndicale, il affichait l'intransigeance à l'égard de forces sans doute non prolétariennes, mais révolutionnaires à l'égard de la féodalité, comme l'était la petite bourgeoisie *radicale* des villes et des campagnes européennes en 1848-50. Serrati se référait aux vigoureuses campagnes anti-irrédentistes du socialisme italien dans les *quinze premières années du XX^e siècle* ; mais il oubliait qu'en 1848 Marx et Engels avaient considéré comme une revendication *spécifique* du mouvement radical et donc aussi du mouvement ouvrier, la séparation de Trieste de l'empire des Habsbourg, et condamné les faux démocrates révolutionnaires qui s'en étaient lavé les mains ; il oubliait qu'ils s'étaient également battus contre ceux qui restaient indifférents aux mouvements de libération de Pologne et d'Irlande qui recouraient pourtant à la violence et même à la terreur, sous le prétexte qu'ils étaient ouvertement bourgeois et démocratiques. Dans la vision maximaliste-indépendante, toute la construction marxiste se trouvait renversée : *aucun* « compromis » *là où* le prolétariat se heurte à des *données objectives* (absence des « bases matérielles » du socialisme, faiblesse du prolétariat, suprématie numérique écrasante de la paysannerie) par-dessus lesquelles il était impossible de passer au moyen d'une révolution pure ; mille « compromis » *là où* toute phase révolutionnaire bourgeoise est historiquement close ! Bref, aucune révolution d'aucun genre ! Le délégué de la Gauche italienne n'intervint pas dans le débat, et les illustres historiens opportunistes soulignent complaisamment le fait que dans une déclaration ultérieure du *Soviet*, il reconnut partager *certaines* des réserves de Serrati. Dans cet article, il précisait pourtant que l'attitude assignée par le Congrès « au mouvement communiste révo-

lutionnaire, expression des masses prolétariennes salariées, face aux intérêts des peuples des colonies et des pays arriérés (et à ceux des diverses couches de la population rurale) représente sans aucun doute un retour à la méthode de l'intransigeance classiste jusqu'alors préconisée par la gauche marxiste ». De même les contributions ultérieures de la Gauche abstentionniste sur le même sujet (19) suffisent pour se convaincre que les doctes personnages qui prétendent découvrir une divergence de principe entre les bolcheviks et nous sur la question nationale (et agraire) trichent une fois de plus sans la moindre pudeur. Nos réserves portaient sur la tactique qui, dans ce domaine plus qu'en aucun autre, posait des problèmes difficiles, puisqu'elle passait entre les deux prémisses de l'indifférence et du « frontisme » et risquait donc à chaque pas de dévier du marxisme. Comme nous l'avons toujours dit, le manque de clarté dans les formules tactiques est source de déviations graves non seulement dans l'action, mais jusque dans les principes. Nous partageons et partageons *sans réserve* la façon dont l'I.C. avait posé le problème, sachant bien que le marxisme fait une claire distinction entre les différentes phases successives de l'ère capitaliste, et donc aussi de son dépassement et qu'il reconnaît que dans certaines phases (les révolutions doubles, précisément) le prolétariat doit *assumer internationalement* des tâches *qui ne sont pas les siennes*, mais qui sont néanmoins révolutionnaires à l'égard du mode de production des « ennemis de ses ennemis » et que même dans l'hypothèse la moins optimiste, il doit *aider* à leur réalisation. Non seulement il n'est pas marxiste, mais il est contraire à notre doctrine de réduire en tous temps et en tous lieux toutes les contradictions internes du régime capitaliste au *seul* antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie ; ces principes ayant toujours été bien clairs pour nous, la seule difficulté résidait à nos yeux dans leur correcte application tactique. Une lecture attentive des thèses de 1920 oblige à reconnaître qu'elles n'ont pas traité le problème de façon complète ni indiqué de ligne tactique *tant soit peu sûre*.

Dans la question nationale, les difficultés qu'il ne faut ni oublier ni éluder sont en effet les suivantes : quelle est la limite qui sépare la « lutte commune » et « l'alliance » même « temporaire » ? Quelle est également la limite entre ces deux tactiques politiques et la défense jalouse de l'autonomie du parti communiste, implication essentielle de la tactique d'appui aux mouvements national-révolutionnaires ? Jusqu'à quel point un mouvement d'indépendance nationale conserve-t-il son caractère « national-révolutionnaire » et quand le perd-il au profit d'un vulgaire « démocratisme bourgeois » ? Quels liens doit-il y avoir entre mouvement national-révolutionnaire dans les colonies et mouvement prolétarien communiste dans les métropoles ? Et est-il possible d'atté-

(19) Par exemple et surtout *Le Communisme et la Question nationale* (Prometeo, année I, N° 4, du 15-4-1924) et le par. 10 de la partie II des *Thèses de Lyon*.

nuer le rôle prééminent de ce dernier sans que le rôle révolutionnaire du premier en souffre ? Ces questions ne sont pas un luxe théorique. Cinq ans après le II^e Congrès, le stalinisme montrera en Chine combien il est facile de franchir la limite qui sépare les alliances conclues dans la plus rigoureuse autonomie et la capitulation face à des partis ouvertement bourgeois comme le Kuomintang de Sun-Yat-Sen et, pire, de Tchang Kaï-Chek, en subordonnant les buts *révolutionnaires* du puissant mouvement paysan et ouvrier chinois à des intérêts *nationaux et démocratiques vulgaires*, ce qui aboutit à un des plus atroces bains de sang prolétarien et paysan auxquels la conservation capitaliste et l'impérialisme se soient jamais livrés.

De même, les thèses n'ont pas clarifié les problèmes très ardu de tactique communiste que posent les différences des conditions matérielles et des rapports de forces entre les classes dans les différentes aires selon qu'elles sont pleinement bourgeoises, déjà pénétrées par le capitalisme ou pré-capitalistes. Dans l'Europe pleinement capitaliste elle-même, pour donner un seul exemple typique, il restait et reste encore en partie des problèmes d'oppression nationale dont le plus classique, celui de l'Irlande, constitue depuis plus d'un siècle aux yeux du marxisme une entrave au mouvement ouvrier anglais. Le danger était et demeure, comme nous l'avons indiqué dans l'article ci-dessus cité, d'extrapoler ces cas-limites pour les appliquer, comme en 1923, à l'Allemagne ultra-capitaliste où l'on en tira prétexte pour « appuyer » comme *potentiellement* révolutionnaire l'agitation nationaliste et même nazie contre l'occupation française de la Ruhr et contre les clauses oppressives du traité de Versailles.

Les opportunistes ne voient pas ces pièges : ils y tombent et s'y engluent. Il en va autrement pour les marxistes : pleinement d'accord pour reconnaître que les révolutions bourgeoises conséquentes, c'est-à-dire « bourgeoises à fond », étaient révolutionnaires, nous avions le droit et surtout le devoir de mettre l'Internationale en garde contre les déviations prévisibles qui guettaient des partis aux bases théoriques incertaines et de composition douteuse quand ils tentaient d'appliquer « à la lettre » (et donc mal) des thèses pourtant impeccables (20). En

(20) « La thèse de l'Internationale communiste en faveur de la direction des mouvements de rébellion *des colonies et des petits peuples* contre les métropoles capitalistes par le parti communiste mondial et par son premier Etat apparaît (...) comme le résultat d'un vaste examen de la situation et d'une appréciation du processus révolutionnaire *parfaitement conforme à notre programme marxiste* (...). La méthode communiste ne dit pas banalement : les communistes doivent agir toujours et en tout lieu dans un sens opposé à la tendance nationale ; cela ne signifierait rien et ne serait qu'une négation « métaphysique » du critère bourgeois. La méthode marxiste s'oppose à ce dernier de façon dialectique, c'est-à-dire qu'elle *part des facteurs de classe pour juger et résoudre le problème national*. L'appui aux

1924-26, notre courant sera le premier à exiger que la solution stratégique et tactique que Lénine avait donnée au problème dans ses thèses soit intégralement respectée contre toute tendance (voir la Chine !) à en altérer les termes, c'est-à-dire à mettre en cause le rôle prééminent du parti communiste mondial dans la direction des mouvements nationaux et coloniaux et la nécessité de son autonomie autant sur le plan local qu'international. Notre courant fut aussi le premier à mettre en garde contre la transposition erronée de la grande perspective de 1920 à des pays ultra-capitalistes où « la question nationale et l'idéologie patriotique ne sont que des expédients directement contre-révolutionnaires tendant au désarmement de classe du prolétariat » (Allemagne 1923). Les savants historiens l'auraient-ils oublié ?

g) LA QUESTION AGRAIRE

Des considérations analogues valent aussi pour les thèses que Lénine rédigea sur la question agraire et auxquelles la Commission Marchlevsky apporta divers amendements.

Dans son bref discours, Graziadei déclara que le problème se réduisait à appliquer la méthode marxiste du « moindre effort » : bien repérer ses adversaires et leur faire les concessions susceptibles de faciliter la prise du pouvoir et sa conservation. En fait, le problème déborde cette impostation un peu mesquine. Il faut tenir compte des conditions *objectives* de la production agricole en régime capitaliste qui déterminent la structure complexe de la classe paysanne et qui fourniront précisément à la dictature prolétarienne le cadre matériel dans lequel elle s'attellera à l'implantation d'une gestion collective des campagnes, ce qui ne concerne pas tellement la « propriété du sol » (problème mineur) que *la façon de l'exploiter*.

Il est antimarxiste d'ignorer que, sous le capitalisme, le passage à la grande entreprise à travail associé est beaucoup plus lent, beaucoup moins large et radical dans l'agriculture que dans l'industrie. Aussi la petite et la moyenne gestion familiale et artisanale subsiste-t-elle sous ses multiples formes et est-elle destinée à survivre long-

mouvements coloniaux par exemple n'a, contrairement à ce que prétendait Serrati, rien de commun avec une collaboration des classes : en effet, c'est surtout aux *partis communistes des métropoles* qu'on a demandé d'appuyer les mouvements de rébellion coloniale, alors qu'on recommandait le développement autonome et indépendant du parti communiste (dans les colonies) afin qu'il soit prêt à dépasser ses alliés momentanés, grâce à une œuvre indépendante de formation idéologique et organisationnelle (*Communisme et question nationale*). On égarera trop vite cette boussole sûre.

temps malgré son caractère anti-économique. Il est donc absurde de penser que la révolution prolétarienne ne peut se produire avant qu'elle ait disparu. Pour la même raison, bien que d'un point de vue dialectiquement inverse, il est tout aussi anti-marxiste de supposer qu'il soit possible de passer immédiatement à la gestion sociale collective de la petite et de la moyenne entreprise paysanne et même du latifundium. Ce passage ne sera *immédiat* que dans le cas de la grande entreprise agricole capitaliste. Mais le marxisme admet que même après l'expropriation des grandes exploitations capitalistes, la gestion de la terre soit confiée à ceux qui la travaillent dans le vaste secteur qui, fût-ce pour des raisons purement techniques, ne se prête pas à une gestion sociale. De même il n'est pas marxiste de considérer comme un seul bloc contre-révolutionnaire tout cet éventail de couches sociales aux intérêts opposés mais toutes attachées à la gestion pré-capitaliste de l'agriculture et à la façon correspondante de raisonner... ou de déraisonner, que l'on désigne par le terme général de classe paysanne.

Le pivot du communisme révolutionnaire dans les campagnes est et reste la vaste couche des salariés agricoles et des journaliers à l'histoire souvent glorieuse, pour deux raisons : premièrement parce que leurs intérêts et leurs luttes les placent exactement sur le même plan que les salariés de l'industrie ; deuxièmement, parce que, de ce fait, la gestion collective de l'agriculture instaurée par la dictature du prolétariat s'appuiera sur eux, du moins dans les aires où le capitalisme lui-même nous fait involontairement cadeau des conditions *matérielles* de cette gestion, et dont l'extension, proportionnelle au développement économique, est très grande en Occident. Cela ne signifie pas que les marxistes n'aient rien à proposer aux cultivateurs parceliaires, aux petits et très petits fermiers, et même aux petits paysans propriétaires. En dehors de toute considération... électorale, ces propositions doivent répondre aux faits matériels : tout d'abord la révolution prolétarienne ne peut balayer d'un seul coup ces couches sociales ni le lopin minuscule sur lequel elles s'échinent pour faire face à leurs charges, mais qui reste pour elles une réalité vitale ; ensuite le prolétariat urbain et rural peut recevoir leur appui dans sa lutte contre un ennemi que leurs préjugés ancestraux les empêchent d'identifier, mais dont la domination impitoyable se manifeste par la rente foncière, l'usure, les impôts, etc. En outre le prolétariat ne peut pas fermer les yeux sur l'importance de ces couches ni sur la possibilité, sinon de les gagner toutes et durablement à sa cause, du moins de neutraliser leurs résistances, leurs préventions, leurs idées fausses, particulièrement tenaces dans ce que les Thèses de 1920 appellent la paysannerie moyenne. Enfin, à l'inverse, il ne peut pas ignorer que les paysans *aisés* même s'ils sont en partie exploitants directs constituent un terrible danger de contre-révolution et qu'il faudra tôt ou tard les combattre par les armes.

Dans la brochure que le P.C. d'Italie alors dirigé par la Gauche a

publiée en 1921 (21), on trouve une brillante réfutation des préjugés traditionnels du socialisme genre II^e Internationale qui avait été dénoncés à Moscou. Elle donne un exemple classique de la façon marxiste de poser le problème en mettant l'accent non pas sur la *propriété*, mais bien sur le mode d'*exploitation*, que les Thèses de l'I.C. n'avaient pas assez nettement distingués. Le résultat avait été qu'elles semblaient exclure cette nationalisation *immédiate* du sol qui, comme Lénine l'a rappelé mille fois après Marx lui-même, ne fait pas partie des revendications *socialistes*, mais des revendications radicales *bourgeoises* et que l'on peut appliquer même si la petite et très petite entreprise agricole à travail non associé persiste pendant quelque temps et dans certaines aires (bien entendu sous le contrôle central et la direction rationnelle de la dictature prolétarienne).

On voit que les « réserves » de la Gauche étaient tout autres que celles de Graziadei et de Serrati. Selon Graziadei, les Thèses de l'I.C. apportaient de l'eau au moulin du *révisionnisme théorique* qu'il affectait de combattre parce qu'elles lui semblaient en contradiction avec « la tendance à l'élimination *totale* de l'exploitation paysanne de type familial en régime capitaliste », que Marx aurait soi-disant présentée comme une loi *mécanique*. En outre, toujours selon lui, l'habile opportunisme tactique dont elles auraient fait preuve aurait dû conduire à de plus grandes concessions non seulement aux paysans moyens, mais aux grands propriétaires terriens, auxquels, selon lui, il aurait fallu promettre une... rente viagère en échange des experts et des capacités techniques supérieures (!!!) mis par eux à la disposition de la dictature prolétarienne. Quant à Serrati, il demandait de ne pas faire de concessions *excessives* aux petits paysans *pris en bloc* (22) ; il avait raison en ligne de principe, mais il oubliait ou sous-estimait l'influence qu'ont dans les campagnes les partis ou les associations d'inspiration cléricale qui recrutent justement parmi les petits paysans ; en

(21) A. Bordiga, *La question agraire*, Librairie editrice del P.C. d'I., Roma, 1921, reproduite dans Reprint/Feltrinelli.

(22) Dans sa fougue... d'orthodoxie, Serrati classa *toute* la couche des petits paysans dans la catégorie des profiteurs de guerre qui s'étaient enrichis grâce au sang versé par les prolétaires sur le front ; cela pouvait être vrai pour certains, mais faisait abstraction des innombrables sacrifices en vies humaines qui avaient été imposés à la population agricole par le massacre de 1914-18, ainsi que la large prolétarianisation qui avait suivi. Cela suscita les protestations du jeune et ardent Lefebvre. Il est pourtant étrange que ce dernier n'ait même pas fait allusion en passant au conservatisme tenace et mesquin des paysans petits-proprétaires, surtout en France, ce qui était néanmoins conforme à l'humeur du Congrès. Bien entendu, ce n'était pas un motif pour les exclure de la vision que les communistes avaient de la lutte, mais c'était une raison suffisante pour ne pas traiter par-dessus la jambe le travail révolutionnaire dans les campagnes, qui est nécessairement difficile et « ambivalent ». Sur ce point, Sokolnikov adressa à Graziadei, une juste remontrance, malheureusement à partir d'une perspective trop... idyllique concernant les rapports entre prolétariat victorieux et population agricole.

outre, il était trop optimiste quand il imaginait que la petite paysannerie se rangerait inmanquablement aux côtés des salariés agricoles en grève et raisonnait une fois de plus de façon anti-dialectique quand il excluait que les paysans pauvres ou très pauvres puissent aider en quoi que ce soit la révolution prolétarienne. Il avait donc tort en pratique en niant qu'avant la révolution ces couches puissent être accessibles à une propagande qui, sans rien changer ou dissimuler *dans ses buts*, mette en relief les énormes avantages que la suppression des charges liées au maintien de la propriété bourgeoise et de toutes les formes de parasitisme social ne pourra pas manquer d'apporter aux petits cultivateurs opprimés par le capital, et que seule la prise du *pouvoir* par le prolétariat rendra possibles.

Le problème n'était pas là et notre texte de 1921 *La question agraire* le montre bien. Les Thèses agraires de 1920 de l'Internationale donnaient de la situation agricole et des rapports de classes dans les campagnes une représentation que nous ne dirons pas statique, mais insuffisamment dynamique, parce qu'elles reflétaient essentiellement les conditions régnant en Russie, malgré les variantes introduites en commission, surtout sur l'insistance des délégués allemands (22 bis). En Russie, il existait une « communauté d'intérêts » et même une alliance provisoire entre prolétariat urbain et rural d'une part et cultivateurs « indépendants » (« l'hydre petite-bourgeoise » de la NEP !) de l'autre, dont Lénine avait lucidement prévu la *rupture* ; or les thèses considéraient que cette dernière ne se produirait qu'à une échéance *assez lointaine*, ce qui était naturel dans une aire de révolution double ; mais comme le moment et la profondeur d'une telle rupture dépendent de *rapports de forces* et donc du degré de développement économique général, et non pas de banals calculs d'opportunité, ils ne pouvaient être les mêmes dans toutes les aires du monde : dans l'Occident capitaliste, et surtout dans ses pays les plus développés, cette rupture devait *de toute façon* se produire *plus tôt* et sous une forme beaucoup plus violente qu'ailleurs.

Cette constatation n'enlève rien à la parfaite « orthodoxie » des principes qui ont inspirés les Thèses ; elle ne justifie en rien ni le pseudo-extrémisme que les opportunistes affichent, ni, inversement, leur battage pour s'assurer les faveurs de la petite et moyenne paysannerie, comme il est de coutume aujourd'hui. Par contre, elle exige du parti prolétarien qu'il ait conscience de travailler sur un terrain plein de contradictions dès qu'il aborde la question agraire. Certes, il ne doit pas perdre de vue la nécessité d'une propagande destinée aux couches paysannes et visant à attirer à lui les éléments les plus pauvres ou

(22 bis) Ceux-ci n'avaient d'ailleurs rien de beaucoup plus radical à proposer, puisque le programme agraire de 1919 de la Ligue Spartacus restait lui-même au-dessous des exigences du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux de capitalisme avancé.

les moins imprégnés de préjugés petits-bourgeois, ainsi qu'à neutraliser temporairement les autres ; mais il doit comprendre que cette propagande est aussi semée d'embûches et d'obstacles dans certaines phases du processus révolutionnaire qu'elle est fertile dans d'autres phases, et il doit donc garder la capacité de passer rapidement d'une tactique de persuasion patiente, d'« éducation » et de direction, à une tactique d'offensive, de répression et même de suppression violente (23).

Dans la brochure de la Gauche sur la question agraire plus haut citée, il est donc justement dit que les Thèses de 1920 de l'I.C. « dictées par l'expérience russe apparaissaient trop modérées en tant que *thèses internationales*, en ce sens que dans les pays industriels, la lutte contre le paysan riche et moyen doit commencer plus tôt », ajoutant d'ailleurs que si l'on peut les juger « trop prudentes (...), cela n'autorise pas les opportunistes à s'imaginer, dans leur ignorance, qu'elles font litière de la doctrine marxiste par opportunité politique ».

Ainsi, le jour où l'Internationale décadente transformera ce que nous avons appelé « *l'aide précieuse* de la révolte du paysan pauvre » à la révolution prolétarienne en un rapport d'égalité ou de quasi-égalité entre les deux classes, ce sera la débâcle. On aura oublié en effet que le prolétariat n'est pas seulement « comme le paysan, une *victime* des rapports de production bourgeois, *mais le produit d'une époque historique où ces rapports sont prêts à céder la place à un système nouveau et différent* » (Thèses de Lyon, partie II, paragraphe 10) (24), et que de ce fait il est le véritable protagoniste de la révolution des rapports économiques, sociaux et en premier lieu juridiques dans les campagnes. Mais c'était oublier du même coup que les conclusions tactiques de Lénine sur ce sujet difficile reposaient sur deux principes fondamentaux indissociables : d'une part, « la prééminence et l'hégémonie de la classe ouvrière dans la conduite de la révolution », d'autre part, les rapports fondamentalement différents que le prolétariat a avec la classe paysanne d'un côté et avec les couches moyennes réactionnaires de l'économie urbaine, dont les partis sociaux-démocratiques sont la principale expression » (25), de l'autre. Dans ce domaine encore, c'est

(23) L'exposition classique des aspects apparemment contradictoires de la tactique communiste à l'égard de la « classe paysanne » qui est très hétérogène se trouve dans *La question paysanne en Allemagne et en France* d'Engels, mais il existe aussi une puissante synthèse de la question dans *Extraits et Commentaires critiques à « Etat et anarchie » de Bakounine* de Marx (in Karl Marx et Friedrich Engels, *Critica dell'anarchismo*, Torino, 1972, (pp. 354-356), où le problème est lucidement relié à celui de la « succession des formes économiques » qui conditionne toute « révolution sociale radicale » et qu'on ne peut remplacer par la seule volonté.

(24) Cf. *Défense de la continuité du programme communiste*, (Editions Programme Communiste).

(25) Cf. dans l'Appendice ci-dessous *De Moscou à Florence*, « Il Soviet » N° 25 du 17-10-1920.

à la Gauche qu'il incombera de défendre l'essentiel du II^e Congrès contre ceux qui ont cyniquement exploité après coup certains points faibles sur le *plan formel*, mais accessoires. Cela ne dit rien, une fois de plus, aux historiens ?

h) LES TACHES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LES STATUTS

Malheureusement le débat sur les thèses relatives aux tâches de l'I.C. éluda lui aussi les questions de principe posées par Lénine dans deux paragraphes initiaux, en tenant pour acquis ce qui en réalité restait bien confus pour la majorité des délégués. L'attention se concentra au contraire sur le paragraphe III dans lequel étaient indiquées les lignes directrices d'une « correction de l'orientation et en partie de la composition des partis qui adhèrent ou veulent adhérer à l'I.C. » (26).

Ce fut en fait le point le plus controversé de ces thèses et aussi celui qui devait immanquablement provoquer le plus d'hésitations dans les partis attirés par la III^e Internationale, ce qui ne manqua pas d'influer sur les décisions finales du Congrès. L'imposition générale était désormais bien connue : il fallait reconnaître ouvertement que certains des partis qui avaient quitté la II^e Internationale et qui étaient disposés à adhérer conditionnellement ou inconditionnellement à la III^e étaient encore bien loin d'accepter les principes fondamentaux de celle-ci et de les traduire pratiquement. Il fallait donc refuser de les admettre immédiatement dans ses rangs et remettre à plus tard toute décision sur la possibilité d'accepter leurs ailes dissidentes, à savoir après la publication et l'ample discussion des décisions du II^e Congrès et du Comité Exécutif de l'I.C. Il fallait enfin que les éléments qui « continuaient à agir dans l'esprit de la II^e Internationale » soient expulsés, que tous les organes périodiques du parti soient confiés à des rédactions exclusivement communistes, que l'Exécutif ait mandat impératif de n'admettre lesdits partis ou des fractions de ceux-ci dans l'I.C., qu'après s'être assuré qu'ils appliquaient effectivement les 21 points. En outre, on jugeait *opportun* que les communistes en minorité dans les organes de ces partis ou de partis analogues y restent *dans la mesure où* il leur était permis d'y faire de la propagande pour les principes de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétique et d'y critiquer les éléments opportunistes et centristes. On appelait des groupes et des partis comme le K.A.P.D. d'une part, les I.W.W. et les Shop-Stewards Committees de l'autre à adhérer à la III^e Internationale en considérant que « leurs idées erronées sont moins dues à l'influence d'éléments provenant de

(26) Cf. Lénine, *Œuvres XXXI*, pp. 200-204.

la bourgeoisie (...) qu'à l'inexpérience politique de prolétaires pleinement révolutionnaires et liés aux masses ». Enfin, on proclamait la nécessité de faire une propagande intense parmi les prolétaires anarchistes qui commençaient à comprendre la nécessité de la dictature et de la terreur.

Dans ce cadre, la question des modalités de constitution du parti communiste en Angleterre fit l'objet d'un débat particulièrement animé. La décision prise n'obtint ni ne pouvait obtenir l'approbation de la Gauche (pas plus que celle qui concernait le P.S.I., sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure), mais notre Fraction la jugea particulièrement malheureuse. Il nous faut nous y attarder non seulement pour rappeler les raisons de notre désaccord, mais pour rétablir les termes exacts dans lesquels Lénine posa la question et que les historiens de l'opportunisme ignorent trop facilement.

La situation de l'Angleterre telle que la présentaient aussi bien *La Maladie infantile* que le discours de Lénine du 6 août était schématiquement la suivante : d'une part, il y existait des groupes comme les *Shop-Stewards Committees* et la *Workers Socialist Federation* dont les conceptions fondamentales étaient traditionnellement anarcho-syndicalistes, et en tout cas, hostiles au parti et que ni l'Internationale ni la Gauche ne pouvaient donc considérer comme marxistes, mais qui menaient une lutte énergique contre l'opportunisme labouriste et dont l'aversion pour la pratique parlementaire traduisait « *cette noble haine prolétarienne* » qui est « *la base de tout mouvement socialiste et communiste* » (27). D'autre part, il existait aussi un petit noyau comme le *British Socialist Party* qui professait au moins en paroles les principes marxistes du parti de classe, de la dictature et de la terreur, mais qui en diverses occasions avait eu des attitudes pour le moins équivoques et qui, au Congrès, s'était attiré les foudres de Lénine à cause d'un certain *penchant* pour la démocratie.

Dans ces conditions, le premier problème que les bolcheviks posèrent conformément à toute la ligne suivie avant et pendant le Congrès fut d'encadrer ces éléments peu nombreux et peu sûrs dans un *parti unique*, où la présence des premiers, prolétaires extrêmement combattifs et animés de ce fort instinct de classe dont le dégoût pour le parlementarisme est un aspect inhérent, aurait contrebalancé la complaisance excessive des seconds (seul groupe qui affichât un accord avec les principes généraux de la III^e Internationale et surtout qui reconnût le rôle central du parti dans la révolution prolétarienne) à l'égard du *Labour Party* et de ses représentants parlementaires et syndicaux. Comme tout au long du Congrès, les bolcheviks eurent même tendance à s'appuyer *beaucoup plus* sur les premiers que sur les seconds : ils étaient en effet convaincus qu'à la faveur d'une situation sociale inter-

(27) *L'extrémisme, maladie infantile du communisme*, in *Œuvres*, tome XXXI.

nationale montante et grâce à la direction énergique du centre moscovite, les anciens obstacles à une évolution communiste qui persistaient dans les deux ailes de l'avant-garde prolétarienne anglaise pourraient être surmontés. Dans son discours, Lénine appela sur un ton qu'il n'est pas irrévérencieux d'appeler pathétique les Shop Stewards et Sylvia Pankhurst à s'unir au *British Socialist Party*, estimant que celui-ci ne méritait pas d'être qualifié d' « irrémédiablement réformiste » comme l'avait fait Gallacher dans sa brève intervention, mais exigeant qu'il mène « une agitation plus efficace et une action plus révolutionnaire », c'est-à-dire qu'il change *radicalement* de tactique. Cela n'a rien d'étonnant puisqu'en commission Lénine avait répondu à MacLaine qui se vantait d'être complètement d'accord sur les tâches du Parti et sur l'action à mener au parlement et à l'intérieur des syndicats réformistes : « Non, ce n'est pas aussi facile, et si vous croyez le contraire, c'est que vous êtes encore imprégné du verbalisme socialiste qui était en vogue dans la II^e Internationale et qui s'arrêtait toujours face à la nécessité de l'action révolutionnaire » (28) Encore une fois, il s'agissait de puiser dans le potentiel révolutionnaire de groupes « qui n'étaient pas encore un parti » pour renouveler les structures d'un autre groupe constitué, lui, en parti, mais « trop faible et ignorant de la façon de faire de l'agitation dans les masses » : dans l'immédiat, il n'y avait pas d'autre possibilité. C'est un fait que le Parti Communiste britannique naquit (bien ou mal, nous n'en discuterons pas ici) autour d'hommes comme Gallacher et Tanner plutôt que de MacLaine et de Quelch.

Mais il y avait une autre question beaucoup plus difficile et qui fut résolue de façon très discutable : puisqu'en Angleterre on avait à faire à des groupes plus qu'à des partis, même dans le cas du B.S.P., il fallait les aider à dépasser le stade de sectes minuscules presque complètement privées de liens réguliers avec les grandes masses, c'est-à-dire avec la grande armée de travailleurs encadrés dans les Trade-Unions et par leur intermédiaire, du moins dans une large mesure, dans le parti labouriste ; en effet, cette situation les empêchait de faire entendre leur voix et d'agir sur le plan *politique* au lieu de se livrer à une pure agitation d'un côté et à une activité académiquement « intellectuelle » de l'autre. On sait que dans ce but Lénine préconisa l'adhésion du Parti Communiste dont on espérait la naissance d'une fusion des cinq ou sept groupes ci-dessus mentionnés au Labour Party. L'argument en faveur de cette solution fut que ce dernier n'était pas « un parti au sens courant du terme », mais un regroupement souple d'organisations syndicales ayant quelque quatre millions d'inscrits et qui, justement du fait de sa structure élastique, laissait aux communistes une certaine liberté de propagande, d'agitation et même de critique révolutionnaire.

(28) Rosmer, cit. p. 67 (66).

Evidemment, la Gauche ne pouvait pas approuver une telle proposition. Pour des raisons de *méthode* tout d'abord, parce que, comme l'observa « *Il Soviet* » dans le numéro 28 du 11-11-1920, faisant siennes les critiques du « *Phare* » suisse, l'incitation à adhérer à une organisation que sa constante politique de conciliation en temps de paix et d'union sacrée en temps de guerre avait complètement discréditée aux yeux des ouvriers d'avant-garde ne pouvait avoir que des effets désorientants, quel qu'ait été l'accueil qui lui ait été fait ; or précisément là où les traditions hostiles au parti et à la politique étaient spécialement tenaces, le maximum de clarté s'imposait ; en outre le *noyautage*, parfaitement normal et obligatoire dans les syndicats et les organisations de masse, enlève au contraire toute raison d'être au parti de classe quand on le pratique au sein d'autres partis politiques. Des *raisons de fait* nous empêchaient aussi d'approuver la position de Lénine : en réalité, le Labour Party n'était pas un simple agrégat de Trade-Unions, car s'il regroupait bien de vastes fédérations de métier, c'était sous la direction *politique* d'un « conclave de petits-bourgeois contre-révolutionnaires » comme disait *Il Soviet* du 3-10-1920, bien décidés à subordonner celles-ci à la classe dominante et à son Etat, mais en aucun cas à tolérer la critique et la propagande révolutionnaires que Lénine considérait comme une condition *sine qua non* de l'adhésion. La question fut tranchée au cours des mois suivants qui montrèrent que le Labour Party ne voulait pour rien au monde ouvrir ses portes à des éléments subversifs ; cela n'empêcha malheureusement pas la décision du II^e Congrès d'avoir des effets nettement négatifs sur le développement du noyau communiste d'Angleterre qui dès l'origine manquait de sûreté et était condamné à agir au sein d'une aristocratie ouvrière pénétrée jusqu'à la moelle d'influences démocratiques diverses, et elle laissa des cicatrices difficilement guérissables. En Angleterre plus que partout ailleurs, Lénine et l'Internationale se trouvaient placés devant le dilemme suivant : ou bien abandonner à lui-même un prolétariat combatif quoique confus, ou bien lui indiquer les voies possibles pour surmonter la terrible inertie du mouvement anglais et de ses traditions fortement enracinées. C'était le même dilemme que dans d'autres pays, mais sous une forme plus aiguë et plus grave, car la Grande-Bretagne constituait alors le centre de la domination mondiale de l'impérialisme. Déjà alors (et à plus forte raison aujourd'hui), la Gauche ne cacha pas que cette solution tactique comptait parmi les plus dangereuses en même temps que les plus subtiles que Lénine ait suggérées et dont l'inconvénient était qu'on ne pouvait les appliquer sans risquer d'oublier les principes. Elles imposaient en effet de passer rapidement d'un audacieux rapprochement avec des « compagnons de route » momentanés à une rupture violente. Or si les bolcheviks y avaient magnifiquement réussi en Russie dans la situation historique de la double révolution, c'est que la scène politique elle-même s'y transformait presque journallement ; mais dans une ambiance de capitalisme avancé et de démocratie plus que séculaire et sans la base solide d'une

forte préparation et d'une puissante tradition marxiste, on ne pouvait appliquer une telle tactique sans en subir les conséquences fatales.

Pourtant, les opportunistes n'ont pas lieu de se réjouir, car la « souplèsses tactique » alors suggérée n'annonçait ni ne justifiait leur absence de principes. Le discours dans lequel Lénine défend sa thèse montre comment, *même* dans ses initiatives les plus aventureuses, il ne perd jamais la boussole de la doctrine, n'efface jamais la ligne de démarcation entre lui et l'ennemi, ne présente jamais comme un idéal ce qui est seulement une *dure réalité* qu'il faut regarder en face pour pouvoir la surmonter après en avoir tiré *avantage*, sans jamais *capituler* devant elle. Quand MacLaine crut pouvoir appuyer sa thèse en disant que le Labour Party était « l'expression politique des ouvriers organisés syndicalement », Lénine répliqua par une phrase que les marxistes ne devraient jamais oublier :

« C'est une opinion erronée contre laquelle les ouvriers révolutionnaires anglais réagissent jusqu'à un certain point d'une façon tout à fait légitime (...) Bien entendu, le parti travailliste est composé en majeure partie d'ouvriers. Mais le fait qu'un parti soit ou ne soit pas un parti ouvrier ne dépend pas uniquement de sa composition ouvrière, mais aussi des caractéristiques de ses dirigeants, du contenu de son activité et de sa tactique politique. *C'est seulement ce dernier élément qui permet d'établir si nous nous trouvons en présence d'un parti du prolétariat.* De ce point de vue, qui est le seul juste, le Parti travailliste est un parti *entièrement bourgeois* parce que, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des *réactionnaires* (et même par les pires réactionnaires) dans le sens et dans l'esprit de la bourgeoisie. »

Si donc Lénine proposait qu'une fois constitué le Parti Communiste adhère au Labour Party, c'est en force des mêmes critères qui font aux communistes un devoir de travailler dans les syndicats même « les plus réactionnaires » afin d'établir la liaison avec les grandes masses prolétariennes et de les élever à la hauteur de la lutte politique par une propagande et une agitation vigoureuses ; donc, il faisait cette proposition parce qu'il considérait le Labour Party de la même façon qu'un agrégat d'organisations économiques à très large base. C'était une erreur, mais ce bref passage de son discours contient des *thèses de principe* qui vont bien au-delà de la question contingente. C'est à la Gauche qu'il incombera de les défendre *au sein* de l'Internationale décadente et *contre elle* lorsque, défiant les clameurs de la droite et se rattachant au solide fil rouge de 1920, elle réaffirmera que : 1) le parti de classe n'est pas défini par sa composition socialement « ouvrière », comme on a eu le front de le prétendre lors de la « bolchevisation », tombant du même coup dans la conception « travailliste » du parti dénoncée par avance dans le passage ci-dessus de Lénine, mais par la *direction dans laquelle il agit*, par son programme et par sa tactique ; 2) la social-démocratie *n'est pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais l'aile gauche de la bourgeoisie*, comme le P.C. d'I. l'avait affirmé à son Congrès de Rome lors de la discussion du mot d'ordre équivoque du « gouvernement ouvrier », ce que l'Internationale en train de perdre ce fil solide devait juger « infantile ».

Sylvia Pankhurst, invoquant une fois de plus des arguments secondaires au lieu de soulever directement la *question centrale*, avait objecté à Lénine : « Si nous sommes de véritables révolutionnaires et si nous adhérons au Parti labouriste, ces Messieurs nous expulseront ». Ce à quoi Lénine répliqua : « Mais ce ne serait pas un mal ! », tout comme il avait écrit dans *la Maladie infantile* qu'il ne fallait pas s'effrayer à l'idée de perdre quelques sièges au parlement si Snowden et Henderson repoussaient la main que nous leur tendions momentanément pour la retirer ensuite et les combattre, mais qu'il fallait au contraire considérer cela comme une victoire, puisque la tactique proposée n'avait d'autre but que de démontrer par les faits aux ouvriers qu'il était impossible de jeter un *pont quelconque* entre nous et les opportunistes et qu'en aucun cas Westminster ne pouvait être *notre* terrain de bataille.

Les experts actuels en matière « d'élasticité tactique » auraient bien de la peine à démontrer qu'il existe le moindre lien entre Lénine et eux, *théoriciens* des fronts populaires nationaux, de l'unité entre tous les partis « ouvriers », de la voie démocratique et parlementaire au socialisme. Même quand il a proposé les tactiques les plus discutables, voire les plus condamnables, Lénine a laissé au mouvement communiste de l'avenir un trésor doctrinal dans lequel il suffit de puiser non seulement pour ne pas retomber dans les erreurs, mais pour atteindre à une vision toujours plus claire de *tout* le difficile processus de développement de notre parti qui n'est révolutionnaire qu'à *condition* d'être aussi anti-démocratique, anti-parlementaire, et anti-opportuniste. Ce trésor, nos opportunistes actuels l'ont jeté par-dessus bord et ne se soucient nullement de le repêcher.

Ce sont ces faisceaux de lumière perçant les ombres équivoques de la contingence qui font du II^e Congrès une partie intégrante du patrimoine théorique et programmatique du communisme révolutionnaire. Tout le reste n'a qu'un caractère éphémère et aussi discutable que le long débat resté sans conclusion sur le parti communiste unifié qui se forma précisément au même moment en Amérique et qui, dès sa naissance, était déjà divisé en une aile unitaire et une aile scissionniste, sans qu'on puisse juger laquelle des deux était tant soit peu en règle avec l'Internationale révolutionnaire. Dans le monde anglo-saxon, le parti communiste avait dépassé moins encore que dans le monde latin et centre-européen le stade embryonnaire : la question n'était pas de savoir *où et comment* il ferait ses premiers pas, mais s'il possédait un moyen de ne pas s'égarer. Or ce moyen, c'étaient les principes que Lénine avait cent fois rétablis et que les prolétaires pourtant combatifs et généreux qui s'étaient empressés d'offrir leur contribution à la gigantesque lutte internationale qui se livrait à Moscou sur tous les fronts avaient cent fois oubliés, à supposer qu'ils les aient jamais assimilés.

Dans le débat sur les Statuts, après quinze jours de réaffirmation martelante des principes du marxisme révolutionnaire, les vieux doutes sur le centralisme, la structure hiérarchisée, la discipline des sections à l'égard des organes centraux du Comintern, celle des militants à l'égard des sections, la nécessité d'un réseau illégal du parti, la proclamation ouverte des principes de la violence de classe, de la dictature et de la terreur réapparurent jusque dans les partis qui adhéraient depuis un an à l'I.C. Après cela, on peut comprendre que les bolcheviks se soient écriés : faites-vous les muscles dans la lutte impitoyable contre l'opportunisme et à la dure école de la théorie avant de vous parer du titre de communistes ; après, on verra !

8 - UNE PIERRE DE TOUCHE, LA QUESTION ITALIENNE

Au cours du second Congrès, la question italienne fut évoquée plusieurs fois : dans les Conditions d'admission qui jugeaient sévèrement la tolérance de la direction du P.S.I. à l'égard de la droite ; dans le manifeste lancé à la fin du Congrès ; dans les réponses de Lénine à Serrati, dans le passage en revue des partis adhérents ou candidats fait au début du Congrès par Zinoviev et dans le discours de Boukharine pour présenter les Thèses sur le parlementarisme révolutionnaire.

Les plus dures critiques contre le P.S.I. n'avaient même pas fait ciller le directeur de l' « *Avanti !* », mais les directives de l'Internationale étaient restées les mêmes : le parti devait s'amputer sans retard de son aile réformiste par la scission ; ainsi « *renové* », il devait, conformément aux Conditions d'admission et en général aux résolutions du Congrès, se montrer à la hauteur des tâches que le cycle historique ouvert par la révolution d'Octobre et par la fin de la guerre et dont les bolcheviks jugeaient que l'issue révolutionnaire était proche *surtout* en Italie, imposait aux partis communistes. Comme nous l'avons répété plusieurs fois, c'était là une solution minima : elle faisait confiance aux maximalistes sous réserve que le cours nouveau du parti italien, dont l'Exécutif de l'I.C. se réservait le droit de juger après son Congrès extraordinaire, attestât son total ralliement aux principes et programme du Comintern, et non pas une simple adhésion formelle. C'était une solution analogue en substance à celle que la section de Turin du P.S.I., avait proposée dans sa motion sur « la rénovation du parti » parue dans « *L'Ordine nuovo* » et que Terracini avait lue au Conseil National d'avril ; c'est d'ailleurs à cette motion que Lénine se référa dans le paragraphe 17 de son projet de Thèses sur les tâches de l'Internationale Communiste, la considérant comme la base sur laquelle le parti devait agir dans l'avenir immédiat.

Pourtant lors de la séance du 6 août, Serrati finit par prendre la mouche : quoique avec réticence, il avait jusque-là tout accepté ; mais

il n'était pas disposé à supporter que la direction maximaliste du P.S.I. soit critiquée et même condamnée pour son insistance à couvrir la droite et à la tolérer. C'est pourquoi il déclara qu'il voterait contre, ajoutant qu'il était aussi en désaccord avec la manière dont la question anglaise et américaine avait été posée, ce qui était une façon de donner des allures d'intransigeance à l'extrême complaisance envers la droite qui était au fond de sa divergence. On était à la veille de la fermeture du Congrès et à quinze jours seulement du retour en Italie : Serrati respirait déjà non plus l'air de Moscou ou de Petrograd, mais l'air de Milan, patrie du réformisme parlementaire et syndical. Il commençait déjà à réagir comme les jeunes délégués français avaient craint que les Frossard et Cachin réagissent dans l'étouffante atmosphère parisienne. Il entrait déjà dans la peau du personnage qui peu après, en Italie, devait renier les 21 points et courir au secours du réformisme turatien.

Serrati n'était pas le seul dans ce cas. En commission, Graziadei avait fait lui aussi ses réserves les plus expresses sur le ton de la thèse 17 de Lénine et avait demandé qu'il soit adouci pour favoriser l'alignement du plus important noyau possible du vieux parti sur les positions de l'I.C. : « il me semblait, dira-t-il à son retour, que la direction du P.S.I. et son secrétaire Gennari n'étaient pas traités dans la forme avec tous les égards que leur œuvre méritait, en tenant compte des très graves difficultés de la situation » (29) et jusqu'à la scission de Livourne, il s'emploiera à lancer un pont ultime en direction du centre maximaliste afin d'en récupérer au moins une partie. C'est encore lui qui proposa une nouvelle version de la thèse 17 sur les tâches de l'Internationale Communiste qui, tout en précisant que l'I.C. ne

(29) Interview à l'« *Avanti !* » du 24-8-1920. La délégation italienne observa que le texte primitif de Lénine pouvait passer pour une investiture de « *L'Ordine nuovo* », c'est-à-dire d'un groupe « rebelle » comme disaient Serrati, Graziadei et Bombacci, ou de la section de Turin, c'est-à-dire, comme s'en plaignit Polano, d'un noyau abstentionniste. C'est la préoccupation unitaire qui apparaît dans ces observations : notre délégué fut le seul à poser la question sur le terrain des principes en observant que l'idéologie particulière de « *L'Ordine nuovo* » (dont Lénine et Boukharine admettaient ne pas être bien informés) était en contradiction avec les thèses fondamentales du II^e Congrès. C'est pourquoi le texte fut revu comme on le verra plus loin. Cela n'empêche pas les historiens de parler d'« approbation de la motion ordinoviste », ni Rosmer de « rappeler » comment Bordiga ayant exposé les positions de l'ordinovisme avec une parfaite « honnêteté » à la demande de Lénine, celui-ci fut encore plus convaincu qu'il fallait donner l'« investiture » à Gramsci et ses camarades. La Gauche et les Bolcheviks étaient divisés par une question de tactique, alors que les ordinovistes restaient étrangers à la théorie, au programme et aux principes communistes : mais pour les historiens et les fourriers de l'opportunisme, la différence est mince.

donnait par sa caution au courant de « *L'Ordine nuovo* », rendait formellement hommage (30) à la majorité centriste :

« Le II^e Congrès de l'I.C. reconnaît que la révision de son programme voté par le Parti Socialiste italien à son Congrès de Bologne marque une étape très importante dans son évolution vers le communisme (phrase manquante dans l'original) et que les propositions présentées par la section de Turin au Conseil National du Parti et publiées dans le journal « *L'Ordine nuovo* » du 8/5/1920 correspondent aux principes fondamentaux du communisme. Il prie le P.S.I. de bien vouloir examiner les propositions en question et toutes les décisions des deux Congrès de l'I.C., spécialement en ce qui concerne le groupe parlementaire, les syndicats et les éléments non communistes du Parti (version initiale : « ...afin de corriger la ligne du Parti et d'épurer le Parti lui-même, et en particulier son groupe parlementaire, des éléments non communistes ») à son prochain Congrès qui devra se tenir conformément à ses Statuts et aux Conditions générales d'admission à l'Internationale Communiste. »

Tout cela ne semblait pourtant pas suffisant à Serrati. Il insista sur le fait qu'il n'existait aucune différence entre les deux textes sauf peut-être pour quelque juriste tatillon, et que tous deux désavouaient clairement l'œuvre de la direction du Parti et de l'« *Avanti!* ». C'est d'ailleurs ce que Zinoviev s'empressa de confirmer, et la nouvelle version fut votée malgré Serrati, dans la forme atténuée proposée par Graziadei, mais dont la substance n'était pas équivoque.

Pour la Gauche, la question n'était ni de forme ni de style, et elle souligna que toutes les paroles de Lénine, de Zinoviev et de Boukharine impliquaient une condamnation non seulement de la droite du P.S.I., mais de son défenseur, le centre maximaliste. C'est bien ce qui résultait de la lettre que l'Exécutif de l'Internationale soumit le 10 août à la délégation italienne et lui remit le 27 dans sa version définitive et renforcée. Dans cette lettre, les réticences de Graziadei avaient disparu : elle sommait le P.S.I. de dissiper toute équivoque avec d'autant plus d'énergie qu'il adhérerait officiellement à l'I.C. : « Comptant parmi les premiers partis entrés dans la III^e Internationale, il est d'autant plus indispensable qu'il fixe avec une netteté absolue sa ligne

(30) Jamais la Gauche italienne n'aurait accepté de considérer le programme voté par la majorité maximaliste du Congrès de Bologne (Octobre 1919) comme une « étape... dans son évolution vers le communisme ». Les compliments de Graziadei aux propositions de la section de Turin ne sont pas en contradiction avec ce que nous venons de dire sur sa résistance à une caution de l'I.C. à la tendance de « *L'Ordine nuovo* ». En effet les propositions en question, d'ailleurs rédigées dans un esprit de conciliation, avaient été présentées par la section de Turin où les ordino-vistes étaient en minorité, et ils s'étaient contentés de les publier dans leur organe de courant. Ces propositions traduisaient l'illusion selon laquelle le P.S.I. pouvait être « rénové », alors qu'il avait besoin d'une scission.

tactique et qu'il mette terme au plus vite à la résistance néfaste résultant des fautes volontaires ou involontaires » du passé, et du fait qu'il est « contaminé par des éléments réformistes ou libéraux bourgeois qui, au moment de la guerre civile, sont destinés à se transformer en véritables agents de la contre-révolution, en ennemis de la classe prolétarienne », et dont l'influence est responsable du fait que « ce n'est pas le Parti qui guide les masses, mais les masses qui poussent le Parti » ; le mouvement communiste international qui voit se condenser au-dessus de l'Italie les premières nuées annonçant la tempête révolutionnaire ne peut tolérer que « le Parti prolétarien se transforme en un corps de pompiers appelés à éteindre l'incendie de la révolution quand celui-ci s'allume dans tous les pores de la société capitaliste. » Les hésitations doivent donc cesser : « L'ennemi est dans vos propres rangs (...), débarrassez le parti de l'élément bourgeois et alors, mais seulement alors, la discipline de fer du prolétariat et de son parti conduira la classe ouvrière à l'assaut des forteresses du capital ! ».

Cette lettre pose « sous la forme d'un *ultimatum* la question de l'épuration du Parti, sans laquelle le Comité exécutif (de l'I.C.) ne pourrait pas assumer la responsabilité de sa section italienne devant le prolétariat international ». Certes elle considère comme proche une situation révolutionnaire qui n'était en réalité que trop lointaine, puisque l'occupation des usines qui commença deux jours plus tard marquait plutôt un reflux qu'une ouverture du cours révolutionnaire. Mais elle critique nettement le P.S.I., sa pesante inertie, sa capitulation face à l'opportunisme parlementaire et syndical, sa nullité totale dans toutes les manifestations de la lutte des classes, aussi « infantiles, spontanées, non-organisées » qu'elles aient été, comme « le très important mouvement des conseils d'usine », alors que c'était au parti qu'il incombait de « remédier à de telles déficiences ». Ces critiques et bien d'autres vont bien au-delà de la contingence, et d'un jugement sur ses possibilités de développement. Elles vont droit au problème général et permanent de la nature et des tâches du parti de classe. C'est *en fonction de ce problème* que l'Internationale souhaitera ardemment la scission de Livourne, et non pas comme dans la version fantaisiste des historiens actuels, parce qu'elle croyait que l'énorme majorité du P.S.I. était avec elle, comme le prouve la lettre du 27 août signée par Zinoviev et Boukharine qui proclame : « Nous ne courons pas après le nombre ; nous ne voulons pas avoir des chaînes aux pieds ».

Le fait est qu'après le II^e Congrès, le parti italien devient un banc d'essai : n'étant pas un parti qui adhérera *peut-être* un jour à l'I.C., mais qui en fait partie depuis plus d'un an, il était la pierre de touche de la rupture avec le passé. Certes Lénine et ses camarades étaient trop optimistes dans leur appréciation de la situation politique et sociale de l'Italie, et en commission la Gauche les avait mis en garde contre des illusions excessives à cet égard ; le maigre procès-verbal de la séance note que cela provoqua un accès d'impatience de Boukharine

contre le délégué abstentionniste (31), ce qui ne manque pas de remplir d'aise nos historiens opportunistes, mais qui montre seulement que si l'optimisme n'est pas une faute, « le devoir d'être optimiste » peut nuire à la clarté dans certaines circonstances. Mais que leur appréciation ait été confirmée ou démentie ne change rien au fait que le problème de l'organe-parti avait été bien posé. Moscou demandait une scission d'avec la droite à bref délai : pour nous, la solution était insatisfaisante ; pour le maximalisme elle était draconienne. Après avoir préconisé la voie la moins chirurgicale, l'Internationale reconnut avec nous que la rupture ne devait pas épargner le centre. Ce ne fut pas seulement parce qu'elle se trouva face à une majorité unitaire fermement décidée à ne pas s'en laisser imposer par les instances supérieures de l'I.C. et même à ne pas accepter les principes dont elles étaient (et *devaient* être) les dépositaires et les exécutrices (il est connu qu'à l'automne Lénine entama une vigoureuse campagne contre Serrati). C'est surtout parce qu'elle trouva dans notre Fraction l'appui nécessaire pour faire appliquer les délibérations du Congrès mondial de la façon la *plus conséquente*, et disons même la *plus bolchevique*, car elle était devenue le catalyseur de toutes les forces obscurément attirées vers le programme communiste.

Le nœud de la question est justement là. Le compte rendu des débats que nous avons cherché à faire en nous en tenant à *l'essentiel* et en élaguant *l'accessoire*, montre comment « l'état-major du communisme » réuni autour de Lénine est parti d'une plate-forme *minima* pour rédiger les thèses destinées à guider un mouvement mondial qu'il savait insuffisamment préparé à les assimiler dans leur formulation la plus rigide et du même coup la plus rigoureuse, et comment non seulement il n'hésita pas un instant à les durcir, mais le fit avec élan et enthousiasme dès qu'il se vit appuyé par un noyau restreint, mais dur de militants décidés à reprendre *son* drapeau et alignés sur les mêmes positions intransigeantes que lui au cours des trois mémorables années de guerre civile. C'est ce qui se produisit pour les conditions d'admission, pour les thèses sur la question nationale et coloniale, pour les Statuts et même pour les thèses sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne, sur les questions syndicale et agraire et pour quelques paragraphes des thèses sur le parlementarisme, qui toutes avaient été élaborées peu à peu dans l'esprit de la tradition bolchevique et donc marxiste grâce aux efforts conjugués de militants communistes jusqu'à prendre une forme aussi nette que l'histoire le permettait alors. De façon peut-être obscure, l'avant-garde communiste occidentale et même asiatique avait alors rendu à l'avant-garde russe *au moins une partie* de la lymphé vitale qu'elle en avait reçue au cours de mois valant des dizaines d'années.

(31) Cf., l'impayable Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, pp. 76-77 (Turin, 1967).

Sur cette base de granit, il s'agissait de poursuivre l'œuvre commencée à Moscou en construisant partout l'organe de la révolution et de la dictature, le parti. Avant le Congrès, nous avons écrit dans « *Il Soviet* » que la question parlementaire ne constituait qu'un aspect du problème du parti et en aucun cas notre caractéristique distinctive ; nous le répétâmes pendant et après la réunion de Moscou et nous travaillâmes donc en Italie comme nous nous étions solennellement engagés à le faire pour que le parti communiste se constitue de façon parfaitement conforme aux thèses et aux conditions de l'Internationale, sans *atténuations ni réserves*. Nous ne demandâmes aucune investiture. Au contraire nous déclarâmes que ce n'était pas à nous de diriger le parti à la constitution duquel nous consacrerions toutes nos énergies, mais au groupe qui, en avril, avait soutenu, avec Misiano, les positions les plus proches de celles du II^e Congrès sur la question italienne, sans faire pour autant de concessions à l'ordinovisme, mais sans hésiter non plus sur la nécessité d'une « épuration » du P.S.I. Quand les abstentionnistes de Turin proposèrent à la Fraction de se constituer immédiatement en parti, le Comité central de celle-ci les invita fermement à respecter la décision de l'Internationale qui nous imposait de rester dans le P.S.I. jusqu'au Congrès. Même si certaines solutions tactiques ne nous convenaient pas pleinement, le centralisme et la discipline internationale sur la base des principes proclamés et rappelés à Moscou était pour nous une question de principe. Aussi le premier numéro de « *Il Comunista* » (14 novembre), organe de la fraction communiste du P.S.I., appelée « Fraction d'Imola », écrivait-il : « Il faut supprimer la tendance individualiste qui couve et se développe parmi nous. Il faut savoir obéir pour être obéis (...). Les communistes veulent exécuter *des ordres* ». C'est au nom d'une adhésion inconditionnelle aux principes que nous nous étions engagés à ne pas faire de l'abstentionnisme un préalable. C'est au nom de ces mêmes principes que nous luttâmes pour que le parti naisse dans les *meilleures* conditions, c'est-à-dire sur la base de l'application la plus *radicale* possible des 21 points et de *tout* ce qu'ils impliquaient.

Les historiens opportunistes actuels se demandent pensivement comment il a bien pu se faire que l'initiative de constituer le parti, puis de le diriger, revienne à l'ex-Fraction communiste abstentionniste avec le consentement de l'Internationale. La réponse n'est pas difficile : si la scission n'avait pas été le fruit de *notre* décision de travailler sur la base de *l'ensemble* des positions du II^e Congrès, elle ne se serait *jamais* produite, car nous étions les seuls capables de ne pas nous arrêter à mi-chemin et de rester fidèles *non seulement à la lettre mais à l'esprit* des Thèses du II^e Congrès, comme *les faits* l'exigeaient d'ailleurs, puisque non seulement la droite était en rébellion ouverte, comme tout le monde l'avait prévu, mais que depuis le retour de Serrati, le centre était ouvertement de connivence avec elle, ce dont nous fûmes les seuls à ne pas nous étonner. Ayant trouvé dans notre petite Fraction aguerrie le noyau décidé à mener *jusqu'au bout* la même lutte

qu'eux contre l'opportunisme, les bolcheviks n'hésitèrent pas à nous appuyer, alors que si les choses s'étaient passées comme en France, ils auraient pu (et dû) s'appuyer sur les Graziadei ou sur les Misiano. Malheureusement, ils n'avaient rien trouvé de comparable à notre Gauche d'Italie ni dans le parti allemand avant le Congrès de Halle, ni dans le parti français avant le Congrès de Tours. Tous ceux qui par la suite se sont plaints et continuent à se plaindre qu'on ait admis trop d'Indépendants dans le parti allemand et que la scission se soit faite beaucoup trop à droite en France (ce qui dans les deux cas a conduit à de graves désillusions que les succès purement numériques avaient empêché de prévoir) ne se sont manifestement jamais demandé où étaient en France et en Allemagne les forces capables de faire une scission semblable à celle de Livourne, ou au moins d'expliquer pourquoi elles renoncèrent à lutter si elles existaient, pourquoi personne n'éleva la voix pour qu'on ferme la porte à de faux convertis et qu'on admette exclusivement les militants acceptant sans arrière-pensées le programme et donc prêts à le défendre et à l'appliquer en bloc. Il est facile aujourd'hui de taxer l'Internationale d'« opportunisme », mais c'est criminel, car son état-major ne demandait pas mieux que d'avoir une armée prête à le suivre *jusqu'au bout*. Par malheur, il n'a trouvé que de maigres bataillons condamnés à s'arrêter en chemin par une lâcheté congénitale. Au second Congrès et dans la période cruciale qui suivit, *il n'y a pas un seul exemple* qu'ayant trouvé le soutien de communistes aussi fermes qu'eux et conscients de devoir les épauler de toutes leurs forces à un moment qui *semblait* être celui d'un triomphe facile, mais qui n'était que la veille du « jour le plus long » avant la défaite, Lénine ou Trotsky ait pourtant hésité à formuler de la façon la plus nette les positions théoriques, programmatiques, tactiques et organisationnelles du communisme révolutionnaire. Un tel soutien ne s'étant le plus souvent pas manifesté, on ne pouvait ni ne devait exiger d'eux des miracles.

On pourra objecter qu'après avoir approuvé la scission de Livourne, l'Internationale l'a regrettée, mais pareille objection confirme involontairement ce que nous disons. Il est vrai qu'après avoir été saluée comme le premier et seul exemple de scission « à la bolchevique », Livourne sera flétrie comme le fruit maudit du « sectarisme de gauche » mais le reproche viendra d'une Internationale qui, par la faute des partis d'Occident, c'est-à-dire de partis à la mode de... Tours, se sera imprégnée de tous les poisons de la démocratie et sera une victime toute désignée du bourreau Staline. Or en dehors de la Gauche d'Italie, qui donc a élevé la voix à l'heure de la tragédie ? Qui donc a défendu la vieille garde bolchevique restée trop longtemps sourde à nos avertissements, quand elle n'avait pas été jusqu'à nous combattre ?

C'est un concours de circonstances objectives qui, plus que des mérites spéciaux, a permis à la Gauche de voir *plus loin* que les bolcheviks et sinon de les dépasser dans la voie qu'ils avaient suivie et qu'ils avaient

découverte dans le patrimoine universel du marxisme, du moins de ne jamais céder à la tentation de *reculer*. Les opportunistes en tige d'académiciens peuvent bien nous reprocher d'avoir été impuissants à empêcher le désastre. Personne ne pouvait le faire et l'important est que nous n'ayons jamais accepté de le considérer comme une défaite du marxisme lui-même. Telle a été malgré tout *notre victoire*, telle était la première condition de la renaissance.

Nous connaissons parfaitement les *limites objectives* de l'œuvre de Livourne et pourtant, nous affirmons que dans son application des principes, du programme et de la méthode d'organisation communistes, elle donne l'image de ce qu'aurait pu être l'Internationale *d'alors* si, par hypothèse absurde, le mouvement ouvrier mondial avait réussi à donner plus qu'il ne donna en réalité. Quant à savoir ce que *pourra être* l'Internationale de demain, on doit répondre qu'une image nous en est donnée par ce qu'elle *aurait dû être* à Moscou en juillet/août 1920 et qu'elle *ne fut pas*, parce que les bolcheviks ne trouvèrent pas une avant-garde communiste mondiale à la hauteur de leur enseignement.

Si l'histoire avait voulu qu'à la place de la question italienne, pierre de touche et épigraphe commémorative du II^e Congrès, se soit posée une *question allemande*, nous n'en serions pas à reconstruire péniblement le passé pour nous ouvrir encore plus péniblement la voie de l'avenir : nous l'aurions peut-être déjà parcourue jusqu'à la victoire. Par malheur, l'histoire en a décidé autrement.

9 - EPILOGUE

« Les socialistes gouvernementaux et para-gouvernementaux des divers pays — concluait le *Manifeste* écrit par Trotski qui, avec son discours du 6 août, couronna magnifiquement le II^e Congrès — recourent à mille prétextes pour accuser les communistes de provoquer la contre-révolution et de contribuer ainsi à en resserrer les rangs par leur tactique intransigeante. Cette accusation politique n'est qu'une tardive répétition des pleurnicheries du libéralisme. En effet, celui-ci soutenait que la lutte indépendante du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction. Vérité incontestable ! Si la classe ouvrière n'attaquait jamais les bases de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de se livrer à des repréailles. Si l'histoire ne connaissait pas de révolutions, le concept même de contre-révolution n'existerait pas. Si l'insurrection du prolétariat pousse inévitablement la bourgeoisie à serrer les rangs pour se défendre et contre-attaquer, cela démontre seulement que la révolution est la lutte entre deux classes inconciliables qui ne peut se terminer que par la victoire définitive de l'une ou de l'autre.

« Le communisme repousse avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans un état de passivité en les épouvantant avec le knout de la « contre-révolution ». Au chaos et à la décomposition du monde bourgeois qui, en mobilisant ses ultimes énergies, menace de détruire la civilisation humaine, l'Internationale Communiste oppose la lutte unie du prolétariat international, l'abolition de toute propriété privée des moyens de production, la transformation de l'économie nationale et mondiale sur la base d'un plan économique unitaire, établi et dirigé par la communauté des producteurs.

« Sous le drapeau de la dictature du prolétariat et du système soviétique qui

unit des millions et des millions de travailleurs de tous les continents, l'Internationale Communiste sélectionne, étend et organise ses propres forces au feu de la lutte.

« L'Internationale Communiste est le Parti de l'insurrection armée du prolétariat international. Elle exclut tous les groupes et toutes les organisations qui, ouvertement ou de façon voilée, endorment, démoralisent ou affaiblissent le prolétariat ; elle incite le prolétariat à ne pas s'incliner devant les idoles de la légalité, de la défense nationale, de la démocratie, derrière lesquelles se dissimule la dictature bourgeoise.

« L'Internationale Communiste ne peut pas davantage accueillir dans ses propres rangs les organisations qui, tout en reconnaissant dans leurs programmes la dictature du prolétariat, font une politique basée sur l'attente d'une solution pacifique de la crise historique. La reconnaissance pure et simple du système soviétique ne résoud rien. L'organisation du pouvoir des soviets ne possède aucune vertu thaumaturgique. La force révolutionnaire réside dans le prolétariat lui-même. Il est absolument nécessaire que celui-ci aille jusqu'à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. C'est seulement alors que l'organisation soviétique montrera ses avantages comme arme irremplaçable aux mains du prolétariat.

« L'Internationale Communiste exige l'expulsion des rangs du mouvement ouvrier de tous ces dirigeants qu'une collaboration directe ou indirecte a liés à la bourgeoisie, qui l'ont directement ou indirectement servie. Nous avons besoin de chefs qui ne soient liés à la bourgeoisie par aucun autre rapport qu'une haine mortelle ; qui appellent le prolétariat à une lutte infatigable et le guident dans cette lutte ; qui soient prêts à diriger une armée d'insurgés dans la bataille ; qui ne s'arrêtent pas terrifiés, à mi-chemin et qui, quoi qu'il arrive, ne craignent pas de frapper sans pitié quiconque prétendrait les retenir.

« L'Internationale Communiste est le Parti international de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. Il n'a ni but ni tâche différents de ceux de toute la classe travailleuse. Les prétentions arrogantes des petites sectes, dont chacune voudrait sauver la classe travailleuse, sont étrangères et opposées à l'esprit de l'Internationale Communiste. Elle n'a ni recettes universelles ni exorcismes à proposer ; elle s'appuie sur les expériences mondiales de la classe ouvrière du passé et du présent, elle les purifie de leurs erreurs et de leurs déviations, elle en généralise les résultats, elle en adopte seulement les formules valables pour l'action de masse.

« Les organisations de métier, la grève économique et politique, les élections parlementaires et communales, les tribunes parlementaires, l'agitation légale et illégale, les points d'appui secrets dans l'armée, le travail dans les coopératives, les barricades, l'Internationale Communiste ne repousse aucune de ces formes d'organisations engendrées par le développement du mouvement ouvrier, et elle n'en considère aucune, prise en soi, comme une panacée universelle (...).

« A l'époque où, sous l'égide de la II^e Internationale, les méthodes d'organisation et de lutte de la classe ouvrière étaient presque exclusivement légales, elles tombaient en définitive sous le contrôle et la direction de la bourgeoisie dont les dirigeants réformistes bridait la classe révolutionnaire.

« L'Internationale Communiste arrache les rênes des mains de la bourgeoisie. Elle conquiert toutes les organisations. Elle les unit sous sa direction révolutionnaire et elle s'en sert pour diriger le prolétariat vers un but unique : la conquête violente du pouvoir pour la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la société communiste.

« Dans toutes ses activités, qu'il soit animateur et dirigeant de mouvements insurrectionnels, organisateur de groupes clandestins, secrétaire de syndicats, agitateur dans les meetings ou aux parlements, dirigeant de coopératives, combattant sur les barricades, le communiste reste un militant discipliné du Parti communiste, son militant indomptable, un ennemi mortel de la société capitaliste, de ses bases

économiques, de ses formes étatiques, de son mensonge démocratique, de sa religion, de sa morale ; il est un soldat prêt à tous les sacrifices pour la révolution prolétarienne, le héraut infatigable de la société nouvelle.

« Ouvriers et ouvrières ! il n'y a sur terre qu'un seul drapeau sous lequel il vaille la peine de combattre et de mourir : c'est le drapeau de l'Internationale Communiste ! »

Tel était le message que les délégués auraient dû retransmettre dans leur pays d'origine. C'est sur la base de ces certitudes et de ces commandements que désormais les sections du Comintern auraient dû se former et agir.

Le mouvement communiste mondial atteignait là à ce que nous avons appelé à bon droit son zénith ; mais il arrivait du même coup à une croisée des chemins. En effet, de deux choses l'une : ou bien la marée de la guerre de classes continuait à monter, comme on l'espérait, et alors elle pouvait entraîner les forces hésitantes et de mauvaise foi, si bien que sur le front de bataille tracé par les textes du II^e Congrès pouvaient s'aligner d'une part des communistes d'instinct et d'affiliation, sinon de fait, c'est-à-dire des militants d'origines variées et d'autre part, l'état-major bolchevique très expérimenté qui de Moscou aurait réussi à tenir solidement les rênes des sections nationales comme parties indissociables d'une seule armée en marche ; ou bien, il fallait revoir la façon de poser les problèmes d'organisation et de tactique, non point certes pour la bouleverser totalement, puisqu'elle n'était pas en rupture avec les principes, mais pour l'élever jusqu'aux cimes ardues à gravir et même vertigineuses des formulations les plus puissantes de la doctrine marxiste. Dans une certaine mesure, il aurait fallu recommencer depuis le début, taillant inexorablement dans la forêt devenue rapidement trop touffue des nouveaux partis, les réduisant, en matière de doctrine et de programme, au noyau « bolchevique » restreint, mais dur, et leur donnant des directives d'action plus rigides et plus efficaces à long terme, même si leur succès immédiat devait être moindre. En procédant autrement, ce qui en 1920 *pouvait* être l'heureuse conjugaison du mouvement réel et de la conscience et de la volonté du Parti, devait se transformer en une tentative désespérée d'affirmer une *volonté sans support matériel* ou même s'appuyant sur un support inconciliable avec elle.

C'est malheureusement bien ce qui se passa. En peu d'années, les conquêtes faites au prix des plus durs sacrifices s'écroulèrent les unes après les autres, chacune d'elle entraînant l'autre derrière elle. C'est ainsi qu'en dépit de la solidité de ses bases et des liens unissant ses différents partis, la gigantesque construction de l'Internationale céda sous le poids de forces périphériques qu'on avait bien cherché à dominer avant qu'il ne soit trop tard, mais contre lesquelles on n'était pas suffisamment prémuni en cas de contre-offensive de leur part, peut-être parce que les heures critiques qui avait suivi la victoire en Russie ne l'avaient pas permis. Selon notre diagnostic tout autre qu'optimiste, la seconde moitié de l'année 1920 connut contre toute apparence dans toute l'Europe

un premier tournant en faveur de la classe dominante : c'est alors que naquirent les deux plus grands partis communistes d'Occident, le V.K.P.D. et le P.C.F., ce qui n'alla pas sans de multiples infractions aux Conditions d'admission. On s'aperçut trop tard qu'en les tolérant, on s'était attaché un boulet aux pieds, puisque le premier oscillait entre un légalisme extrême et de fugitives bouffées d'activisme s'exprimant dans la « théorie de l'offensive », tandis que sa ligne moyenne était celle d'un prudent « possibilisme » et d'une nostalgie perpétuelle pour l'unité avec les Indépendants, et que l'autre était *totale*ment parlementaire. Au-dessous des tâches fixées dans toutes les thèses du II^e Congrès, déchirés par des luttes internes, tous deux avaient besoin tous les trois mois de vigoureux rappels à l'ordre et d'épurations aussi brusques que radicales.

En outre, entre le II^e et le III^e Congrès, l'espérance que l'Internationale avait eue d'entraîner sous sa direction les kaapédistes et les *wobblies*, les dissidents anarcho-syndicalistes et les shop-stewards s'évanouit ; en mars 1921, une nouvelle et puissante vague du prolétariat allemand se leva et retomba dans un nouvel holocauste après s'être brisée non tant, comme on le jugea alors, contre l'écueil de l'« aventurisme » du V.K.P.D. qui était resté tout à fait théorique, que contre celui du manque d'homogénéité de ses sphères dirigeantes et d'une base gonflée par l'apport de la prétendue « gauche » indépendante. Le III^e Congrès fut dominé par la conviction que la crise d'après-guerre du capitalisme était dépassée de façon au moins temporaire et que la classe dominante passait d'une défensive laborieuse à la contre-attaque. Hypertrophiques, les partis de l'I.C. étaient aussi scandaleusement passifs dans les domaines les plus importants de l'action : par exemple, avec ses 300.000 inscrits, le P.C. tchécoslovaque était dix fois plus nombreux que le parti bolchevique lors de la prise du pouvoir, mais il n'avait aucune influence dans les grandes masses salariées et son activité syndicale était nulle ; quant au P.C. français, il résistait à tous les appels à la lutte contre le colonialisme, l'armée et les gloires nationales. Il arrivait aussi à ces partis de se réveiller de leur léthargie pour tomber dans des accès brusques et inconsidérés de luttes de barricades : c'est le cas du Parti allemand qui après être resté inerte face aux événements de mars 1923, s'était lancé frénétiquement dans la mêlée avec des mots d'ordre pour le moins insurrectionnels, puis était retombé dans son habituelle pratique conciliatrice. C'est pourquoi le mouvement international fut appelé fermement à se lier aux masses ouvrières en lutte pour défendre leur pain et leur travail menacés par la contre-offensive bourgeoise. Cette nécessité fut malheureusement traduite d'une façon dangereuse par la formule de « conquête de la majorité » que Lénine prit cependant soin d'expliquer d'une façon marxiste correcte comme conquête d'une *solide influence* sur le prolétariat au moyen de l'agitation politique et de la direction de grandes luttes économiques, mais qu'il était trop facile d'interpréter dans un sens vulgairement démocratique et semi-parlementaire, comme ce fut malheureusement le cas. L'étau dont Moscou espérait se libérer grâce à une puissante avance prolétarienne en Europe centrale

et occidentale et peut-être grâce à une conjugaison de cette dernière avec des mouvements révolutionnaires pour l'indépendance nationale dans les colonies était près de se refermer. En Russie, les difficultés devenaient bien plus insidieuses qu'après la grande « occasion » manquée de 1919-1920 et que pendant les trois ans de guerre civile. S'il avait été ardu de vaincre sur le terrain les armées blanches et les alliés, même dans le cadre d'une situation mondiale caractérisée par d'âpres luttes de classes, il l'était mille fois plus, comme Lénine le répéta jusqu'à sa mort, de plier « l'hydre petite-bourgeoise » de la petite production, d'abord en la disciplinant, ensuite en la débusquant des innombrables alvéoles où elle se nichait dans l'immense Russie paysanne, ce qui devait se réaliser par une nouvelle guerre civile, moins glorieuse que la précédente, qui reçut le nom de NEP, et qui était d'autant plus difficile que les perspectives de révolution et de prise du pouvoir s'étaient éloignées, ne fussent que de quelques années. Dès Octobre 17, Lénine avait *prévu* que cette guerre était *inévitabile*, mais qu'elle durerait infiniment moins longtemps et serait infiniment moins difficile si les « deux moitiés séparées du socialisme » se réunissaient, ce qui ne fut malheureusement pas le cas.

On arriva ainsi à cette « croisée des chemins » que nous avons crainte et dénoncée comme un danger fatal contre lequel il était urgent de s'armer. D'abord vague, il avait pris une forme de plus en plus dramatique. Après la grave secousse du premier après-guerre, la société bourgeoise donnait des signes sans équivoque de consolidation au moment précis où il devenait urgent de conquérir le pouvoir en Europe si l'on voulait éviter soit la chute violente et à bref délai de l'Etat soviétique, première grande conquête durable du mouvement ouvrier et communiste mondial, soit sa dégénérescence et sa transformation en Etat capitaliste. Quelques tentatives immédiatement réprimées mises à part, les partis communistes ne réussissaient à livrer *aucune* bataille, ni même à étendre de façon décisive leur influence sur les grandes masses encadrées surtout par les partis sociaux-démocrates et centristes. Sans pourtant atténuer la polémique contre eux, que Lénine, Trotsky et tous les bolcheviks avaient définis comme les *véritables* piliers du régime capitaliste et qui relevaient d'autant plus la tête à mesure que la classe dominante menait une campagne plus décidée contre le communisme et la Russie révolutionnaire, on crut pouvoir sortir de ce dilemme en recourant à des expédients d'abord tactiques, puis stratégiques. Ces expédients étaient supposés capables d'attirer aux partis de la III^e Internationale des couches prolétariennes restées jusque-là sourdes à leur propagande et à leur agitation, mais assaillies par de graves difficultés immédiates auxquelles même l'art réformiste consommé du syndicalisme minimaliste ne pouvait remédier. Ces expédients étaient d'autant plus risqués et furent d'autant plus *fatals* que leur emploi fut laissé à la discrétion de partis à la composition changeante et dont la structure et l'action n'avaient plus rien à voir avec celles que les Conditions d'admission, les Thèses et le Manifeste du II^e Congrès avaient exigées des partis communistes. Cela ne pouvait qu'aggraver leur penchant *fonctionnel* à la conci-

liation, à la démocratie et au parlementarisme (32). Du même coup, ils devenaient de moins en moins aptes à fournir aux camarades russes engagés dans la plus terrible des batailles (une bataille pour le communisme, ce que les prétendus représentants du « marxisme occidental » ou... « authentique » continuent à ignorer) l'appui qui leur aurait permis de « rectifier le tir » avant qu'il soit trop tard ; bien pis, ils devenaient de plus en plus capables d'inoculer aux bolcheviks le poison du « ma-nœuvrisme ».

A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, le délégué de la Gauche communiste italienne retraça les étapes qui du glorieux second Congrès de 1920 avait conduit aux sombres années qui précédèrent l'infâme boucherie stalinienne, montrant que si le mouvement communiste international devait aux bolcheviks russes la restauration de la théorie marxiste révolutionnaire, ces derniers n'avaient par contre pas pu lui fournir une solution complète des problèmes tactiques qui se posaient à lui, surtout dans les pays capitalistes avancés. Cette solution, il fallait la rechercher non pas en dehors de la contribution capitale et *définitive* des bolcheviks, mais dans la *même ligne*, en *accentuant* au lieu d'atténuer les limites qui, depuis l'expérience russe, séparaient les communistes de leurs adversaires et que les révolutionnaires russes avaient condensée dans le binôme *dictature-terreur rouge*. C'est précisément dans l'*Extrémisme*, que les opportunistes prétendent exploiter contre nous, alors qu'il condamne tous les renégats de l'avenir, que Lénine avait écrit, mettant à nu les racines matérielles du démocratisme qu'il s'était attaché à condamner :

« Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant *des années après* la conquête du pouvoir par le prolétariat (...). Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes — ce qui nous a été relativement facile, — c'est aussi *supprimer les petits producteurs de marchandises* ; or, ceux-ci, *on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage* avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer — mais seulement par un très long travail d'organisation, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils le poussent continuellement à retomber dans les défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'*organisateur* (qui est son rôle *principal*), son parti politique doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez des millions et des dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe ouvrière, sans un parti sachant observer l'état d'esprit des masses et influencer sur lui, il est impossible de mener cette lutte à bonne fin. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » des millions

(32) Cf., l'article *Moscou et la question italienne*, dans *Programme Communiste* N° 59, page 44, paru dans *Rassegna Comunista*, année 1/5, 30 juin 1921, page 214.

et millions de petits propriétaires dont l'activité quotidienne, continue, invisible, insaisissable, dissolvante, vise des résultats qui sont *aussi* nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer du parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. » (33)

C'est cette terrible « force de l'habitude » dont Lénine prévoyait la résistance acharnée à la transformation économique des campagnes russes qui agissait sur les partis d'Occident entourés depuis un siècle d'une ambiance démocratique. Pour la briser, *il aurait fallu enfermer la tactique révolutionnaire dans des limites plus strictes*, mais à partir de la fin de 1921, on fit exactement *le contraire*, invoquant à tort la tactique bolchevique en Russie pour se justifier et sortant du même coup de la ligne correcte. En effet, chaque fois que les Bolcheviks avaient prévu une convergence de leur action avec celles de partis petits-bourgeois et même bourgeois, c'est parce que ceux-ci étaient mis hors-la-loi par le pouvoir tsariste, ce qui pouvait les contraindre à la lutte insurrectionnelle. En Europe au contraire, une action commune, même proposée dans un simple but de manœuvre, ne pouvait se développer que sur un terrain légal, parlementaire ou syndical. En Russie, les expériences de parlementarisme libéral et même de syndicalisme légal de 1905 et de 1917 avaient très peu duré. Dans le reste de l'Europe, la bourgeoisie avait au contraire trouvé dans ces deux domaines un terrain propice à la neutralisation de toute énergie révolutionnaire et à la soumission des chefs ouvriers à ses fins propres au cours d'un demi-siècle de dégénérescence. La fermeté d'organisation et de principes du Parti bolchevique constituait une garantie bien plus sûre que le pouvoir prolétarien en Russie qui, du fait des conditions sociales et des rapports internationaux dans lesquels il lui fallait lutter, était plus exposé que toute autre organisation du prolétariat à renoncer aux principes et aux directives révolutionnaires.

C'est pourquoi la gauche de l'Internationale à laquelle appartenait la grande majorité du Parti Communiste d'Italie avant que la réaction, favorisée surtout par l'erreur de stratégie historique, le détruise, affirma qu'en Occident il fallait exclure toute alliance et proposition d'alliance avec les partis socialistes et petits-bourgeois (tactique du front unique politique). Elle admit que les communistes devaient essayer d'élargir leur influence sur les masses en intervenant dans toutes les luttes économiques locales et en appelant les travailleurs de toutes tendances à donner à ces luttes le maximum de développement. Par contre, elle refusa catégoriquement d'admettre que, même dans des déclarations publiques contrastant avec les instructions intérieures, le Parti accepte de subordonner son action à celle de comités réalisant un front, un bloc ou une alliance entre plusieurs partis politiques. Elle repoussa encore plus

(33) Cf., *La Maladie infantile...*, chapitre V, pages 712-13 (Lénine *Œuvres choisies*, en deux volumes).

vigoureusement la tactique présentée comme « bolchevique » quand celle-ci prit la forme du « gouvernement ouvrier », c'est-à-dire d'un mot d'ordre d'agitation en faveur d'une prise du pouvoir par une majorité parlementaire composée de communistes et socialistes de différentes tendances, mot d'ordre qui conduisit à des expériences pratiques désastreuses.

Bien que les effets de la tactique de l'Internationale de 1921 à 1926 aient été négatifs, le IV^e, le V^e Congrès et l'Exécutif élargi de 1926 en donnèrent des versions de plus en plus opportunistes. Le secret de sa méthode consistait à changer les critères de la tactique en fonction des situations, de prétendues analyses de ces dernières révélant tous les six mois de nouveaux stades de développement du capitalisme auxquels on prétendait faire obstacle par de nouvelles manœuvres. Au fond, c'est précisément en cela que consiste le révisionnisme qui a toujours été « volontariste » puisque chaque fois qu'il a constaté que les prévisions sur l'avènement du socialisme ne s'étaient pas encore réalisées, il s'est imaginé pouvoir forcer l'histoire par une pratique nouvelle, cessant du même coup de lutter pour les buts prolétariens et socialistes de notre programme maximum. C'est ainsi qu'en 1920 les réformistes affirmaient que la situation excluait désormais toute possibilité d'insurrection, qu'attendre l'impossible portait à ne rien faire alors qu'il fallait travailler pour ce qui était concrètement possible : succès électoraux, réformes légales, conquêtes syndicales. Cette méthode ayant fait faillite, le volontarisme des syndicalistes en rejeta la faute sur le parti et la politique en général, comptant sur l'action de minorités audacieuses et sur la grève générale menée par les seuls syndicats pour changer cet état de choses. C'est de la même façon que Moscou recourut à des expédients pour sortir de l'impasse quand elle s'aperçut que le prolétariat occidental n'était pas prêt à lutter pour la dictature. Le changement de la situation objective et du rapport de forces qu'elle en attendait ne se produisit pas, et dès que les forces capitalistes eurent retrouvé quelque équilibre, on assista ou contraire à un affaiblissement et une corruption du mouvement communiste. C'est de la même façon que naguère les impatients de droite et de gauche, qui avaient révisé le marxisme révolutionnaire, avaient fini par servir leurs bourgeoisies dans les Unions Sacrées de guerre. La confusion entre la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de gouvernements « ouvriers » grâce à l'appui parlementaire des communistes voire à leur participation ministérielle ruina la préparation théorique et la restauration des principes réalisées par le communisme, sans compter qu'en Thuringe et en Saxe cette expérience finit en farce, une poignée de policiers ayant suffi à chasser les représentants communistes du gouvernement.

Les éléments avancés du Parti bolchevique sentirent la gravité du danger, du moins par éclairs et intuitivement : pendant la dernière année de sa vie, Lénine ne cessa de jeter l'alarme contre les influences non-prolétariennes qui menaçaient de s'infiltrer *au sein* de Parti sous la pression de la situation économique non seulement des campagnes rus-

ses, mais des villes où reflourissaient peu à peu le petit commerce et l'usure, sans parler de la fuite des ouvriers hors des grands centres de la révolution d'Octobre à la recherche de moyens d'existence, et de la lassitude provoquée par la formidable tension des premières années de la révolution. Au cours de cette même année, Trotski eut aussi conscience par moments qu'un danger analogue existait à l'extérieur, c'est-à-dire que les partis communistes frères risquaient de céder aux influences social-démocrates que leur constitution trop hâtive n'avait pas permis d'éliminer complètement de leurs rangs, et pourtant il avait défendu contre nous la souplesse tactique et les manœuvres en zigzag et il devait nous combattre dans l'avenir. Mais en 1923, republiant *Terrorisme et communisme* (1920) et *Entre impérialisme et révolution* (1921) sous le titre *Questions fondamentales de la révolution* (34), Trotsky soulignait que « dans le domaine théorique, on ne peut pas continuer à vivre sur les intérêts du vieux capital » et qu'au contraire « l'élaboration théorique des questions de fond de la révolution (...) est pour nous aujourd'hui plus urgente et nécessaire que jamais » : c'était bientôt l'heure de l'empirisme stalinien avec son mépris de la théorie, son anti-dogmatisme, son improvisation au jour le jour. Tout en défendant la tactique du front unique dans laquelle il voyait « la politique nécessaire pour les partis communistes des Etats bourgeois dans cette période préparatoire » (35), Trotsky écrivait : « Cette politique s'impose comme une nécessité (...) mais on ne peut fermer les yeux sur le fait indéniable qu'elle comporte un danger : celui de vider de tout contenu et même de provoquer la dégénérescence complète des partis communistes si d'une part la période de préparation traîne trop en longueur et si, d'autre part, le travail quotidien des partis occidentaux n'est pas fécondé par une pensée théorique active qui embrasse dans toute son ampleur la dynamique des forces historiques fondamentales » (36). Lorsque la première grande crise éclata peu après dans le Parti bolchevique, Trotsky en décéla avec lucidité les manifestations intérieures même si son diagnostic ne fut pas toujours

(34) En allemand *Grundfragen der Revolution*, reprint Feltrinelli.

(35) « Préparatoires » dans ce sens que « les perspectives révolutionnaires immédiates de 1918-1920 ayant pour ainsi dire reculé, les luttes des grandes forces sociales ont revêtu un caractère lent et morne, sans que les poussées souterraines cessent néanmoins un seul instant de se faire sentir et de menacer d'exploser en conflit soit militaire, soit de classe, soit national ».

(36) Trotsky jeta du même coup l'alarme sur le sort du Parti bolchevique, menacé par deux dangers opposés seulement en apparence, « un praticisme myope d'une part et de l'autre (qu'on nous permette ce terme) un agitationnisme effleurant superficiellement toutes les questions ». Il rappelait aux camarades leur devoir strict de défendre et sauvegarder dans les faits la continuité de la tradition théorique du marxisme, dans des termes qui auraient pu et qui pourraient plus que jamais être les nôtres aujourd'hui (op. cit. pp. II-XII). Ce sera là également le thème central de son texte de 1924, *Les Enseignements d'Octobre*.

exact ; par contre, il ne parvint pas à comprendre que si les partis communistes occidentaux « se vidaient de tout contenu » d'abord et « dégénéraient complètement » ensuite, cela tenait à leurs vices d'origine, au fait que la sélection opérée dans leurs rangs était restée à moitié inachevée et aux manœuvres tactiques et stratégiques qu'on leur avait imprudemment imposées ou suggérées et qui, constituant des déviations, étaient devenues d'autant plus funestes qu'elles se « superposaient à des structures organiquement liées à des fonctions parlementaires et syndicales » et de ce fait presque impossibles à distinguer de celles de la II^e Internationale. Au cours des deux années suivantes, le géant de *Terrorisme et Communisme* se retrouvera seul à défendre les principes internationalistes du bolchevisme dont, en dépit des meilleures intentions, il avait contribué à miner les bases. Plus tard (*trop* tard, malheureusement), la vieille garde bolchevique se rangera à ses côtés contre la ligue internationale de faux communistes qui avaient refait surface à la faveur du reflux de la vague révolutionnaire et d'une totale déviation à l'égard de la ligne suivie pendant les années de victoire et qui étaient prêts à enterrer l'Internationale de la dictature prolétarienne et de la terreur rouge en chantant des cantiques à la démocratie. Dans ces conditions la gauche russe succomba et *ne pouvait pas ne pas succomber*.

Pourtant le tournant de 1923-1924 avait été probablement plus décisif encore que ce dramatique tournant de 1926, car les graves erreurs alors commises dans le domaine délicat, mais décisif de l'organisation et qui devaient devenir plus tard une pratique courante et une véritable gangrène avaient compromis les résultats du travail difficile qui avait permis de séparer les éléments révolutionnaires des opportunistes dans les différents partis de l'I.C. (37). Ces erreurs avaient consisté à intégrer en bloc les ailes gauches des partis sociaux-démocrates aux partis communistes sous le prétexte de leur procurer de nouveaux effectifs que le centre s'imaginait pouvoir manœuvrer à sa guise. Or, après sa période de formation, la nouvelle Internationale aurait dû avoir un fonctionnement stable de parti mondial et les nouveaux membres auraient dû adhérer individuellement aux sections nationales. On avait voulu conquérir de larges groupes de travailleurs, et l'on se mit au contraire à négocier avec les chefs, désorganisant tous les cadres du mouvement et n'hésitant pas à les modifier par des substitutions de personnes même en période de lutte active. Certaines fractions et cellules des partis socialistes et opportunistes furent déclarées communistes et l'on fusionna avec elles. Ainsi presque tous les partis furent maintenus dans un état de crise permanente et au lieu de gagner en aptitude à la lutte, ils agirent

(37) Pour un réexamen critique des formes successives que prit « la troisième vague opportuniste » du mouvement ouvrier, d'abord sur le plan tactique, puis sur le plan stratégique et enfin doctrinal, qu'on se reporte aux *Thèses caractéristiques du Parti*, partie III, dans *Défense de la continuité du programme communiste*.

sans continuité et sans capacité de distinguer entre amis et ennemis. Il est peu de dire que les conséquences en furent désastreuses.

Chose plus grave encore, on imposa aux partis membres un bouleversement complet de leur organisation, dont la base, qui était la section territoriale, devint le lieu de travail. Cela était *contraire* à toute la tradition marxiste et à toutes les résolutions du II^e Congrès. Comme on l'a déjà souvent observé, ce bouleversement rétrécissait l'horizon de l'organisation de base qui n'était plus composée que de militants faisant le même métier et ayant les mêmes intérêts économiques. C'était empêcher la synthèse naturelle des différentes « poussées » sociales qui s'effectue normalement dans le parti et qui lui donne son unité dans les buts finaux. Finalement, cette unité ne se manifesta plus que de façon formelle, dans les directives des instances supérieures de l'organisation, qui pour la plupart étaient composées de véritables fonctionnaires tout à fait semblables à ceux des vieux partis et des syndicats, avec toutes les caractéristiques négatives que cela comportait. C'est ce qu'on appela la « bolchevisation ». En réalité, ce fut le prélude d'une *débolchevisation* d'abord progressive, puis accélérée des partis communistes. Privés de « pensée théorique active », réduits au niveau d'organisations « labouristes », enfermés dans l'horizon étroit de l'usine et des questions continentes, et donc aveugles et sourds aux grandes questions théoriques et politiques mondiales, les partis communistes se sclérosèrent, tombèrent dans un « empirisme myope », bref devinrent un matériau *inerte* tout prêt à se laisser manœuvrer par un appareil désormais rallié à des principes opposés à ceux pour lesquels l'Internationale des années glorieuses avaient combattu et sur lesquels elle s'était construite. L'opposition de la Gauche italienne à ce renversement des justes critères marxistes dans l'organisation et la direction des partis n'a rien à voir avec la stupide revendication de la « démocratie interne ». Elle combattait une conception qui ignorait totalement que comme corps historique vivant dans la réalité de la lutte de classe, le parti est organiquement déterminé par elle, et la complète déviation de principe qui empêcha les partis de prévoir le danger opportuniste et de lui faire face en temps opportun. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le « tournant » organisatif de la bolchevisation d'ailleurs accompagné de tournants tactiques toujours plus éclectiques et enfin ouvertement contraires aux principes eut lieu en 1925, c'est-à-dire au début de la grave crise interne du parti russe. C'est en effet à cette date que se posa dans toute son acuité le grand dilemme posé par l'histoire et que Lénine avait formulé avec une magnifique franchise dès 1917 et 1921 : « ou bien nous soumettrons à *notre* contrôle le petit bourgeois, le petit producteur paysan, ou bien il abattra *inévitavelmente, immanquablement*, notre pouvoir ouvrier, tout comme les Napoléon et les Cavaignac, qui ont précisément surgi sur la base de la petite propriété, ont abattu la révolution (de 1848) », dilemme de toute révolution double empêchée de se transformer en révolution prolétarienne sur le terrain économique faute d'une révolution internationale pure. « Même si les révolutions prolétariennes qui se préparent devaient tarder »,

avait ajouté Lénine, « dix, vingt années de bons rapports avec les paysans » (38) auraient suffi à la victoire finale, mais à deux conditions *sine qua non* : premièrement, que le parti russe reste intégralement fidèle à sa tradition révolutionnaire et internationaliste ; deuxièmement, que les partis communistes se lèvent eux aussi pour défendre avec acharnement le patrimoine théorique et le programme du bolchevisme, sans lesquels l'Internationale ne serait même pas née.

En 1925, ces deux conditions avaient fini par disparaître. Dans son *Testament*, Lénine avait mis le doigt sur la plaie en montrant qu'en Russie le parti « s'appuyait sur deux classes », dont le rapprochement était purement *temporaire*. Or la campagne de recrutement ouverte après sa mort et ignoblement appelée la « levée de Lénine » modifia la physionomie sociale du bolchevisme en noyant la vieille garde et la jeunesse révolutionnaire sous la masse grise de nouveaux adhérents d'origine paysanne uniquement intéressés au maintien du statu quo, au moment même où hors de Russie, *l'éclectisme tactique* et le *bouleversement de l'organisation* éloignaient plus que jamais les « partis-frères » des caractéristiques définies au Second Congrès. A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, la « question russe » était devenue tragiquement brûlante. En demandant qu'elle soit *discutée et résolue* non dans le secret du parti russe, mais au congrès mondial, la Gauche souleva courageusement une *question de principe* d'une validité universelle : en effet, la seule hiérarchie correcte selon le marxisme était celle qui aurait placé l'Etat de la révolution dans la dépendance du parti qui avait remporté la victoire, et les différentes sections nationales, *la section russe y comprise*, dans la dépendance de l'organe politique *international*. Mais même à supposer que sa demande ait été favorablement accueillie (ce qui ne fut naturellement pas le cas), quelle solution aurait bien pu apporter à la « question russe » une assemblée de partis dégénérés qu'une bolchevisation fautive et mensongère avait servilement soumis à Moscou ? Ainsi, tandis que la « mesquinerie paysanne » redoutée et dénoncée par Lénine pesait *physiquement* sur le parti russe, l'atonie démocratique petite-bourgeoise pesait *idéologiquement et organisationnellement* sur les partis occidentaux nés en 1920-21 sur des bases insuffisantes et qui s'étaient développés dans des conditions encore plus malsaines au cours des années suivantes.

Au sein du parti russe, il fut relativement facile à des hommes d'appareil incarnant toute l'inertie historique et la stupidité de la petite-bourgeoisie de transformer le débat *politique* avec Trotsky (et avec la vieille garde qui avait fini par s'insurger) en une ignoble bagarre contre

(38) Par « bons rapports avec les paysans », Lénine entendait un contrôle exercé sur eux par la dictature prolétarienne qui ne se transformât pas en son contraire. Mais la question était complexe comme on l'a vu dans notre texte de 1968, *Bilan d'une révolution*.

l'audace et la rigueur révolutionnaires. Mais il fut plus facile encore de transformer l'Exécutif élargi de novembre-décembre 1926 en un chœur servile tout prêt à applaudir alors qu'avec les artisans d'Octobre, c'étaient les magnifiques « leçons de 1917 » qu'on liquidait. Cela permit au bras séculier de l'Etat qui désormais n'agissait plus en fonction de la révolution mondiale, mais d'une nouvelle « accumulation primitive » du capitalisme russe d'écraser les « rebelles ». C'est ainsi que le cycle glorieusement ouvert en 1917-20 arriva à son terme, placé, comme on le verra bientôt (39) sous le signe de la *démocratie*, avec tout l'arsenal stratégique et tactique anti-prolétarien que cela comportait. Aujourd'hui encore, nous en subissons les terribles conséquences.

La suite se déroulera complètement en dehors de la tradition marxiste : ce sera l'histoire sinistre de la contre-révolution stalinienne, le « socialisme dans un seul pays », suprême insulte au marxisme, les fronts populaires et nationaux, le ministérialisme « communiste », le polycentrisme, avec pour résultat les infâmes partis actuels qui se réclament toujours de Marx et de Lénine, mais qui les ont transformés en icônes inoffensives et, bien pis, s'en sont servis pour couvrir des trahisons mille fois plus cyniques que celles des Noske et des Kautsky d'autrefois.

C'est ainsi que l'ennemi social-démocrate que l'on avait laissé pénétrer dans les rangs de l'Internationale remporta finalement la victoire : lorsqu'elle lança son cri d'alarme au Second Congrès, la Gauche marxiste italienne elle-même ne pouvait pas prévoir une défaite aussi catastrophique. Ce qu'il faut comprendre, c'est que celle-ci a été due à une *rupture avec la tradition bolchevique*. Cette rupture était peut-être inévitable étant données les étroites limites dans lesquelles, comme nous avons essayé de le montrer, la situation historique tenait les révolutionnaires russes enfermés. Mais si l'on n'avait pas oublié l'incompatibilité absolue qui existe entre les communistes et les « *labour lieutenants of the capitalist class* » aussi bien centristes que sociaux-démocrates et l'abîme que l'histoire a creusé entre communisme et démocratie, on aurait du moins pu préserver les germes d'une reprise moins difficile et moins longue. Si aujourd'hui les pires serviteurs du capital que l'histoire ait connus peuvent se vanter *impunément* d'une filiation directe à l'égard de Marx

(39) Ce n'est pas un hasard si les grandes purges de 1936 et des années suivantes ont coïncidé avec l'entrée de la Russie dans la S.D.N., avec celle des partis communistes étrangers dans les fronts populaires et avec la promulgation en U.R.S.S. de la « constitution la plus démocratique du monde ». C'est au Panthéon de la démocratie que Staline aurait dû être enterré : quand donc le comprendra-t-on ? Le « *Chicago Tribune* » du 16-5-1943 l'avait bien saisi pour son compte puisqu'il s'exclamait, à un moment où la presse démocratique occidentale se félicitait de l'enterrement définitif du cadavre du Comintern : « Staline a tué les derviches de la foi marxiste. Il a supprimé les bolcheviks dont le royaume était le monde entier et qui voulait la révolution universelle... ».

et de Lénine, ce n'est pas seulement — les jeunes générations prolétariennes ne doivent pas l'oublier — parce que la tradition théorique et pratique du bolchevisme a été brusquement écrasée, mais parce que pour l'empêcher de renaître, la contre-révolution stalinienne a dû détruire physiquement le parti qui en avait été le dépositaire jaloux, dépassant de loin en férocité les bourreaux de la Commune de Paris.

Le mouvement révolutionnaire marxiste ne peut renaître qu'à la condition de renouer le fil rompu de la doctrine, du programme, des buts et des principes que dans tous ses textes, toutes ses déclarations, le Second Congrès de Moscou avait proclamés et d'en déduire les ultimes conséquences tactiques et organisationnelles qu'il n'eut pas alors la force de tirer, contrairement à ce que la Gauche aurait voulu, bien qu'il ait reconnu que tout cela constituait autant de maillons indissociables de la puissante chaîne qu'est le parti communiste mondial, organe de la révolution prolétarienne.

Ce fil, nous avons voulu le dégager ici de toutes les considérations contingentes pour le remettre en pleine lumière au terme d'un demi-siècle dont l'aube fut glorieuse, mais qui a fini dans les ténèbres du conformisme le plus servile et de la démission la plus lâche devant le *fait accompli*. C'est *seulement* en s'attachant à cette tradition que nous avons entièrement sauvée du naufrage général qu'il sera possible de remonter la pente vers un nouveau cycle de révolutions qui vengeront les militants de l'Octobre rouge et tous ceux qui, connus ou inconnus, sont tombés pour l'émancipation du prolétariat.

APPENDICE

Le lecteur trouvera aisément dans les *Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste, 1919-1923* (réimpression en fac-similé, François Maspéro, 1971) les thèses sur les conditions d'admission des partis communistes à l'I.C. (p. 39) ; les thèses sur le parti communiste et le parlementarisme (p. 66), les thèses sur le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine (p. 55) ; les thèses et additions sur la question nationale et coloniale (p. 57) et enfin les thèses sur la question agraire (p. 60). Dans notre brochure *La question parlementaire dans l'Internationale* qu'il peut aussi se procurer facilement auprès de nous, il trouvera également les thèses sur le parlementarisme présentées par la Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien (p. 41 ; *Protokoll*, pp. 430-434 et *Il Soviet* du 3/10/1920) ; le discours du représentant de la Fraction communiste abstentionniste italienne sur la question du parlementarisme (p. 27 ; *Protokoll*, pp. 421-430 et *Rassegna Comunista*, 1^{re} année, N° 2, le 20/3/1921) ainsi que sa réplique au discours de Lénine et le discours lui-même (pp. 32-35).

Nous ne publierons ici que des textes de notre courant moins facilement accessibles aux lecteurs.



A PROPOS DU CONGRES INTERNATIONAL COMMUNISTE

(« Il Soviet », III^e année, 3-10-1920, N° 24)

Le retour de Moscou du camarade Amadeo Bordiga, qui a participé au II^e Congrès de l'Internationale Communiste comme représentant de la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I. nous permet de traiter de la façon la plus ample du Congrès lui-même et de ses résultats. Par la suite, nous illustrerons les décisions de Moscou par une large campagne destinée à en expliquer la valeur générale, mais surtout à obtenir leur application efficace au mouvement italien (résultat auquel nous nous attacherons de toutes nos forces), dont le Congrès a voulu s'occuper en particulier. Nous préparerons ainsi les batailles du prochain Congrès National de notre Parti, et nous préciserons la position de notre Fraction Abstentionniste en la circonstance. Nous sommes sûrs de rencontrer le plus vif intérêt auprès de tous nos camarades et lecteurs dont nous présumons qu'ils connaissent bien le matériel déjà publié dans la presse du Parti à propos du Congrès.

LES DEBATS ET LES DECISIONS

Il n'est pas possible de suivre l'ordre véritable des débats du Congrès, car le système adopté a fait que les discussions sur les différents thèmes se sont entrecroisées. Pour chaque sujet inscrit à l'ordre du jour, on nommait une Commission chargée d'une étude préliminaire des conclusions du rapporteur, qui étaient ensuite présentées en assemblée plénière pour discussion. Celle-ci s'achevait généralement par un vote global et par le renvoi des thèses devant la Commission, pour y introduire les amendements dégagés par la discussion et rédiger le texte définitif. Parfois, les modifications étant importantes et controversées, les thèses revenaient devant le Congrès pour la décision finale. Enfin il restait encore à la Commission, ou à une « petite Commission » élue en son sein, à s'occuper de la rédaction des textes en anglais, français et allemand.

Quant à la répartition de la matière à traiter dans les différents points de l'ordre du jour, elle se fit de façon telle, qu'elle amena souvent des superpositions, et des répétitions de la même question. A notre avis, un autre critère de subdivision des sujets aurait été préférable : il aurait fallu, avant tout, procéder à un débat général sur les principes programmatiques du communisme, en les fixant dans une formulation bien précise, pour, sur ces bases, en venir ensuite à la discussion des différents problèmes d'action et de tactique qui attendaient leur solution du Congrès. Au contraire les questions tactiques se présentèrent selon un ordre non logique, souvent du point de vue de leur application à un pays donné, et en général les solutions données ne présentent pas, à notre avis, l'homogénéité qu'elles auraient eue si on avait adopté une méthode plus organique pour les travaux du Congrès, en évitant que des questions vitales de principe soient abordées en passant et traitées de façon incomplète.

La préparation des débats du Congrès, qui avait tenu une large place dans le mouvement communiste de tous les pays et dans la presse communiste internationale, fut complétée, par les camarades du Comité Exécutif de Moscou, par certains textes critiques et polémiques où ils développaient l'ensemble de leurs positions. Celui qui domine, c'est le livre de Lénine, qui a eu un grand retentissement, et dont le titre (traduit littéralement), est *Le « gauchisme », maladie infantile du communisme*. Le C.E. a également présenté un rapport d'activité qui a été intégré sans discussions particulières dans les actes du Congrès, de même que les rapports des délégations des différents partis. Sur aucun sujet ne s'est manifestée de forte opposition aux conclusions des rapporteurs, et — si l'on excepte la question du parlementarisme — l'assemblée n'a pas eu à se prononcer sur des conclusions différentes de celles présentées par le rapporteur. Elle n'eut d'ailleurs jamais besoin de procéder à des votes par appel nominal. Nous noterons ici quelques points saillants des discussions et des résolutions, quitte à revenir plus tard en détail sur les différents sujets ; dès ce numéro cependant, nous traiterons à part la question du parlementarisme et celle du mouvement italien.

LE ROLE DU PARTI COMMUNISTE DANS LA REVOLUTION

Les thèses présentées par Zinoviev avaient une nette structure marxiste. En théorie, elles condamnaient clairement les doctrines anarchistes et syndicalistes qui nient ou diminuent la valeur de la fonction du parti de classe. Ces écoles, affirme la thèse 5, n'ont fait qu'aider la bourgeoisie et les socialistes contre-révolutionnaires ; elles représentent un pas en arrière par rapport au marxisme. Il est en outre réaffirmé que l'organisation soviétique, loin de rendre le Parti superflu et de le remplacer dans son rôle de direction de l'action prolétarienne, n'a un contenu révolutionnaire que dans la mesure où elle est pénétrée et dirigée par un fort parti communiste. Celui-ci doit observer une discipline de fer, de type militaire, avec une étroite centralisation.

Il ne doit y avoir dans chaque pays qu'un seul parti communiste, section de la III^e Internationale. Au cours de la discussion, certains délégués de courants syndicalistes ont exprimé leur opposition ; cette opposition, qui n'était pas une opposition de principe, était presque toujours fondée sur l'argument que ces considérations répondaient à une nécessité indérogeable pour le mouvement révolutionnaire russe, ces délégués faisant toutefois des réserves plus ou moins explicites sur leur valeur pour le mouvement des autres pays. Sans quitter le terrain marxiste les camarades du Comité Exécutif ont fait quelques pas dans leur sens. Au lieu de répliquer à ces contradicteurs que, n'acceptant pas ces principes cardinaux, ils n'étaient ni des communistes, ni de vrais révolutionnaires, Lénine, Trotsky et les autres ont suivi une méthode plus convaincante : ils leur ont démontré que, tout en ayant peur des mots « parti », « politique », « pouvoir », « Etat », ils reconnaissent cependant comme des nécessités de l'action quelque chose qui n'était pas très différent. De fait, droit de cité dans l'Internationale Communiste et voix délibérative dans ses congrès politiques ont été reconnus aux IWW américains, aux Shop Stewards anglais, aux syndicalistes français (gauche de la C.G.T.), à la Confédération du Travail espagnole, représentée par un anarchiste, et également à l'Union Syndicaliste Italienne, dont le délégué n'arriva qu'après la clôture du Congrès.

LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTERNATIONALE

Cette question brûlante suscita une discussion importante, bien que la plupart des orateurs aient préféré s'occuper exclusivement de leur propre pays. Zinoviev et Lénine prononcèrent d'intéressants discours, en passant en revue surtout la situation française, allemande et italienne.

Les représentants du Parti Indépendant Allemand et du Parti Socialiste Français, auxquels les plus violentes critiques ne furent pas épargnées, eurent le droit d'assister au débat ainsi qu'au reste du congrès avec voix consultative. Le camarade Bordiga prit la parole pour demander la plus grande sévérité dans les conditions d'admission et proposa pour la thèse 16 (devenue plus tard la thèse 15) l'amendement suivant : « Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont le devoir de les réviser et d'élaborer un nouveau programme dans lequel les principes de l'Internationale Communiste seront définis sans équivoque. *La minorité qui, au congrès, votera contre le nouveau programme et l'adhésion à la III^e Internationale devra, pour cette raison, être exclue du Parti. Les Partis qui ont déjà adhéré à la III^e Internationale, mais n'ont pas rempli cette condition, doivent convoquer au plus tôt un congrès extraordinaire pour s'y conformer.* » Cet amendement fut également accepté en commission, et il doit figurer au point 21 du texte définitif dans les termes suivants : « Les membres du Parti qui repoussent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en va de même en particulier des délégués au Congrès extraordinaire ». Dans l'ensemble, les conditions furent complétées et durcies, mais le sens de la discussion fut que, d'une façon générale, les « reconstructeurs » pourront entrer dans l'Internationale sous certaines garanties. Notre avis est que dans certains pays, et surtout en France, il risque d'y entrer des éléments trop droitiers.

QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE - QUESTION AGRAIRE

Les thèses préparées par Lénine sur ces questions, qui condensent de façon originale l'expérience historique de la politique extérieure et intérieure de la première République Proletarienne, marquent une nouvelle orientation dans la tactique de l'Internationale. L'attitude qu'elles assignent au mouvement communiste révolutionnaire, expression de la masse des prolétaires salariés, à l'égard des intérêts des

peuples des colonies et des pays *arriérés* — comme de ceux des différentes couches de la population rurale — représente sans aucun doute une rectification de tir dans la méthode de classe intransigeante, telle qu'elle a été acceptée jusqu'ici par la gauche marxiste. Nous n'avons pas eu l'occasion de prendre la parole sur ces deux questions, mais nous partageons certaines des objections soulevées par Serrati. *Il Soviet* traitera sans doute à fond ces questions, sur lesquelles il serait prématuré d'engager l'opinion de tous les camarades qui suivent notre orientation.

LA QUESTION SYNDICALE

Les thèses préparées par Radek sur « Le mouvement syndical, les comités d'usine et la III^e Internationale » correspondaient aux positions polémiques bien connues du Parti Communiste Allemand contre l'opposition (K.A.P.D.) et visaient les tendances que nous avons souvent définies comme *néo-syndicalistes*.

Mises à part certaines affirmations qui reconnaissent encore aux syndicats une valeur révolutionnaire à notre avis excessive, ces thèses réaffirment le point de vue marxiste que nous avons défendu à plusieurs reprises dans ces colonnes. Aussi bien les syndicats que les comités d'usine deviennent révolutionnaires dans la mesure où ils sont conquis et dirigés par le Parti Communiste. Les comités d'usine ne peuvent remplacer les syndicats qui, organisés par industrie, joueront un rôle bien plus important dans l'organisation économique du communisme. La conclusion est que les communistes n'ont pas pour tactique de boycotter les syndicats traditionnels, même s'ils sont dirigés par les réformistes et par les jaunes, mais d'y pénétrer et de les conquérir.

Radek a justifié la nette condamnation de la première tactique surtout par le danger de se couper des masses. Nous avons toujours pensé que cette tactique devait être condamnée, mais surtout pour une raison bien plus profonde : c'est qu'elle découle d'une conception générale erronée, qui prétend que l'action prolétarienne s'appuie, non sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne, mais sur une action économique d'organismes syndicaux « révolutionnaires » qui, une fois les capitalistes expropriés, prendraient directement en main la gestion de la production. A Moscou, cette position de principe ne fut pas mise en lumière, mais on souligna que la directive pratique était de travailler dans tous les syndicats jaunes.

Quant à l'opposition, elle se garda bien de présenter ses théories syndicalistes, se contentant de demander quelques exceptions locales, qu'il fallut accorder pour ne pas désavouer les organismes syndicalistes-révolutionnaires formellement admis dans l'Internationale. Pour ce qui est de l'organisation syndicale internationale, on est arrivé à des conclusions sur lesquelles on peut aisément se tromper, et c'est ce qui est arrivé, semble-t-il, au camarade Graziadei dans son compte rendu, d'ailleurs scrupuleux, paru dans *l'Avanti* ! (II^e partie). Les communistes doivent entrer également dans les syndicats dirigés par les réformistes et affiliés au secrétariat d'Amsterdam. Mais dès que les communistes ont pris la direction d'une organisation syndicale nationale, ils doivent la détacher d'Amsterdam et la faire adhérer à la Section Syndicale de l'Internationale Communiste. On remarquera d'autre part que les syndicats de tendance syndicaliste-révolutionnaire, même non dirigés par les Partis Communistes, même constitués sur la base de la tactique du boycottage des syndicats d'Amsterdam, sont accueillis, comme nous l'avons dit, dans l'Internationale et dans ses congrès politiques.

Les nouveaux statuts de l'Internationale prescrivent cependant qu'aux prochains Congrès les Syndicats devront se faire représenter par les Partis Communistes correspondants et qu'il ne peut y avoir qu'un Parti Communiste dans chaque pays. Il faudrait voir si cette disposition concerne également les organismes syndicalistes-révolutionnaires cités ci-dessus.

LES TACHES PRINCIPALES DU CONGRES COMMUNISTE

C'est le magnifique discours inaugural prononcé par Lénine à Petrograd qui a tenu lieu de rapport sur ce thème. Les thèses rédigées par lui réaffirmaient les conceptions contenues dans les autres résolutions du Congrès et ne donnèrent donc pas lieu à discussion, sauf sur quelques points : premièrement, l'attitude à adopter envers les prolétaires anarchistes, dont Lénine pense qu'ils doivent être incités à passer du côté du communisme par une propagande persuasive ; deuxièmement, la question italienne, dont nous parlerons plus loin, et enfin l'importante question de l'adhésion du mouvement communiste anglais au Labour Party. Soutenue par Lénine, cette proposition fut adoptée non sans une forte opposition. Nous nous contenterons pour l'instant de dire que nous n'acceptons ni les critères ni l'appréciation de la situation politique anglaise sur lesquels Lénine fonde cette méthode. Rappelons également que la camarade Pankhurst avança l'objection décisive que les communistes anglais de gauche n'ont pas l'intention de se couper des masses, puisqu'ils défendent la nécessité de travailler dans les Trade Unions, mais qu'ils veulent seulement rester en dehors de l'organisation du Parti politique labouriste constituée par un conclave de petits-bourgeois contre-révolutionnaires.

LA CONSTITUTION DES SOVIETS

Les thèses de Zinoviev sur cette question exposent les mêmes conceptions théoriques et tactiques que notre journal contre la presque totalité du Parti.

Bien que dans de nombreux pays les communistes aient interprété la constitution des Soviets (ou de quelque chose qu'ils baptisaient ainsi) comme un mot d'ordre du communisme, il n'y eut aucune opposition sur ce sujet, et presque aucune discussion.

LES QUESTIONS D'ORGANISATION

Le Congrès eut ensuite à s'occuper des questions d'organisation : mouvement des femmes, mouvement des jeunes, etc. Les nouveaux Statuts de l'Internationale furent votés après discussion, en accord avec les délégués de la jeunesse, des syndicats, etc. L'idée fondamentale est celle de la centralisation et de la discipline. Les pouvoirs du Comité Exécutif de Moscou sont très vastes et, dans l'intervalle des Congrès, ils s'étendent aux partis de tous les pays. Le C.E. se compose de cinq membres, désignés par le Parti Communiste Russe, auxquels s'ajoute un représentant des partis les plus importants, qui doit résider à Moscou. Le parti italien devra envoyer un délégué ; provisoirement, Serrati a été confirmé dans cette charge. L'organe officiel « *L'Internationale Communiste* », déjà publié en russe, français, allemand et anglais, paraîtra désormais également en italien. Après le Congrès, le C.E. a délibéré sur de très nombreux sujets, avec la participation de diverses délégations, et a pris toutes les décisions d'ordre interne, qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici.

LA QUESTION DU PARLEMENTARISME

Les lecteurs du *Soviet* connaissent bien les données du problème, aussi bien par l'exposé que nous en avons fait ici en Italie, que par l'abondante documentation que nous avons donnée sur ce qui a été affirmé ou écrit à ce propos dans d'autres pays. Conformément à l'avis du Comité Directeur, Boukharine se prononçait dans ses thèses pour la participation obligatoire à l'action électorale et parlementaire,

dans un but d'agitation révolutionnaire et selon un critère tout à fait opposé à la méthode social-démocrate.

La commission (à laquelle aucun Italien ne participa, pas plus qu'à aucune autre à la suite d'un incident dont nous reparlerons peut-être), était présidée par le camarade Trotsky, lequel présenta une introduction historique qui fut placée au début des thèses. Conformément au mandat qui lui avait été donné par notre fraction, le camarade Bordiga demanda à présenter des thèses contre celles de Boukharine-Trotsky. Il fut nommé corapporteur et invité à participer aux séances de la Commission pour y défendre ses thèses. La Commission procéda à un débat d'orientation, auquel participa le camarade Bordiga, et qui s'acheva par l'approbation des thèses de Boukharine, avec deux voix contre (1).

Quant à la discussion thèse par thèse, Bordiga n'y participa que pour soulever la question des élections administratives, à laquelle il n'était fait aucune allusion. Il releva qu'en rapprochant la thèse 5 (voir plus loin le texte, reproduit dans la 3^e thèse Bordiga) et la thèse 6 (1), qui affirme qu'on ne peut parler d'utilisation des institutions démocratiques qu'en vue de leur destruction, on pouvait logiquement être amené à conclure qu'il fallait renoncer à la conquête des pouvoirs dans les municipalités, dans les conseils provinciaux, dans les conseils départementaux ou cantonaux des différents pays. Cette contradiction ne fut pas reconnue par la majorité, qui ajouta même une thèse sur ce sujet, dont nous croyons utile de donner le texte : « Au cas où les communistes auraient la majorité dans les institutions municipales, ils devront : a) mener une opposition révolutionnaire contre le pouvoir central bourgeois ; b) faire tout ce qu'ils peuvent pour rendre service à la population pauvre (mesures économiques, création ou tentative de création de milices ouvrières armées, etc., etc.) ; c) montrer en toute occasion les limites que l'Etat bourgeois oppose à tout changement véritable ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir d'Etat ; e) dans certaines circonstances, remplacer les administrations municipales par des conseils locaux d'ouvriers, etc.

Toute l'activité des communistes dans l'administration municipale doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de dislocation du système capitaliste. »

LA DISCUSSION

Devant le Congrès, Boukharine fit son rapport en mettant en lumière le fait que les exemples de parlementarisme communiste sont rares, face aux très nombreux cas de dégénérescence de l'action parlementaire. Il reconnut qu'il y avait deux courants abstentionnistes très différents l'un de l'autre : l'un franchement syndicaliste et anarchisant, et l'autre qui partait des prémisses marxistes pour arriver à la conclusion, fautive selon lui, de l'abstentionnisme. Il s'efforça cependant de soutenir que certains arguments de Bordiga concordaient avec ceux des anarchistes.

Puis ce fut le discours de Bordiga, qu'il serait inutile de rapporter longuement. Celui-ci défendait les conclusions présentées en affirmant leur lien étroit avec les postulats marxistes ; il polémiqua contre les thèses Trotsky-Boukharine et contre les arguments favorables à l'électoratisme contenus dans la brochure de Lénine. Le nombre des orateurs fut limité à trois par tendance.

(1) Selon le compte rendu du Congrès, il s'agit du délégué suisse et du délégué des I.W.W.

(1) « Il Soviet » écrit, évidemment par erreur, « thèse 6 » et « thèse 7 ».

Pour les abstentionnistes, ce furent deux syndicalistes, ainsi que le camarade Herzog, du Parti Communiste Suisse, qui parlèrent ; pour les électoralistes, le principal orateur fut Lénine lui-même, qui prononça un bref discours polémique contre le point de vue de Bordiga. Les rapporteurs parlèrent les derniers, et le camarade Bordiga se contenta de faire quelques brèves remarques sur les intéressantes objections de Lénine. Celui-ci avait dit que toutes les convulsions révolutionnaires de ces derniers temps avaient eu pour origine des crises parlementaires, et que, par conséquent, la présence d'un groupe communiste au parlement offrait dans de telles situations une possibilité d'intervention directe permettant d'influer sur la situation politique. En deuxième lieu, disait Lénine, s'il est difficile d'organiser un travail révolutionnaire dans l'ambiance bourgeoise du parlement, ce n'est pas une raison pour y renoncer, car après la victoire révolutionnaire il faudra savoir organiser et diriger des milieux bourgeois et petits-bourgeois.

Bordiga observa que des considérations de ce genre élargissaient le cadre de la question et s'éloignaient quelque peu de la méthode des marxistes intransigeants, fondée sur l'abandon, dans des situations historiques données, de certaines formes d'action qui, tout en étant des moyens commodes d'intervention directe dans les situations politiques, perdaient toute efficacité révolutionnaire dans le développement de la lutte de classe.

Tandis que nous estimons que le moment est déjà venu d'abandonner la tactique électorale, l'argumentation de Lénine, si nous avons bien compris sa pensée, est telle qu'elle pourrait même conduire à remettre en discussion la tactique de l'appui ou de la participation à un gouvernement. Le cadre de la question a donc été élargi, et de façon symptomatique : nous pensons que, en dehors de la question électorale proprement dite, le problème reste ouvert dans le mouvement communiste international, et qu'il faut le considérer à la lumière des postulats généraux de la doctrine et de la méthode dialectique marxistes. Le vote donna, sauf erreur, environ quatre-vingts voix pour les thèses de Boukharine et onze voix contre. Bordiga ayant demandé que ne votent pour ses thèses que ceux qui acceptaient leurs prémisses marxistes, elles ne recueillirent que les voix du Parti Communiste Suisse, du Parti Communiste Belge et d'un groupe Communiste Danois (le camarade Bordiga n'avait pas de voix délibérative). Sûr d'interpréter la pensée de ses camarades, Bordiga déclara qu'il n'était pas admissible de parler de division sur ce problème entre les communistes et que la discipline du Congrès international devait être reconnue par tous, sans distinction (1).

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA SITUATION ITALIENNE

Il est nécessaire d'établir clairement ce qui a été fait et dit à Moscou au sujet du Parti Socialiste Italien, pour déjouer dès maintenant toute manœuvre, d'où qu'elle vienne, tendant à créer des malentendus. C'est au cours de la discussion sur les conditions d'admission qu'on parla pour la première fois de la question italienne. On fait allusion au Parti italien dans la brochure de Lénine et, à plusieurs reprises,

(1) Suivent les thèses de la Fraction abstentionniste, que nous reproduisons plus loin.

dans les thèses proposées par le C.E., toujours pour déplorer la présence en son sein de la droite réformiste, et souvent en nommant certains chefs du groupe parlementaire. Le rapport de Zinoviev sur les Conditions d'admission et le discours de Lénine exprimèrent de sévères critiques à l'égard du Parti Socialiste italien, avec des arguments sur lesquels nous n'insisterons pas pour ne pas nous répéter. Aux objections de Serrati sur le peu de connaissance qu'il avait de la question, Zinoviev répondit en lui montrant le volumineux dossier concernant les socialistes italiens et leurs fautes, et en faisant remarquer que ces critiques avaient été avancées par les courants de gauche du Parti, et confirmées par les rapports des délégués italiens présents à Moscou eux-mêmes. Si les camarades du C.E. ont commis des inexactitudes et des erreurs d'appréciation, ce n'est que sur des détails secondaires ; si, en Italie, ils demandent l'application de critères plus sévères qu'ailleurs, c'est un point qu'il faudra examiner à part ; ce qui est sûr, c'est qu'ils ont mis le doigt sur la plaie et proposé les mesures qu'en Italie les vrais communistes exigeaient depuis longtemps. Serrati répondit par des déclarations et des protestations, Graziadei émit des réserves, Bombacci et Polano reprirent les critiques des camarades russes et s'associèrent à leurs reproches. Quant à Bordiga, il ne prit la parole que pour traiter d'un problème de caractère général, et sans parler de l'Italie. A la fin de la discussion, Serrati déclara qu'il acceptait les thèses, en les interprétant dans le sens le plus commode pour lui : à savoir que le P.S.I. aurait tout son temps pour procéder, sans hâte et avec mille précautions, à quelques épurations éventuelles. Il s'attira des réponses très sèches de Lénine et du rapporteur, et il ne fut pas précisément applaudi par le Congrès. Boukharine parla encore du parti italien dans son rapport sur le parlementarisme en déplorant la politique social-démocrate du P.S.I. au parlement, et je crois qu'on en parla encore plusieurs fois au passage, en suscitant des déclarations des Italiens. Mais la grande question devait être soulevée au moment de la discussion des thèses de Lénine sur *Les tâches du II^e Congrès de l'Internationale*. La commission chargée de ce problème invita toute la délégation italienne et nous pria de donner notre avis sur la fameuse thèse 17 dont le texte primitif était celui-ci : « En ce qui concerne le Parti Socialiste italien, le Congrès de la III^e Internationale reconnaît comme fondamentalement justes la critique de ce Parti et les propositions pratiques qui ont été publiées, comme étant adressées au Conseil National du Parti Socialiste italien, par la section de Turin du Parti, dans le journal « L'Ordine Nuovo » du 8 mai 1920, et qui correspondent intégralement à tous les principes de la III^e Internationale. C'est pourquoi le II^e Congrès de la III^e Internationale prie le Parti Socialiste Italien de convoquer au plus tôt un Congrès extraordinaire du Parti pour examiner ces propositions et toutes les décisions des deux congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet du groupe parlementaire et des éléments non communistes du Parti ». Aucun des délégués italiens n'accepta cette formulation. Serrati et Graziadei observèrent qu'au Conseil National la section de Turin s'était rangée contre la direction du Parti dans la question de la grève dans le Piémont et que si on approuvait ce texte, cela équivalait à approuver non seulement les accusations portées par la section de Turin, mais aussi son attitude « contraire à la discipline ». Bombacci observa qu'il était également dangereux de valoriser les tendances syndicalisantes de « L'Ordine Nuovo » et son interprétation du mouvement des Conseils d'Usine. Polano affirma que, la Commission exécutive de la Section de Turin étant en grande partie formée d'absentéistes, on en venait à approuver le travail de notre fraction, désavouée dans la question parlementaire. Bordiga releva également la possibilité d'un malentendu sur l'approbation accordée à toute l'orientation de « L'Ordine Nuovo », qui non seulement était opposé aux directives du Congrès sur la question syndicale et de la constitution des Soviets, mais avait été partisan de l'unité du Parti jusqu'à la veille du Congrès de Milan. Lénine et Boukharine déclarèrent formellement qu'ils n'avaient pas eu l'intention d'émettre un jugement sur l'orientation de « L'Ordine Nuovo », sur laquelle ils n'avaient pas assez de documents, mais qu'ils avaient seulement voulu citer un document précis auquel, seul, s'appliquait leur approbation. On modifia donc seulement la forme grammaticale dans le sens suivant : « propositions adressées par la Section, etc., et publiées dans le numéro... etc. ». En outre, sur la proposition de Bordiga, on ajouta à la fin de la seconde phrase : « et du travail à développer au sein des syndicats ».

Serrati s'efforça en vain d'éviter l'obligation de convoquer le Congrès, en affirmant que le Congrès ordinaire était déjà annoncé : on précisa au contraire que le Congrès devait se tenir dans un délai de quatre mois.

Nous avons insisté sur la question de « L'Ordine Nuovo », mais nous voudrions faire une petite digression pour ajouter que nous le faisons pour mettre les choses au point, et absolument pas pour nous vanter de la correspondance plus grande qu'il y a entre notre position et celle du Congrès Communiste. Non seulement nous étions et nous sommes en désaccord sur la question du parlementarisme, mais nous avons d'autres réserves à faire — sans remettre en cause la discipline — également sur des questions plus importantes traitées dans les résolutions du Congrès. Nous ne posons donc pas notre candidature — ni en tant qu'hommes, ni en tant que journal, ni en tant que Fraction — au titre de parfait communiste tel que l'a défini le Congrès. Mais nous faisons remarquer que parmi les maximalistes électoralistes, même ceux d'extrême gauche, même ceux qui sont enfin convaincus de la justesse de notre vieille thèse sur l'expulsion des sociaux-démocrates, il n'y a presque personne qui n'ait été *hétérodoxe* sur la question des Conseils d'usine, et surtout sur celle de la constitution des Soviets.

Nous terminerons cette brève parenthèse en relevant que, si on voulait incarner dans une figure du mouvement italien la convergence maximum avec les thèses de Moscou, ce serait le camarade Misiano qui mériterait d'être choisi, pour l'attitude qu'il a observée jusqu'à aujourd'hui, en particulier au Conseil de Milan.

La question du parti italien revint devant le Congrès en séance plénière. Serrati recommença à protester, Bombacci et Polano à approuver, Graziadei à essayer d'arrondir les angles en demandant que l'on approuve l'attitude de la majorité maximaliste à Bologne. Bordiga déclara en deux mots qu'il se désintéressait de la forme de l'amendement, et qu'il interprétait la pensée du Congrès, exprimée à plusieurs reprises surtout par Lénine et Zinoviev, en ce sens que pour la formation et le renouveau du Parti Socialiste italien, non seulement il n'y avait pas à accorder de délais et de temporisations, mais qu'on affirmait la responsabilité de toute la fraction maximaliste électoraliste et de ses membres pour avoir manqué, dès le congrès de Bologne, à cette tâche indérogeable, en faisant entrer dans la III^e Internationale un parti qui n'avait pas un caractère communiste. Il releva qu'il n'avait jamais auparavant fait allusion à la question italienne au Congrès, déclarant que les comptes seraient réglés en Italie sur la base des décisions du Congrès. Nous n'avons pas le texte précis des thèses approuvées, mais nous doutons qu'il y ait l'amendement Graziadei, bien que celui-ci affirme qu'il a été accepté.

LA « LETTRE AUX ITALIENS »

Après la clôture du Congrès, les délégués italiens furent invités à une réunion spéciale du Comité Exécutif au cours de laquelle on donna lecture d'un projet de lettre aux camarades italiens, établi par Boukharine avec des adjonctions de Zinoviev. Cette lettre donna lieu à de vives discussions. Bombacci, Polano et Bordiga étaient d'accord avec son orientation générale et reconnaissaient qu'elle était nécessaire. Bordiga fit seulement des objections au sujet des passages qui concernaient les conseils d'usine et le mouvement syndicaliste. Serrati, qui était opposé à l'idée même d'une lettre, fit des observations de détail, dont certaines n'étaient pas sans fondement, mais qui ne pouvaient en aucune façon remettre en cause l'idée qui était à la base de la lettre, à savoir la nécessité pour l'organe suprême de l'Internationale d'inviter instamment le mouvement italien à se conformer aux décisions du Congrès et à se donner un véritable contenu communiste qui aujourd'hui lui fait défaut.

Le C.E. se réserva le droit de donner une forme définitive à la lettre, et le texte officiel en fut remis au camarade Serrati, après notre retour d'Ukraine au moment

de quitter Moscou. Après un exposé de la situation sociale et politique italienne, la lettre affirme que cette situation est éminemment révolutionnaire et que, tout en repoussant la méthode des actions fragmentaires et isolées, il faut créer les conditions d'un mouvement révolutionnaire général, sans jamais oublier que chaque jour de retard peut constituer un avantage accordé à la bourgeoisie qui est en train d'organiser sa propre défense. Ensuite, la lettre passe en revue de graves déficiences de notre mouvement, l'incapacité et les hésitations de la majorité du Parti devant le comportement des droitiers au parlement et dans les syndicats ouvriers.

La lettre conclut en disant que toutes les conditions de l'Internationale sont posées au Parti Italien sous forme d'*ultimatum* : si ces conditions ne sont pas remplies, l'Internationale se verra dans l'obligation de s'adresser directement aux travailleurs d'Italie, autrement dit d'exclure le P.S.I. de ses rangs.

En conclusion, l'Internationale communiste et le congrès ont jugé l'attitude du Parti Socialiste italien avec une grande sévérité, et les décisions prises à son sujet sont marquées par une intransigeance peut-être plus rigoureuse que celle qui a été appliquée à d'autres pays. Toute autre considération mise à part, on ne peut pas nier que cela est dû à la conviction qui s'est formée chez les camarades russes et aussi chez les camarades d'autres pays : à savoir que le prolétariat italien sera bientôt appelé à jouer un rôle extrêmement important sur la scène de l'histoire et peut-être à donner le signal de la lutte révolutionnaire dans l'occident capitaliste.

Voici pourquoi de Moscou nous revient le même mot d'ordre qui fut le nôtre à Bologne : regardons-nous bien en face et séparons-nous de ceux qui, demain, à l'heure suprême, ne seront pas des nôtres. Voici pourquoi Moscou souligne de façon heureuse notre devise préférée : *qui n'est pas avec nous est contre nous !*

— II —

THESES SUR LA CONSTITUTION DES CONSEILS OUVRIERS PROPOSEES PAR LE C.C. DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE DU P. S. I.

(« Il Soviet », année III, N° 11 du 11-4-1920)

1) Les Soviets ou Conseils des travailleurs et des paysans (et des soldats) sont les organes par lesquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politique après avoir abattu par la révolution le pouvoir de l'Etat bourgeois, et supprimé les organes représentatifs de celui-ci (parlement, conseils communaux, etc.). Ils sont les « organes d'Etat » du prolétariat.

2) Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, tous ceux qui emploient de la main-d'œuvre salariée ou exploitent les prolétaires d'une façon quelconque étant privés du droit de vote. C'est là leur caractéristique essentielle, toutes les autres modalités de leur constitution étant en réalité secondaires. La privation de la classe bourgeoise de tout droit à être représentée, même comme minorité, dans les organes politiques de la société, c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », constitue la condition historique de la lutte politique contre la résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, de l'élimination de toute exploitation et de l'organisation de l'économie communiste.

— 60 —

3) Le processus doit être réalisé par une action collective et centrale du prolétariat qui subordonnera toutes les mesures à adopter à l'intérêt général de classe et au sort final de tout le processus révolutionnaire. C'est pourquoi, alors que naissent dans des couches particulières de prolétaires des organes reflétant leurs intérêts économiques spéciaux (conseils d'usine, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs), toute l'activité de ces organes doit être subordonnée aux directives données par le système des Soviets politiques qui, par essence et constitution, représentent des intérêts généraux.

4) Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais ils peuvent également naître à un moment historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une grave crise et où la conscience historique et la tendance à s'emparer du pouvoir sont répandues au sein du prolétariat. Le problème révolutionnaire ne consiste pas à créer formellement des Conseils, mais bien à faire passer le pouvoir politique dans leurs mains.

5) L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le Parti de classe, le Parti Communiste. Il rassemble tous ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et qui sont disposés à sacrifier tout intérêt individuel ou de groupe à la victoire finale du communisme. A l'époque historique actuelle, c'est le Parti Communiste qui défend le mot d'ordre, « Tout le pouvoir aux Conseils ».

Quand les Conseils se constituent, le Parti Communiste développe son action en leur sein pour y conquérir la majorité des mandats et des organes centraux. Le Parti persévère dans cette œuvre après la conquête du pouvoir, toujours dans le but de donner à l'action prolétarienne une conscience politique et une unité d'intentions en combattant les égoïsmes et les particularismes.

6) Le Parti Communiste pénètre et conquiert tous les organes économiques prolétariens dès qu'ils surgissent sous l'impulsion des conditions de vie faites aux différents groupes et catégories de prolétaires, dans le but de profiter de leur action pour élargir l'horizon des masses et attirer leur attention sur les buts généraux et finaux du communisme.

7) Le Parti Communiste combat toute forme de collaboration et de liaison entre les Conseils ouvriers et les organes du pouvoir bourgeois, en répandant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne peuvent trouver toute leur valeur historique qu'après le renversement violent des seconds.

8) Les nécessités actuelles du mouvement révolutionnaire en Italie ne consistent pas à constituer de façon artificielle et bureaucratique des Conseils ouvriers, et encore moins à travailler dans les syndicats et les conseils d'usine comme s'ils étaient des fins en soi, mais bien à constituer un Parti Communiste pur d'éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir ou à intervenir dans les Soviets quand l'heure historique de leur formation aura sonné, ce qui ne saurait tarder beaucoup.

9) Auparavant, une vaste tâche attend le Parti Communiste en Italie.

Cette tâche consiste :

a) Dans une étude des problèmes de la révolution et des aspects du processus révolutionnaire conduite avec sérieux et de larges moyens ; dans la plus large propagande orale et écrite des principes et des méthodes qui en résultent au sein des masses ;

b) Dans l'établissement de relations continues et efficaces avec le mouvement communiste étranger et avec les organes de l'Internationale Communiste ;

c) Dans l'établissement d'un contact sûr avec les masses et dans la préparation à ces formes d'action et d'organisation qui sont indispensables dans la lutte décisive

et qui, outre un dévouement complet des militants à la cause, exigent un entraînement tactique spécial étranger à la tradition du Parti Socialiste.

10) Le Parti Communiste ne considère pas comme but de son action les conquêtes partielles que les groupes prolétariens peuvent réaliser dans les cadres du présent régime, même pas dans le sens qu'elles prépareraient ses militants aux activités techniques qui les attendent après la conquête du pouvoir. Néanmoins il intervient dans les agitations de cette nature à seule fin de propager ses buts maxima et de mettre en relief les rapports réels qui montrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne, sur la voie de la révolution, pour éliminer le régime capitaliste.

— III —

LE CONTROLE SYNDICAL

(« Il Soviet », N° 28, 11-11-1920)

Nous avons l'intention de traiter cette question plus longuement dans un numéro ultérieur, pour exposer de façon complète notre point de vue qui correspond seulement en gros à celui des thèses de Moscou. Aujourd'hui, nous voulons répondre simplement à un article (...) de l'*Avanti !* qui prétend prouver que ces thèses obéissent à un critère identique à celui que défendent les réformistes de la C.G.L. Selon les 3^e et 4^e thèses de Radek, citées textuellement dans l'article en question, la crise économique actuelle pose aux prolétaires le problème du contrôle sur les entreprises et les pousse à constituer des conseils d'usine. Dans un second temps, ils s'aperçoivent que pour être efficace, le contrôle doit dépasser les limites de chaque entreprise et s'exercer sur des branches d'industrie entières ; mais puisque la bourgeoisie s'opposerait à une telle intervention, les ouvriers seront replacés face au problème de la conquête du pouvoir politique, de la dictature prolétarienne. L'auteur s'arrête à la première étape de ce développement et dit : nous, confédéraux, nous sommes pour le contrôle par industries auquel certains extrémistes (par exemple *Ordine Nuovo* de Turin) sont opposés ; selon l'esprit des thèses de Moscou, ce contrôle doit être confié aux syndicats nationaux d'industrie ; donc Moscou nous donne raison dans cette question. Seulement (petit détail !) il n'est pas dit que les choses doivent aller comme le prévoit Radek, rédacteur des thèses ; il est au contraire possible qu'au lieu de s'opposer de toutes ses forces au contrôle, provoquant ainsi une révolution politique, la bourgeoisie l'admette et le reconnaisse : ainsi une grande « conquête » — naturellement « révolutionnaire » — serait réalisée. Alors si le développement prévu par Radek, qui est le seul à pouvoir donner une efficacité révolutionnaire au mouvement pour le contrôle, s'arrête aux conseils d'usine ou au contrôle syndical sur des branches d'industrie, dans les deux cas, son véritable sens, sa véritable valeur sont totalement renversés et altérés. En bon contre-révolutionnaire, l'auteur de l'article de l'*Avanti !* voit la chose ainsi : *il se peut que la bourgeoisie soit contrainte à céder si le prolétariat sait comprendre l'importance de la lutte. Le contrôle une fois instauré, commencera vraiment l'époque nouvelle pendant laquelle, non seulement en théorie, mais en pratique, on verra une autorité disparaître et une autre s'installer à sa place, et un nouveau type de production miner l'ancien.* Il n'est pas nécessaire de s'attarder à démontrer que c'est là la vieille conception réformiste qui présente la transformation économique de la production comme un passage graduel de l'autorité, fragment par fragment, de la bourgeoisie au prolétariat ; c'est l'habituelle falsification petite-bourgeoise du marxisme, qui oublie la prémisse révolutionnaire de la conquête « en une seule fois » de « tout » le pouvoir politique, base du développement économique du communisme. Cela entre en contradiction avec l'affirmation précise des thèses : *La lutte*

pour le contrôle ouvrier sur la production conduit à la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. En soi, le contrôle ouvrier est inconciliable avec le pouvoir politique bourgeois. Il n'est pas une *conquête révolutionnaire*. C'est la lutte pour y arriver qui, dirigée par le Parti Communiste, a une valeur révolutionnaire, mais seulement dans la mesure où elle ne s'arrête pas (...) avant la conquête du pouvoir. Entre le point de vue confédéral et celui des thèses, il ne reste de commun qu'un critère formel : le conseil d'usine n'exclut pas le syndicat et s'intègre en lui ; le contrôle d'abord, ensuite la gestion de la production (mais toujours *après* la conquête du pouvoir politique) ne repose pas sur un engrenage des conseils d'usine, mais sur des grands syndicats d'industrie, devenus de véritables organes étatiques du prolétariat libéré. Tel est le mécanisme russe qui n'a rien de commun avec les caricatures de contrôle préparées en Italie par les commissions astucieusement constituées par la bourgeoisie avec la complicité des sociaux-démocrates syndicaux et parlementaires. Nous dirons une autre fois que nous différons peut-être de Radek, car nous pensons (exactement comme Baldesi mais pour en tirer des conclusions opposées) que la bourgeoisie pourra concéder quelque chose de semblable au contrôle syndical compris de façon réformiste. Pour les contre-révolutionnaires de la confédération, cela est souhaitable ; pour nous, c'est un danger ; mais c'est justement parce que c'est possible et que cela répondrait admirablement aux intérêts de la conservation bourgeoise que nous sommes moins chaudement enthousiastes de la lutte pour le contrôle que certains de nos amis communistes, et nous craignons que cette lutte ne se développe en supplantant la ferme directive de l'action politique du Parti Communiste et en préparant toute une nouvelle phase de collaboration de classes. Mais nous exposerons tout ça clairement une autre fois. Pour l'instant il nous suffit d'avoir montré qu'il y a un abîme entre les conceptions de l'Internationale Communiste et celles de la C.G.L., et que même elles sont entre elles comme la révolution et la contre-révolution.

Amadeo BORDIGA.

— IV —

**DECLARATION
DU DELEGUE COMMUNISTE-ABSTENTIONNISTE
SUR LA QUESTION ITALIENNE (1)**

Au nom de la Fraction communiste-abstentionniste du P.S.I., je déclare n'attribuer aucune importance à la forme et au style des thèses concernant le Parti lui-même, mais seulement à leur contenu.

A la suite de ce qui a été dit ici, en particulier par les camarades Lénine et Zinoviev, à propos du P.S.I., je constate que son comportement après le Congrès de Bologne ne correspond pas aux conditions exigées pour l'adhésion à l'Internationale

(1) Nous suivons ici le compte rendu français du Congrès, page 612, la version allemande présentant manifestement trop de lacunes.

Communiste, étant donnée la présence dans ses rangs d'éléments opportunistes et social-démocratiques.

En ce qui concerne la question anti-parlementaire, nous nous soumettons à la discipline du Congrès, mais nous demandons que toutes les autres résolutions soient rigoureusement observées par le Parti italien à l'égard de ses membres non-communistes, des membres du groupe parlementaire et des syndicats dirigés par des réformistes. Nous avons la ferme conviction que le Comité Exécutif veillera à l'exécution de ces décisions.

— V —

DE MOSCOU A FLORENCE

(« Il Soviet », N° 25, 17-10-1920)

(...) Serrati avait déjà fait auparavant des comparaisons entre les réformistes indigènes et certains social-patriotes étrangers dont il suppose qu'ils seront admis dans la III^e Internationale.

Il a reproché à l'Internationale Communiste de manquer d'intransigeance sur certains points : questions nationale et agraire, attitude à l'égard des socialistes français, question du *Labour Party*, etc...

Le camarade Niccolini lui répond sèchement que la *raison* de son intransigeance à lui réside dans l'opposition qu'il lui convenait de faire à toute l'attitude du Congrès sur la question des réformistes italiens. Serrati s'insurge contre cette assertion. Tels sont les termes auxquels a abouti la polémique, à propos de laquelle nous ajouterons quelques remarques.

L'attitude mentale et tactique que Serrati a adoptée depuis longtemps maintenant exclut qu'il puisse être un champion authentique de l'intransigeance. Après la fin de la guerre et sa sortie de prison, Serrati n'a jamais accepté nettement l'antithèse existant entre la lutte pour la dictature prolétarienne et la vieille action social-démocratique. Il considérait que, même en Italie, on pouvait lancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante pour l'agitation révolutionnaire. Il a cru et croit possible d'obtenir la collaboration du réformisme parlementaire et confédéral aux plans de l'action qui préparent la révolution. Dans sa polémique avec nous sur l'*unité* ou la *scission*, il affirmait qu'il faut être avec les *forces*, avec la *masse*, et ne pas s'enfermer dans de stériles négociations doctrinales ; il ironisait sur les scrupules d'intransigeance théorique qui nous conduisaient à être en désaccord avec tout le monde.

Serrati avait donc tous les titres pour soutenir à Moscou ce que Antonio Graziadei a appelé l'opportunisme de Lénine. Mais en réalité, il a fait à certaines résolutions du Congrès, des objections qu'on ne peut comprendre qu'en admettant qu'elles résultaient d'une méthode exactement opposée à celle que Serrati avait invoquée dans ses polémiques contre nous, et qui consiste à vouloir donner au mouvement communiste, en même temps que des buts précis, une homogénéité absolue et une intransigeance tactique à l'égard de tout le monde. Or c'est seulement sur ce terrain que peuvent s'appuyer des observations comme celles que Serrati a faites contre la tendance excessive aux alliances, contre les accords avec les mouvements nationalistes révolutionnaires, avec certaines couches de la population agricole, avec les syndicalistes et les anarchistes, avec certains éléments de droite du mouvement français, anglais et américain (mais non allemand, qui sait pourquoi ?).

Nous aurions été heureux de constater (chez Serrati) une conversion doctrinale aussi complète, ou, si l'on veut, un retour aussi souhaitable à la saine intransigeance de notre parti. Mais malheureusement une telle conversion n'aurait pas permis à Serrati de défendre âprement par ailleurs les directives qu'il a défendues pour l'Italie.

Comment expliquer qu'il ait vu la paille dans l'œil de... Lénine, mais non la poutre dans celui de Turati ou d'Aragona ? Serrati, qui découvrait si finement des traces de conciliationnisme dans les thèses du Congrès, excusait celui-ci chez les droites italiennes, qui poussent la tendance à la conciliation à la enième puissance. Il agit de même pour l'absence d'intransigeance de nos réformistes à l'égard des idéologies nationales et irrédentistes des couches petites-bourgeoises proches du prolétariat, pour leur tendance à donner au mouvement économique et politique du prolétariat un caractère travailliste, tendance qu'ils ont toujours eue et qu'ils ont en partie réalisée dans les ententes fraternelles entre groupe parlementaire et confédération du travail à la barbe du maximalisme officiel du parti.

La contradiction entre Serrati et Serrati est évidente. Il n'est peut-être pas facile de dire si le véritable Serrati est celui qui défend l'intransigeance théorique ou au contraire celui qui se fait l'avocat des ultra-conciliateurs de son pays. Niccolini dit que le véritable Serrati est le second et que le premier n'est qu'un rusé compère. Nous dirons que dans la meilleure hypothèse, le véritable Serrati est celui qui pêche par inconséquence doctrinale et qui, tout en se vantant de son intransigeance, se perd dans les voies tortueuses de la pratique opportuniste.

La polémique de Serrati contre les décisions de Moscou le démontre une nouvelle fois aujourd'hui : Serrati ne fait d'objections de principe et de méthode que par moments, occasionnellement, afin de parer un coup et d'é luder les arguments qui pourraient blesser certains de ces réformistes qu'il tient tant à conserver dans le Parti.

Amadeo BORDIGA.

— VI —

LA FRACTION ABSTENTIONNISTE ET LE CONGRES DE MOSCOU

(« Il Soviet », année III, N° 22, du 5-9-1920)

Les décisions du Congrès de Moscou concordent pleinement avec ce que notre fraction a toujours soutenu sur la nécessité de créer un parti vraiment communiste, sur les fonctions et la constitution de ce parti et sur ses rapports avec la III^e Internationale. De même, elles concordent parfaitement avec ce que nous avons soutenu sur la question des soviets, et elles condamnent donc implicitement la décision du P.S.I., que nous avons combattue, de constituer ces derniers dès maintenant ; après le Conseil National de Milan, cette décision a été réduite à sa plus simple expression, sous la forme d'un soviet mono-communal expérimental, qui à son tour a été tacitement mis en sommeil. L'unique divergence est sur la question du parlementarisme.

La thèse votée à Moscou part une nouvelle fois de l'idée fondamentale selon laquelle le parlementarisme est un système de représentation bourgeois qui ne peut ni constituer la forme de l'Etat prolétarien ni être conquis du dedans, mais qui doit être détruit en même temps que les autres organes semblables et locaux pour être remplacés par des soviets centraux et locaux, etc... Cette appréciation du parle-

mentarisme répond parfaitement à ce que notre fraction a constamment soutenu en la matière, insistant avec ténacité pour que cette position soit acceptée également par la majorité du parti. Au Congrès de Bologne, la différence entre nous et la majorité victorieuse sur ce point capital fut la suivante : pour notre part, nous voulions que ceux qui n'accepteraient pas cette conception programmatique sortent du parti et nous votâmes dans ce sens ; quant à elle, elle se limita à des affirmations verbales en la matière et vota pour le maintien dans le parti de ceux qui n'acceptent pas le programme. Nous, nous étions avec Moscou en paroles et en actes, les autres... prêchaient dans un sens et agissaient dans l'autre.

La thèse de Moscou relève justement que la méthode fondamentale de la lutte contre le pouvoir politique de la bourgeoisie est celui de l'action de masse qui se transforme en lutte armée, comme nous l'avons toujours dit de notre côté, et qui subordonne l'action parlementaire aux buts de l'action extra-parlementaire, considérant la tribune parlementaire comme un des points d'appui du parti, c'est-à-dire comme une position légale que le parti doit occuper sur les arrières des luttes prolétariennes, tout en dirigeant les actions de masse ou même la lutte armée. Cela est bien différent de ce qu'a fait le P.S.I. avant et après Bologne, puisqu'il est toujours resté centré uniquement sur l'action parlementaire qui domine et guide toute sa lutte politique ; c'est même tout à fait opposé. L'action illégale était encore inconnue, et avant Bologne, elle était proprement répudiée et elle le reste encore aujourd'hui par de nombreux inscrits au parti. Et pourtant elle est un des piliers de la thèse de Moscou et une partie non négligeable de cette action extra-parlementaire à laquelle l'action parlementaire devrait être liée et subordonnée pour pouvoir utiliser en sa faveur l'immunité parlementaire. Renfermée dans ces limites, l'action parlementaire va de soi, elle perd grandement de son importance, et la question de l'utilisation du parlement se réduit à des proportions très modestes. Il est vrai que les communistes n'ont jamais considéré la question autrement, et qu'ils ne pouvaient pas le faire, étant donné qu'ils partageaient de la prémisse selon laquelle le parlement est un système de gouvernement bourgeois ; mais le P.S.I. ne l'entendait pas ainsi, et pas seulement les sociaux-démocrates, mais même de très nombreux maximalistes.

Notre lutte acharnée et tenace au sein du parti nous a conduit à sentir la nécessité de constituer une fraction abstentionniste pour agir avec le maximum d'énergie et d'unité de mouvement ; elle était et est inspirée par la conviction que la lutte politique, c'est-à-dire la lutte pour la conquête du pouvoir, est extérieure à l'action parlementaire et qu'elle vise à conduire l'activité du parti à sa véritable fin. Contraindre le parti à ramener l'action parlementaire dans le cadre voulu par Moscou et à accepter la discussion de la question du parlementarisme du point de vue qui a toujours été le nôtre, c'est-à-dire en se demandant dans quelle mesure et jusqu'à quel point la fonction de député peut être utilisée pour l'action révolutionnaire, est pour nous une grande victoire. Nous n'avons jamais affirmé que la lutte politique puisse être caractérisée par l'attitude adoptée à l'égard du parlementarisme et nous n'avons jamais soutenu qu'il fallait nier de façon absolue et *ingénue* toute participation aux élections. Dans le programme que nous avons présenté à Bologne, nous avons bien distingué entre la période pré-révolutionnaire où l'on utilise le parlement à une œuvre de critique et de propagande, et la période révolutionnaire, qui est la période actuelle, dans laquelle le prolétariat se soulève pour abattre l'Etat bourgeois, action à laquelle la fonction de député n'apporte aucune contribution efficace. Demain, tous les partis adhérant à la III^e Internationale appliqueront la tactique parlementaire, après être devenus vraiment communistes grâce à l'élimination de leurs derniers résidus opportunistes : l'expérience dira alors si notre point de vue était erroné ou non.

La thèse de Moscou n'exclut pas que des communistes puissent sortir du parlement, le boycotter, boycotter les élections ; elle considère seulement que tout cela n'est possible que dans une situation permettant le passage immédiat à la lutte armée.

Ces diverses actions diffèrent notablement l'une de l'autre, et sans les examiner de façon détaillée, sans entrer dans la difficulté qu'il y a à apprécier correctement l'existence ou non des circonstances dans lesquelles la thèse considère qu'elles doivent être menées, et qui n'est pas toujours facile à surmonter, nous relèverons que le boycott actif des élections proposé par nous, c'est-à-dire notre intervention sans candidat dans le but de démontrer plus efficacement le caractère bourgeois du parlementarisme, son incompatibilité avec la dictature prolétarienne et la nécessité de l'abattre, rentre précisément dans une des actions reconnues comme souhaitables par la thèse de Moscou. Il y a peut-être une appréciation différente du moment où le boycott est utile. Je dis « peut-être », parce que nous étions sûrs de ne pas être suivis par la majorité et nous savions donc que notre affirmation venait trop tôt, non pas historiquement, mais en ce sens qu'elle ne pouvait pas être acceptée et donc mise en pratique tout de suite. Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas poussés par le désir ridicule de paraître plus révolutionnaires que les autres. Toutes les tendances ont toujours commencé ainsi : une position est d'abord défendue par un seul ou par un petit nombre de camarades, mais si elle répond à un besoin véritable et à une nécessité de l'avenir, elle se développe. Ce n'est pas parce qu'à un moment donné de son développement, elle n'est suivie que par un petit groupe qu'elle est infantile. Si on raisonne ainsi toutes les idées nouvelles ont été infantiles à un moment donné. Quand, au Congrès de Bologne, nous demandions que le parti prenne le nom de communiste pour consacrer définitivement un changement d'orientation radical, nous étions également peu nombreux et nous le savions.

Il en allait de même lorsque nous affirmions qu'il était impossible de conserver la droite et le centre dans le parti. Au prochain Congrès, après les résolutions de Moscou, nous verrons quels progrès notre tendance aura faits en un an. La même chose vaut pour l'abstentionnisme. Le fait d'avoir défendu et de défendre cette position a servi ou sert à démystifier largement le rôle du parlementarisme, en particulier parmi les maximalistes, et à faire pénétrer dans le parti et dans les masses la conviction toujours plus profonde que le centre de gravité du mouvement prolétarien se situe en dehors du parlement bourgeois, et à les préparer au moment où il faudra le balayer définitivement. L'abstentionnisme ne constitue nullement pour nous le pivot de l'action communiste : la preuve en est que nous n'avons pas voulu scissionner d'avec le parti sur cette question, ni nous allier avec des anti-parlementaristes qui n'acceptaient pas le programme communiste, pour la seule raison qu'ils étaient contre le parlement. A la conférence de Florence, dans la motion votée par notre fraction, nous disions entre autres : « La fraction décide de consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du parti communiste, section de la III^e Internationale, affirmant qu'au sein de ce parti comme au sein de l'Internationale elle-même, elle défendra le refus de participer aux élections à des organismes bourgeois, etc. » Il ressort clairement de cette décision que notre but fondamental est de former un parti communiste, organe indispensable de la lutte politique du prolétariat, ayant un programme d'action positif et non pas un parti se distinguant par une position négative comme l'abstentionnisme. Cet objectif, confirmé par les décisions du Congrès de Moscou, nous impose l'activité la plus énergique aujourd'hui qu'il entre enfin et définitivement dans sa phase de réalisation. Nous continuerons à travailler pour devenir si possible la majorité dans l'Internationale, tout en respectant, cela va de soi, de la façon la plus rigoureuse, la plus disciplinée, la plus inconditionnelle les décisions de cette dernière, même quand elles ne correspondent pas à nos convictions profondes. Une discipline de fer est la principale force d'un parti communiste vraiment digne de ce nom.

NOTE DE LECTURE

SUR PAUL MATTICK : L'IDEALISME REVOLUTIONNAIRE DU SOCIALISME D'ENTREPRISE

La récente édition en langue française de l'ouvrage de P. Mattick, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, n'est pas l'effet du hasard ; la suite d'articles qui le composent retrace le combat somme toute respectable d'un authentique militant ouvrier qui n'a cessé de réfléchir sur le développement, les causes et les effets de la contre-révolution stalinienne. Il s'agit d'un bilan qui, à sa manière, s'efforce de tirer les leçons du reflux de la vague révolutionnaire des années 20 et de la dégénérescence consécutive du mouvement ouvrier international.

L'intérêt de cette compilation réside dans l'unité de l'orientation interprétative qu'elle propose, tout entière axée sur les thèmes traditionnels de l'anarcho-syndicalisme protéiforme ; la perspective hautement revendiquée est en effet celle du conseillisme, déviation que notre courant n'a cessé de critiquer, la rapportant au vieux courant du syndicalisme révolutionnaire sorélien.

L'originalité de Mattick, laquelle se manifeste notamment dans le premier article proposé, *Les divergences de principes entre Rosa Luxembourg et Lénine* résulte de la médiation théorique dont il se recommande afin de critiquer ce qu'il nomme le « léninisme », à savoir le Luxembourgeois et le Kaapédisme. Mais, pas plus que, disions-nous, la sortie d'un tel ouvrage ne nous étonne, une telle démarche ne saurait nous surprendre ; elle n'est que l'ennième symptôme de cette triste période où, en l'absence de luttes révolutionnaires effectives, le Communisme marxiste ne peut que brandir l'arme de la critique en attendant la critique des armes.

Et de la même manière que le petit bourgeois extrait des utopies prémarxistes de quoi calmer sa désespérance existentielle et son désenchantement politique, son activisme révolutionnaire se nourrit des multiples expressions de la tradition idéaliste dont le commun dénominateur est la négation du déterminisme, du parti et de la dictature, de l'invariance du programme et du but final.

Culturalisme, pour lequel « la prise de conscience » de leur exploitation est le préalable obligé de la radicalisation des masses éclairées par « l'avant-garde ».

Spontanéisme anti-parti d'après lequel la forme parti doit nécessairement dégénérer en bureaucratisation et en dictature des chefs sur les masses.

Démocratie ouvrière à la base garantissant les « droits » égaux de chacun et par-là même, la possibilité d'une réorganisation de la production dans le cadre du socialisme d'entreprise : telles sont les recettes maintes fois critiquées par la Gauche Marxiste depuis « Misère de la philosophie », et maintes fois réaffirmées au sein de la classe par le même courant petit bourgeois à chaque époque de dégénérescence du parti, à quoi il faut ajouter, en ce qui nous concerne, l'obstacle écrasant du stalinisme qui se présente depuis un demi-siècle dans la propagande des partis

opportunistes comme l'expression légitime, historiquement et théoriquement, du « marxisme léninisme », ce qui explique les réticences et la défiance à l'égard du parti des quelques éléments avancés qui cherchent la voie de la reprise future dans un essai d'analyse nécessairement vain de la défaite prolétarienne du premier après-guerre. Il n'est pas question d'entreprendre ici la critique détaillée de l'ensemble de l'ouvrage ; nous nous contenterons de relever les points de désaccord les plus criants entre l'interprétation de la contre-révolution proposée par Mattick et notre propre analyse. Ils concernent essentiellement trois points : la question nationale et coloniale liée à la tactique de la révolution double ; la théorie du parti comme antithèse à la perspective conseilliste de la « spontanéité ouvrière », enfin le programme ; nous serons amenés à faire le départ entre les solutions « soviétistes » à la crise de la société bourgeoise et notre conception matérialiste dialectique de la nécessité de nouveaux rapports de production dégagés de l'emprise du marché et libérés de la loi de la valeur.

CE QUE DIT MATTICK OU LES « LEÇONS » CONSEILLISTES DE LA CONTRE-REVOLUTION STALINIENNE

S'efforçant de tirer les leçons de la contre-révolution, Mattick, comme il est de règle dans l'optique syndicaliste, les voit dans une erreur tactique de Lénine. L'alliance des ouvriers et des paysans pauvres ayant abouti à la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie, celui-ci aurait dès lors conçu le cours de la révolution mondiale comme « la répétition à une échelle assurément plus vaste de ce processus ».

Donc les bolcheviks auraient imposé autoritairement et mécaniquement le soi-disant « modèle » russe du processus révolutionnaire fondé sur la tactique de l'alliance des ouvriers et des paysans pauvres aux différents partis du Comintern. Ainsi c'est dans la constitution d'une Internationale « ouvrière et paysanne » que Mattick découvre l'origine de la désagrégation « des mouvements révolutionnaires anti-capitalistes ». Et d'en tirer doctement cette assertion lapidaire : « la révolution mondiale ne saurait être une reproduction agrandie de la révolution russe » !

Nous savions depuis Hengel que l'histoire du monde est le tribunal du monde, nous ignorions que P. Mattick en était l'avocat général. Mais examinons d'un peu plus près ses allégations.

« Lénine avait sur la question nationale une position conforme à la conception que s'en formait la social-démocratie d'avant-guerre, dont en général il était loin d'avoir dépassé les vues (NDR : !!!). Il voyait en outre dans la mise en œuvre de cette conception un moyen d'assurer et de renforcer l'emprise des bolcheviks sur la Russie et de l'étendre, autant que faire se pouvait, au reste du monde. Pour Rosa Luxembourg, en revanche, il s'agissait là d'une politique néfaste, pour laquelle il faudrait payer et payer cher.

« A l'inverse de Lénine qui, sur la base de sa conception d'ensemble, considérait la construction du Parti et son accession au pouvoir comme le préalable obligé à la victoire du socialisme, Rosa Luxembourg partait de la situation de classe du prolétariat et de ses exigences. Qui plus est, tandis que chez Lénine la théorie et la pratique étaient directement issues des conditions arriérées de la Russie, chez Luxembourg, elles étaient liées aux conditions spécifiques de la lutte de classe dans les pays capitalistes les plus développés. C'est pourquoi elle refusait d'identifier la mission historique du prolétariat avec la fonction du Parti et de la réduire à une question de direction centralisée. Bien plus que sur la croissance de l'organisation et sur la qualité des dirigeants, elle mettait donc l'accent sur le mouvement spontané des masses, sur leur « auto-activation », le développement de leur initiative propre. D'où aussi les divergences d'appréciation fondamentales qui la séparaient de Lénine en ce

qui concerne le rôle historique respectif du facteur de la spontanéité et de celui de l'organisation. » (Intégration capitaliste et rupture ouvrière, pp. 18-19.)

Reprenons. Selon Mattick, il faut imputer la responsabilité de la contre-révolution... à la tactique « orientale » de Lénine et du parti bolchevique transposée arbitrairement et sans considération « des conditions particulières nationales et locales » dans les pays capitalistes hautement industrialisés.

Méconnaissant la distinction classique depuis l'Adresse de 1850 entre révolution pure et révolution permanente, s'appuyant sur les incompréhensions de Rosa Luxembourgeois relatives à la question nationale et coloniale, à l'alliance des ouvriers et des paysans pauvres dans les aires arriérées, ainsi qu'à la structure et la fonction des organisations prolétariennes, il tire deux conclusions, lesquelles reviennent telles un leit-motiv tout au long de son ouvrage : le principe du respect de la spontanéité de la classe ouvrière qui ne doit sous aucun prétexte être bridée par un parti orientant, canalisant et dirigeant son énergie révolutionnaire — ceci afin de prévenir le risque de la fameuse dictature du parti sur les masses ; le principe de l'INDIFFÉRENTISME prolétarien répudiant indépendamment des conditions géo-historiques, toute alliance avec la paysannerie révolutionnaire et tout soutien aux luttes des nations opprimées par les puissances impérialistes, le prolétariat des pays capitalistes avancés étant considéré comme la seule force susceptible d'abattre l'oppression capitaliste.

A cette « analyse » nous répondons qu'en ce qui concerne la question nationale et coloniale, les bolcheviks et, à leur suite, le Comintern dans ses thèses du Deuxième Congrès, n'ont fait que reprendre, après les avoir restaurées et dégagées de la gangue de l'opportunisme austro-marxiste et kautskiste, les positions traditionnelles du communisme marxiste.

Quelles sont-elles ? Elles se résument en quelques thèses : le développement du capitalisme s'effectue dans des aires géohistoriques dont les antagonismes sociaux diffèrent selon le degré de la pénétration des rapports bourgeois de production et du mercantilisme ; ce mouvement de pénétration engendre des mouvements de résistance des peuples qui essaient avec plus ou moins de succès, selon la rigidité et la stabilité de leurs propres rapports sociaux de production, de maintenir leur mode de production et de répartition, de préserver leurs coutumes et leurs systèmes idéologiques. A cette lutte de résistance des peuples de couleur contre la pénétration capitaliste est associé l'accroissement de l'oppression des métropoles et c'est ce qui rend nécessaire la convergence des luttes à mener contre l'ennemi commun : le capital.

C'est pourquoi les communistes ont toujours mis en avant la nécessité de l'intégration du potentiel révolutionnaire des mouvements subversifs déclenchés par le facteur racial dans le programme et la stratégie invariants du parti de classe dont les détachements évoluent dans des aires différentes. C'est pourquoi il est de notre devoir de communistes internationalistes de jeter à la face de l'opportunisme ouvriériste et indifférentiste dont Mattick se réclame et du social-chauvinisme des partis « communistes » des métropoles dont nous devons dénoncer la collusion avec l'impérialisme, la percutante formule employée par Marx pour stigmatiser l'apathie du prolétariat anglais devant l'exploitation forcenée de ses frères de classe irlandais : « un peuple qui en exploite un autre n'est pas un peuple libre ! ».

Pour compléter et afin d'éviter tout risque d'ambiguïté, nous rappellerons les formulations du Deuxième Congrès de l'Internationale communiste (Moscou 1920) : contre l'opportunisme kautskien et l'indifférentisme ouvriériste, elles proclament la liaison des travailleurs de toutes les nations sous la direction d'un centre unique comme la condition de la victoire sur le capitalisme, étant entendu que les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays doivent être subordonnés à la perspective mondiale, « la nation ayant vaincu, le capitalisme devant consentir les plus grands sacrifices en vue du renversement du capital international ». Elles la rapportent d'autre part au but final, à savoir « la réalisation d'un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays,

tendance qui s'est manifestée sous le régime capitaliste et doit continuer son développement afin d'arriver à la perfection par le régime socialiste ».

Du seul fait que les colonies constituent l'une des ressources principales des forces du capitalisme, et l'origine, par la plus-value accumulée, des concessions accordées aux prolétariats des métropoles, les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe et des U.S.A. sont en effet liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien blanc euro-américain.

Quant aux tâches qui concernent les pays les plus arriérés où prédominent les institutions féodales ou patriarcales rurales, les thèses du Deuxième Congrès rappellent l'impératif qu'est le concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans leur lutte contre les idéologies religieuses réactionnaires ; le soutien aux mouvements paysans contre les propriétaires fonciers et les survivances féodales, seule façon de « créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies et des pays arriérés en général ».

LA QUESTION DU PARTI

Pour ce qui est de la question du parti, force nous est de reconnaître que pas plus dans ce domaine de la doctrine que dans d'autres, les bolcheviques et Lénine n'ont innové, et que l'exigence pour le prolétariat de se constituer en classe, c'est-à-dire en organisation politique autonome luttant dans les pays de capitalisme avancé pour l'abolition du salariat et du marché, a été mille fois rappelée depuis l'acte de naissance politique du Parti Communiste que fut le Manifeste.

Rappelant la formule fameuse du « Que faire ? », où Lénine énonce que par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut parvenir qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction « qu'il faut s'unir en syndicat, se battre contre les patrons, réclamer du gouvernement telles lois nécessaires aux ouvriers », Mattick ramène la position classiquement marxiste de celui-ci à celle de la social-démocratie allemande « pour laquelle la révolution cesse d'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et constate que « Lénine est d'accord avec Kautsky pour qui la conscience révolutionnaire ne pouvait être qu'injectée du dehors aux travailleurs ».

Il est vrai que nous n'avons rien à reprocher au premier Kautsky, celui du « Chemin du pouvoir », lequel écrivait en 1909 : « C'est au parti socialiste qu'il appartient de combiner tous ces modes d'actions, par lesquels le prolétariat réagit contre l'exploitation en une action systématique, consciente du but à atteindre et culminant dans les grandes luttes finales pour la conquête du pouvoir politique ». (Coll. Anthropos p. 4.)

Mais derrière la critique classique que l'opportunisme ouvriériste adresse à l'évolution réformiste de la social-démocratie allemande, se profile toujours l'horreur petite-bourgeoise de la **FORME PARTI**.

Par contre ce que nous, marxistes conséquents, lui reprochons, c'est l'orientation économiste, gradualiste et réformiste qui a mené au fiasco social chauvin de 1914.

C'est alors le parti tout entier qui bascula dans les rangs de la contre-révolution, mais il y fut poussé par l'action corrosive des organisations économiques du prolétariat qui n'échappèrent pas à une trahison nullement moins ignominieuse que celle du parti. L'enseignement que Mattick, comme tous ceux qui se réclament de près ou de loin de l'anarchisme, tire de ces événements funestes, c'est que l'expérience historique de la déroute de la Deuxième Internationale et de la dégénérescence stalinienne a fait ressortir la nécessité pour le prolétariat de se garder de toute organisation qui n'émanerait pas spontanément de la base : « les communistes des conseils, loin de prétendre agir pour les ouvriers, se considèrent comme des membres de la

classe ouvrière qui ont pris conscience de la tendance du capitalisme à décliner et cherchent à coordonner dans cette perspective les activités des travailleurs... (ils ne sont)... que des groupes de propagande capables de proposer des voies et des moyens d'action, mais nullement d'entreprendre ces actions dans l'intérêt de la classe, car c'est à la classe elle-même de le faire ».

Notre courant a toujours présenté la négation du parti et des organisations de classe du prolétariat par l'immédiatisme de nature petite bourgeoise et anarchisante comme des positions fausses et confuses qui ne proposent finalement que le remplacement du parti et du syndicat par d'autres organisations qui ne sont en réalité pas moins susceptibles que les premières d'être gagnées par la contagion opportuniste, voire de devenir les agents directs du pouvoir d'état bourgeois. Depuis la naissance du Parti communiste, notre conception de la classe n'a pas varié : à la base, les molécules sociales, la masse des travailleurs ou si l'on veut la classe, mais définie d'une façon statistique et qui se déploie dans l'immédiateté, inconsciente de soi. Puis, à l'étage supérieur, les organisations économiques des travailleurs visant à réduire la concurrence que les prolétaires se font entre eux sur le marché et qui accentue la pression du capital sur le travail. Enfin, au sommet de la pyramide, le parti politique qui fait vivre la classe, en canalise et oriente l'énergie, l'irradie de ses directives, sélectionne les éléments les plus décidés et les plus conscients.

Séparer les éléments de cette structure, c'est donner inéluctablement dans la déviation classique qu'a connue historiquement le marxisme révolutionnaire : l'erreur syndicaliste ou soviétiste, qui sépare les organisations économiques immédiates d'avec le parti en exaltant l'ouvriérisme et l'économisme.

Mais revenons au « soviét » . Comme tous les idéalistes opportunistes, Mattick en fait une véritable catégorie métaphysique, le « modèle » anhistorique de l'organisation de la classe, sans se donner autrement la peine de réfléchir sur ses conditions matérielles d'apparition, si ce n'est par l'amalgame saisissant qui mêle le K.A.A.P.D., les tribunistes hollandais et... Rosa Luxembourg. « Au cours de la guerre, toutefois un nouveau mouvement fit son apparition ; il tirait son origine tant de la gauche d'avant-guerre (Luxembourg, Liebknecht, Gorter, Panekoek) que de la lutte réelle des ouvriers et de leurs grèves de masse à l'Est comme à l'Ouest. Pendant quelques années, une tendance résolument anti-capitaliste s'exprima ainsi sur le plan organisationnel, dans divers groupes disséminés en Allemagne et ailleurs... Ce mouvement prit position contre les méthodes parlementaires et syndicales, s'opposant de la sorte à l'ensemble de la société capitaliste et à l'ensemble du mouvement ouvrier qui en était partie intégrante. Considérant que la prise de l'exercice du pouvoir par un parti ne signifiait qu'un changement d'exploiteur, il soutenait que c'est aux ouvriers eux-mêmes de gérer directement la société et la production. Dès lors, les mots d'ordre du passé (abolition du salariat et de l'exploitation capitaliste) cessaient d'être des formules vagues pour devenir les objectifs immédiats des nouvelles organisations. Celles-ci visaient non plus la création d'une nouvelle équipe dirigeante aspirant à agir « pour les ouvriers » en attendant de les trahir une fois installés au pouvoir, mais la gestion directe, sans intermédiaire, des moyens de production par les ouvriers au moyen d'une organisation leur donnant toute possibilité de contrôle ».

La thèse de Mattick présente le soviét comme l'organe privilégié de l'émancipation du prolétariat qui, avant même la chute du pouvoir bourgeois, constitue un organe de lutte politique préparant du double point de vue économique et technique le communisme intégral !

La perspective « soviétiste » de Mattick dénie au parti tout rôle d'organisation de la classe, vieille chanson anarchiste, rejoint également l'optique réformiste qu'elle prétend cependant combattre en combattant la dictature du parti sur les masses, en ce que toutes deux postulent la possibilité de l'émancipation prolétarienne au niveau économique quand bien même le capitalisme détiendrait avec l'Etat le pouvoir politique.

Dans les deux cas, on retrouve la même vision gradualiste-économiste d'un

passage pacifique ou, ce qui est finalement identique, ponctuel, au socialisme (cf. la fameuse grève générale et le délire des « bras croisés » comme substituts de l'insurrection armée). Mais si l'on fait l'effort d'analyser ce que fut réellement le soviét en U.R.S.S. après Octobre, il faut dire avec Zinoviev : « les soviets sont les organisations d'état de la classe ouvrière et des paysans pauvres exerçant la dictature du prolétariat pendant la phase où disparaissent graduellement toutes les vieilles formes de l'Etat » (II Soviet, 11/1920).

Les soviets furent donc historiquement le système de représentation de la classe ouvrière et des paysans pauvres parvenus au pouvoir et ils constituèrent l'organisation politique territoriale de la dictature prolétarienne.

L'illusion conseilliste, c'est donc de ne pas se préoccuper des rapports de force politiques mais de surestimer une FORME. Elle retrouve par là la déviation ordnoviste de Gramsci et de ses compagnons pour lesquels les soviets apparaissaient comme les organes de la libération prolétarienne et de la construction de l'économie communiste... en régime bourgeois. (cf. sur ce point, *Programme communiste* N° 58, *La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international*).

LE PROGRAMME CONSEILLISTE

Nous avons vu l'indifférentisme ouvrieriste méconnaître la distinction classique des deux tactiques propres au Communisme révolutionnaire et nier le principe de la révolution démocratique bourgeoise qu'il assimile à une « déviation » orientale et léniniste du marxisme orthodoxe

Nous l'avons suivi dans les méandres tortueux de sa perspective anarchiste de négation des principes matérialistes de la forme parti et de la dictature du prolétariat. Nous l'avons vu enfin élever le « conseil d'ouvrier » à la dignité d'une forme politico-économique miraculeuse dont la double fonction permet le passage (pacifique ?) au socialisme.

Il ne restait à la vision idéaliste révolutionnaire qu'à parachever ce merveilleux travail de sape du marxisme en décrivant le nouvel ordre social issu de ses élucubrations fantastiques. En effet, là où la connaissance cesse de se régler sur l'objet, elle s'évade des bornes prescrites par le déterminisme matérialiste pour rejoindre les hauteurs de la fiction et les nuées de l'imaginaire :

« ...En ce qui concerne le cadre organisationnel de la société nouvelle (les communistes des conseils) mettent en avant l'idée d'une organisation de conseils ayant pour base l'industrie et le processus de production et de l'adoption du temps de travail moyen comme instrument pour mesurer la production, la reproduction et la distribution pour autant qu'un tel instrument est indispensable à garantir l'égalité économique dans le cadre de la division du travail actuelle. Cette société... sera en état de planifier la production en fonction des besoins et des désirs de la population laborieuse. »

Il ressort de cette formulation très elliptique et, c'est le moins qu'on puisse dire, confuse, que l'organisation sociale de la production présentée ici par Mattck ne se hausse pas hors des limites des rapports bourgeois, mais se contente d'harmoniser la division du travail actuelle (opposition ville/campagne ; travail manuel et intellectuel) inhérente au développement capitaliste ; de planifier les besoins et leur satisfaction sur la base, nous l'avons vu, de la démocratie ouvrière pratiquée à l'intérieur de chaque unité productive, bref d'émanciper le prolétariat en conservant l'échange mercantile, mais amendé dans le sens de l'« égalité » économique par l'introduction d'un « temps de travail moyen » assez énigmatique.

Il est clair que le « programme » de Mattick n'est qu'une version à peine modifiée du motif proudhonien qui voyait dans l'harmonisation de la valeur d'échange

ramenée à la quantité de travail contenue en elle le moyen infallible d'éliminer « l'injustice sociale ». Marx, dont Mattick se réclame, avait pourtant montré dans « Misère de la Philosophie » contre Proudhon que « dans une société à venir où l'antagonisme des classes aurait cessé, dans laquelle n'existerait plus la division en classes, l'usage des produits ne serait pas déterminé par le minimum de temps requis pour leur production, mais le temps de production sociale consacré aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale ».

Désireux de combattre l'étatisme « léniniste » qui, comme Lénine lui-même le reconnaît souvent, n'est pas le socialisme, mais un « capitalisme d'Etat » (1), il n'est capable de lui opposer que la triviale doctrine proudhonienne de l'autogestion qui, dans son imagination enfiévrée par l'aspiration petite-bourgeoise à la « liberté », lui apparaît comme une forme sociale de production « anti-autoritaire ». Le malheureux conseiller, tout comme le père du « socialisme bourgeois », oublie deux choses. Premièrement, même à supposer qu'elle ait pu se maintenir au-delà des premiers mois effervescents de la révolution d'Octobre, cette « économie de libre-association » calquée sur celle de l'ère libérale du capitalisme aurait été plus loin encore du socialisme que le capitalisme d'Etat « léniniste » quant à sa capacité de développer les forces productives (au premier rang desquelles il faut placer les producteurs eux-mêmes) : or, sans développement des forces productives (et des producteurs) pas d'abolition possible du salariat et de la division bourgeoise du travail, seule libération qui ne soit pas illusoire et que le marxisme revendique. Deuxièmement, même dans la version « ouvrière » que lui donne Mattick, une telle économie aurait inéluctablement suivi le même cours que son modèle bourgeois (le seul historiquement viable) de la concurrence au monopole, c'est-à-dire à « l'autorité » tant honnie, trahissant jusqu'aux espoirs *petits-bourgeois* que notre conseiller met en elle. Tout cela, Marx l'avait déjà dit à Proudhon également, mais notre conseiller l'ignore.

Dans l'optique conseiller, telle qu'elle apparaît du moins chez Mattick, la ruine des espoirs *socialistes* de la révolution d'Octobre, puisque la gestion étatique de l'industrie instaurée par les bolcheviks n'a pas abouti au socialisme, mais à la constitution d'un centre d'accumulation capitaliste national libéré de sa sujétion semi-coloniale au capitalisme occidental par... le rideau de fer, constituerait la preuve historique du bien-fondé de thèses anarchistes. Il faudrait donc en tirer les conséquences, nier le rôle du parti et du pouvoir prolétarien dans la transformation économique de la société, laquelle devrait être abandonnée aux initiatives des différents groupes de la classe ouvrière gérant les unités productives de façon autonome dans une économie de « libre-association ». Dans cette vision, tout l'acquis de la révolution communiste se résume dans le renversement de la classe patronale et la main-mise des ouvriers sur les entreprises héritées du capitalisme. Ces entreprises conserveraient leur autonomie de gestion, ne seraient soumises à aucune réglementation générale ni à aucune autorité centrale : elles obéiraient à la « volonté » du personnel, à l'autorité démocratique locale du comité de gestion.

Cette présentation libertaire du communisme soulève deux questions : comment, si l'ensemble de la production échappe à tout contrôle central, celle-ci peut-elle

1) Ce n'est pas ici le lieu de nous attarder sur les variations que l'on trouve dans les *Œuvres complètes* de Lénine à ce sujet, ni sur les raisons de ces variations, même si les formulations que Lénine donne de l'œuvre économique des bolcheviks dans un pays reconnu comme non mûr pour la transformation socialiste ont pu contribuer à embrouiller davantage encore les idées fumeuses des conseillers. Quoi qu'il en soit, il est certain que le socialisme diffère du capitalisme d'Etat quel qu'il soit (c'est-à-dire quelle qu'en soit la superstructure politique) par le fait qu'il n'est pas une économie d'Etat, l'Etat étant appelé à dépérir, et non pas à devenir l'entrepreneur universel, au fur et à mesure que la transformation socialiste s'effectue, grâce aux « interventions despotiques » de la dictature prolétarienne, ce qui suppose une économie capitaliste développée qui n'existait pas dans la Russie d'après 1917.

s'adapter aux besoins sociaux ? Et par quelle médiation les différentes entreprises entreraient-elles en contact ? La solution capitaliste est le *marché* (plus ou moins soumis à une réglementation centrale d'ailleurs : en maintenant l'économie d'entreprise, la solution conseilliste se condamne à ne pas dépasser la médiation du marché, ce tissu conjonctif inhérent à l'économie mercantile et capitaliste. Or si les rapports de marché subsistent entre les entreprises et entre les deux principaux secteurs de l'économie — l'industrie et l'agriculture — on ne voit pas comment ils pourraient être abolis à l'intérieur de l'unité productive. Le mercantilisme est la base de l'exploitation capitaliste : c'est dans la mesure où les produits sont des *merchandises*, c'est-à-dire des *valeurs d'échange* qui doivent être réalisées sur le marché que le travail est lui-même une marchandise et que le prolétaire est un travailleur salarié. On voit donc toute l'absurdité d'une économie « soviétiste » qui prétend abolir le salariat tout en défendant *l'autonomie des entreprises*. Que celles-ci soient conçues comme autant de coopératives ouvrières ne change en effet rien à l'essentiel, car c'est précisément cette autonomie qui impose la médiation du marché et donc le salariat et jusqu'au despotisme de fabrique. Force nous est donc de constater que la substitution de l'entreprise capitaliste classique par une entreprise de type conseilliste ne fait pas avancer d'un pas la transformation nécessaire de l'économie sociale.

Si le « capitalisme d'Etat » tant honni par Mattick n'est jamais qu'un moment dans le développement historique des rapports de propriété au sein de la production marchande qui succède à la propriété parcellaire, au capitalisme privé, aux trusts (et d'ailleurs coexiste avec eux) et si, dans l'acception marxiste correcte, il ne sort pas du cycle capitaliste, que dire de la coopérative ouvrière de Mattick qui, elle, est simplement l'envers de l'entreprise capitaliste privée ?

Autonomes, ces coopératives devraient fonctionner exactement sur le modèle des entreprises capitalistes parce qu'elles subiraient tout comme elles la pression du marché. La concurrence n'étant pas abolie, le droit, le système des contrats et l'Etat qui en est le bras séculier resteraient en vigueur. De ce fait, les ouvriers de ces entreprises ne seraient nullement « plus libres » que ceux des unités productives bourgeoises !

En résumé, ce que le conseillisme idéaliste et petit-bourgeois ne saisit pas, c'est tout simplement la logique qui préside au développement du capitalisme, lequel a déjà « socialisé » toute l'économie relevant de lui précisément par... la voie de la « libre-association ». La révolution qu'il propose n'est pas une révolution dans les rapports mercantiles de la production capitaliste, mais une régression à un stade antérieur des rapports bourgeois de propriété sous couleur de remettre les moyens de production « aux ouvriers eux-mêmes ».

Ce que nous, communistes marxistes, nous affirmons au contraire, c'est la nécessité historique de dépasser dialectiquement l'actuelle barbarie *productiviste* inscrite dans les contradictions mêmes du mode de production capitaliste. C'est la nécessité de la révolution politique prolétarienne seule capable de libérer des entraves des rapports bourgeois les forces productives que ce système a engendrées, et au premier rang desquelles il faut mettre les producteurs eux-mêmes, qui étouffent sous le joug de sa tyrannie. C'est le développement d'une *planification planétaire* harmonieuse de la production et de la répartition de valeurs d'usage en fonction des besoins sociaux réels. Or la réappropriation par l'espèce de la production sociale suppose la destruction des rapports et des catégories mercantiles, de l'échange, du marché, de la loi de la valeur. Elle suppose donc que le prolétariat tourne le dos aux recettes mesquines de l'idéalisme révolutionnaire.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires